****



**République du Sénégal**

**Un Peuple-Un But-Une Foi**

****

**APPEL D’OFFRES**

**FOURNITURE ET INSTALLATION D’EQUIPEMENTS HOSPITALIERS POUR 20 DE POSTES DE SANTE**

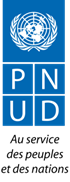
***Référence du dossier :*** ***DAO 026/2020/PNUD/PUDC-Phase II***

**PROJET : Programme d’Urgence de Développement Communautaire**

**SENEGAL**

**FINANCEMENT : BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT**

**Passation de marché :**

****

**Programme des Nations Unies pour le développement**

**Février 2021**

**Sommaire**

Dans la phase 1 du PUDC, d’importantes réalisations ont été faites dans les domaines de l’accès à l’énergie, à l’eau potable, du désenclavement, de l’allégement des travaux de la femme de la structuration et du renforcement organisationnel des bénéficiaires des actions et services offertes par le PUDC. La seconde phase qui est enclenchée permettra de consolider les acquis de la phase 1 et répondre aux besoins exprimés par les populations des régions de LOUGA, MATAM, TAMBACOUNDA, KOLDA, SEDHIOU ET ZIGUINCHOR.

DISCLAIMER : En vertu du protocole d’accord signé entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Gouvernement du Sénégal, il est convenu que la responsabilité du PNUD dans la gestion du présent processus de passation de marché est strictement limitée à l’exécution de ce processus jusqu’à la recommandation de l’offre considérée comme répondant le mieux à la requête exprimée dans le respect des règles du PNUD et des critères d’évaluation et de sélection du présent appel d’offres.

La décision finale d’adjudication du marché, ainsi que toute l’administration et la gestion du contrat, en ce inclus la rédaction du contrat, les signatures, les modalités de paiement, les réclamations, les extensions et/ou amendements et tout autre litige éventuel relevant de ces points sont de la responsabilité exclusive du PUDC (Programme d’Urgence de Développement Communautaire – Gouvernement du Sénégal).

**Section 1. Lettre d’invitation**

**Objet : APPEL D’OFFRES** **N° DAO 026/2020/PNUD/PUDC-Phase II**

**FOURNITURE ET INSTALLATION D’EQUIPEMENTS HOSPITALIERS POUR 20 DE POSTES DE SANTE DANS LES REGIONS DE SEDHIOU, ZIGUINCHOR ET KOLDA**

Le Gouvernement du Sénégal et la Banque Islamique de Développement (BID) ont signé un accord de financement pour la mise en œuvre de la phase II du PUDC.

Le Gouvernement a sollicité l’assistance technique du PNUD pour la passation des marchés selon les modalités évoquées dans le disclaimer énoncé en page 2.

L’attribution des marchés, la signature et la gestion des contrats en ce compris toute réclamation éventuelle sont de la compétence exclusive de la Direction Nationale du PUDC agissant au nom et pour le compte du Gouvernement du Sénégal.

Chère Madame/Cher Monsieur,

C’est dans ce contexte que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) vous invite par la présente à soumissionner dans le cadre du présent appel d’offres (AO) relatif à l’objet sus-référencé.

Le présent AO inclut les documents suivants :

Section 1 : Lettre d’invitation

Section 2 : Instructions destinées aux soumissionnaires

Section 3 : Fiche technique

Section 4 : Critères d’évaluation

Section 5 : Tableau des exigences et spécifications techniques, clauses environnementales et sociales

Section 6 : Formulaires de soumission à renvoyer

* Formulaire A : Formule de soumission de l’offre
* Formulaire B : Formulaire d’information sur le soumissionnaire
* Formulaire C : Formulaire d’information sur les coentreprises/consortiums/partenariats
* Formulaire D : Formulaire de qualification
* Formulaire E : Format de l’offre technique
* Formulaire F : Barème de prix
* Formulaire G : Critères Environnementaux et Genre

Section 7 – le formulaire de garantie de soumission

Section 8 – le formulaire de garantie de bonne exécution

Section 9 – le formulaire de garantie de restitution d’avance

Section 10 – Cahier des Clauses Administratives et Générales (CCAG)

Section 11 – Modèle de lettre de notification

Section 12 – Modèle Acte d’engagement

Section 13 – Cahiers des clauses environnementales et sociales

Votre offre, comprenant une soumission technique et un barème **de prix en TTC**, avant la date limite de dépôt des offres, présentée dans la fiche technique.

Nous vous prions de bien vouloir noter que le délai de soumission des offres techniques et financières est prévu **le 18 Février 2021, à l'heure indiquée en ligne au niveau du système E-tendering.**

Veuillez accuser réception de cet AO en envoyant un courriel à l’adresse :

Service Registry

Programme des Nations Unies pour le Développement

A l’attention de Mme Le Représentant Résident

Immeuble WOLLE NDIAYE,

Route du Méridien Président, Face au Lodge Hôtel

Parcelle N 10 Zone 3 Almadies

BP 154 Dakar - Sénégal

Tél : (+221)33 859 6700 - (+221)33 859 68 00

Fax : (+221) -33 823-55-00

Email : [achats.senegal@undp.org](mailto:achats.senegal@undp.org )

Ladite lettre doit être reçue par le PNUD au plus tard *le 09 Février 2021* et indiquer si votre société entend déposer une soumission. Si tel n’est pas le cas, le PNUD vous serait reconnaissant d’en indiquer la raison pour les besoins de la tenue de nos dossiers.

Vous pouvez également, le cas échéant, utiliser la fonction « accepter l’invitation » sur le système d’appel d’offres en ligne <https://etendering.partneragencies.org> (E-tendering). Cela vous permettra de recevoir toute modification ou mise à jour concernant l’appel d’offres. Si vous souhaitez davantage d’éclaircissements, nous vous invitons à contacter la personne désignée dans la fiche technique ci-jointe en qualité de personne référente pour toute question liée au présent AO.

Si vous avez reçu le présent AO dans le cadre d’une invitation directe du PNUD, sa transmission à une autre entreprise nécessite que vous en notifiiez le PNUD.

Dans l’hypothèse où vous auriez besoin d’explications, nous vous invitons à contacter la personne désignée dans la fiche technique ci-jointe en qualité de coordonnateur des questions liées au présent AO.

Le PNUD attend avec intérêt votre soumission et vous remercie d’avance de l’attention que vous portez aux opportunités commerciales proposées par le PNUD.

Cordialement,

Amata Diabate ***Représentant Résident***

**Section 2. Instructions destinées aux soumissionnaires**

|  |  |
| --- | --- |
| **DISPOSITIONS GÉNÉRALES** | |
| **Introduction** | * 1. Les soumissionnaires adhèrent à toutes les exigences du présent AO, notamment toute modification par écrit provenant du PNUD. Le présent appel d’offres est mené conformément aux politiques et procédures régissant les programmes et opérations relatives aux contrats et aux achats du PNUD qui sont consultables à l’adresse :   <https://popp.undp.org/SitePages/POPPBSUnit.aspx?TermID=254a9f96-b883-476a-8ef8-e81f93a2b38d> – Toutefois, dans le cadre de cet appel d’offres spécifiques, la responsabilité du PNUD s’arrête à la recommandation de l’offre considérée comme gagnante.   * 1. Toute offre déposée sera considérée comme constituant une offre du soumissionnaire et ne vaudra pas ou n’emportera pas implicitement acceptation de l’offre par le PNUD. En vertu du pouvoir d’adjudication qui est sien, Le PUDC n’est nullement tenu d’attribuer un contrat à un quelconque soumissionnaire dans le cadre du présent AO.   2. Le PNUD se réserve le droit d’annuler la procédure d’achat à tout stade sans aucune obligation de quelque nature que ce soit pour le PNUD, sur notification des soumissionnaires ou publication d’une notification d’annulation sur le site Web du PNUD.   3. Dans le cadre de l’offre, il est souhaité que le soumissionnaire s’inscrive sur le site Web du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies ([www.ungm.org](http://www.ungm.org/)). Le soumissionnaire peut soumettre une offre même s’il n’est pas inscrit sur le Portail. Toutefois, si le soumissionnaire est choisi pour l’adjudication du contrat, il doit s’inscrire sur le Portal avant la signature du contrat. (NON APPLICABLE) |
| **Fraude et corruption, Cadeaux et invitations** | * 1. Le PNUD applique une politique stricte de tolérance zéro en ce qui concerne les pratiques illicites, notamment la fraude, la corruption, la collusion, les pratiques contraires à l’éthique ou non professionnelles ainsi que l’obstruction aux fournisseurs du PNUD, et exige que tous les soumissionnaires et les fournisseurs respectent les plus hautes normes éthiques lors de la procédure d’achat et de la mise en œuvre du contrat. La Politique anti-fraude du PNUD est consultable à l’adresse [http://www.undp.org/content/undp/fr/home/operations/accountability/audit/office\_of\_audit\_andinvestigation.html](http://www.undp.org/content/undp/fr/home/operations/accountability/audit/office_of_audit_andinvestigation.html#True).   2. Les soumissionnaires et les fournisseurs n’offrent pas de cadeaux ni d’invitations de quelque nature que ce soit aux membres du personnel du PNUD, notamment des voyages d’agrément pour des événements sportifs ou culturels, dans des parcs d’attractions, des offres de vacances, de transport, ou des invitations à des déjeuners ou dîners luxueux.   3. En vertu de cette politique, le PNUD :   a) rejette une offre s’il détermine que le soumissionnaire choisi est engagé dans toute pratique de corruption ou pratique frauduleuse lors de l’appel d’offres pour le contrat en question ;  b) le PUDC, déclare un fournisseur comme inéligible, pour une période définie ou indéfinie, à l’adjudication d’un contrat si, à tout moment, il détermine que le fournisseur s’est engagé dans toute pratique de corruption ou frauduleuse lors de l’appel d’offres d’un contrat du PUDC ou de l’exécution de ce dernier.   * 1. Tous les soumissionnaires doivent se conformer au Code de conduite à l’intention des fournisseurs du PNUD qui peut être consulté à l’adresse   <https://www.un.org/Depts/ptd/sites/www.un.org.Depts.ptd/files/files/attachment/page/2014/February%202014/conduct_french.pdf> |
| **Éligibilité** | * 1. Un fournisseur ne doit pas être suspendu, exclu ou autrement désigné comme inéligible par tout organisme des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale, comme la BID. Les fournisseurs doivent ainsi informer le PNUD s’ils sont soumis à toute sanction ou suspension temporaire imposée par ces organisations.   2. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de veiller à ce que ses employés, les membres de la coentreprise, les sous-contractants, les prestataires de services, les fournisseurs ou leurs employés de respecter les exigences d’éligibilité tel qu’établi par le PNUD. |
| **Conflit d’intérêts** | * 1. Les soumissionnaires doivent strictement éviter tout conflit avec d’autres engagements ou leurs propres intérêts et ne pas tenir compte de travaux futurs. Tous les soumissionnaires qui ont un conflit d’intérêts seront disqualifiés. Sans limitation du caractère général de ce qui précède, les soumissionnaires et leurs prestataires de services agréés sont considérés comme ayant un conflit d’intérêts avec une partie ou plus de la présente procédure de sollicitations :   2. S’ils sont ou ont été par le passé liés à une société, ou à l’une de ses sociétés affiliées ayant été engagée par le PNUD ou par le PUDC pour fournir des services au titre de la préparation de la conception, des spécifications, des termes de référence, de l’analyse et de l’estimation des coûts et d’autres documents devant être utilisés pour l’achat de biens et de services dans le cadre de la présente procédure de sélection ;   3. S’ils ont été impliqués dans la préparation ou la conception du programme ou du projet relatif aux services requis au titre du présent appel d’offres ;   4. S’il est avéré qu’ils sont concernés par un conflit pour toute autre raison, tel que peut l’établir le PNUD, ou à sa discrétion.   5. En cas d’incertitude concernant l’interprétation d’une situation susceptible de constituer un conflit d’intérêts, les soumissionnaires doivent en informer le PNUD et lui demander de confirmer s’il s’agit ou non d’une situation de conflit d’intérêts.   6. De la même manière, les soumissionnaires doivent montrer dans leur offre qu’ils sont conscients des éléments suivants :   7. Si les propriétaires, copropriétaires, responsables, directeurs, actionnaires dominants, de l’entité soumissionnaire ou du personnel essentiel font partie de la famille d’un membre du personnel du PNUD ou du PUDC exerçant des responsabilités dans les fonctions d’achat ou le gouvernement du pays concerné ou de tout partenaire de mise en œuvre recevant les services dans le cadre du présent AO ;   8. Toutes les autres situations susceptibles de donner lieu, réellement ou en apparence, à un conflit d’intérêts, une collusion ou des pratiques déloyales.   En cas de non-divulgation de cette information, il est possible que l’offre ou les offres concernées par cette non-divulgation soient rejetées.   * 1. L’éligibilité des soumissionnaires détenus totalement ou partiellement par le gouvernement dépendra de l’évaluation et de l’examen approfondis par le PNUD de divers facteurs tels que leur enregistrement, leur opération et leur gestion en tant qu’entité indépendante, l’ampleur de la participation du gouvernement, la réception de subventions, leur mandat et l’accès aux informations dans le cadre du présent AO, entre autres facteurs. Les conditions qui peuvent mener à un avantage indu sur d’autres soumissionnaires peuvent provoquer le rejet de l’offre |
| 1. **PRÉPARATION DES OFFRES** | |
| **Considérations générales** | * 1. Lors de la préparation de l’offre, le soumissionnaire doit examiner l’appel d’offres avec attention. Les lacunes matérielles lors de la fourniture des informations demandées dans l’appel d’offres peuvent provoquer le rejet de l’offre.   2. Le soumissionnaire ne sera pas autorisé à profiter de toute erreur ou omission dans l’appel d’offres. Si ces erreurs ou omissions sont découvertes, le soumissionnaire doit en informer le PNUD en conséquence. |
| **Coût de la préparation de l’offre** | * 1. Le soumissionnaire prend à sa charge l’ensemble des coûts liés à la préparation et au dépôt de son offre, que celle-ci soit ou non retenue. Le PNUD n’est en aucun cas responsable ou redevable desdits coûts, indépendamment du déroulement ou du résultat de la procédure d’achat. |
| **Langue** | * 1. L’offre, ainsi que toute correspondance connexe échangée entre le soumissionnaire et le PNUD, sont rédigées dans la langue indiquée dans la fiche technique. |
| **Documents comprenant l’offre** | * 1. L’offre comprend les documents et formulaires connexes suivants, dont les détails sont fournis dans la fiche technique :  1. Documents établissant l’éligibilité et les qualifications du soumissionnaire ; 2. Offre technique ; 3. Barème de prix ; 4. Garantie de soumission, si elle est exigée dans la fiche technique ; 5. Toute pièce jointe ou tout appendice à l’offre. |
| **Documents établissant l’éligibilité et les qualifications du soumissionnaire ;** | * 1. Le soumissionnaire fournit la preuve écrite de son statut de fournisseur éligible et qualifié en remplissant les formulaires figurant dans la section 6 et en fournissant les documents exigés dans ces formulaires. Aux fins de l’adjudication d’un contrat à un soumissionnaire, ses qualifications doivent être documentées de manière jugée satisfaisante par le PNUD. |
| **Format et contenu de l’offre technique** | * 1. Le soumissionnaire est tenu de présenter une offre technique en utilisant les formulaires types et les modèles fournis dans la section 6 de l’appel d’offres.   2. Des échantillons d’objets, lorsqu’exigés en vertu de la section 5, sont fournis dans le délai spécifié et à moins qu’autrement spécifié par le PNUD, sans frais pour le PNUD. S’ils ne sont pas détruits lors des tests, les échantillons seront renvoyés à la demande et aux frais du soumissionnaire, à moins qu’autrement indiqué.   3. Lorsqu’applicable et tel qu’exigé en vertu de la section 5, le soumissionnaire décrit le programme de formation nécessaire disponible pour le maintien et l’exécution des services ou pour l’entretien et le fonctionnement des équipements offerts, ainsi que le coût pris en charge par le PNUD. Cette formation ainsi que le matériel de formation, à moins qu’autrement indiqué, sont offerts dans la langue de l’offre tel que prescrit dans la fiche technique.   4. Lorsqu’applicable et tel qu’exigé en vertu de la section 5, le soumissionnaire atteste de la disponibilité de pièces détachées pour une période d’au moins cinq (5) ans à compter de la date de livraison, ou tel qu’autrement indiqué dans cet appel d’offres. |
| **Barème de prix** | * 1. Le présent barème de prix est préparé en utilisant le formulaire fourni dans la section 6 de l’appel d’offres et en prenant en considération les exigences de l’AO.   2. Toute exigence décrite dans l’offre technique, mais dont le prix n’est pas indiqué dans le barème de prix, est considérée comme étant incluse dans les prix des autres activités ou biens, ainsi que dans le prix total final. |
| **Garantie de soumission** | * 1. Une garantie de soumission, si elle est exigée dans la fiche technique, est fournie au montant et dans les formulaires indiqués dans la fiche technique. Cette garantie est valable jusqu’à trente (30) jours après la date de validité finale de l’offre. – Cette garantie sera libellée au nom du PUDC exclusivement.   2. La garantie de soumission est incluse, avec l’offre. Si une garantie de soumission est exigée par l’appel d’offres mais n’est pas présentée avec l’offre technique, l’offre est rejetée.   3. Si le montant de la garantie de soumission est moins élevé que le montant exigé par le présent AO, ou si la période de validité de ladite garantie est moins longue que celle exigée par l’AO, le PNUD rejette l’offre.   4. Dans le cas où une offre électronique est autorisée dans la fiche technique, les soumissionnaires y intègrent une copie de la garantie de soumission, et l’original de la garantie doit être envoyé par courrier ou en main propre selon les instructions de la fiche technique.   5. Le PNUD n’est pas responsable de la gestion des garanties de soumissions dans le cadre du présent Appel d’Offres. Les garanties libellées au nom du PUDC lui seront transmises à la clôture du dossier de sélection et de recommandation. Le PUDC sera seul responsable devant le soumissionnaire de la gestion de la garantie selon les conditions propres de cette dernière en vertu du modèle de garantie officiel du PUDC. Le PNUD décline toute responsabilité quant à toute contestation ou réclamation à ce sujet. |
| **Devises** | * 1. Tous les prix sont cités dans la devise indiquée dans la fiche technique. |
| **Coentreprise, consortium ou partenariat** | * 1. Si le soumissionnaire est un groupe d’entités juridiques devant former ou ayant formé une coentreprise, un consortium ou un partenariat lors du dépôt de l’offre, elles doivent confirmer dans le cadre de leur offre : (i) Qu’elles ont désigné une partie en tant qu’entité principale, dûment habilitée à obliger juridiquement les membres de la coentreprise, du consortium ou du partenariat conjointement et de manière solidaire, ceci devant être attesté par un accord dûment authentifié entre lesdites entités juridiques qui devra être joint à l’offre ; et (ii) que si le contrat leur est attribué, il sera conclu entre le PUDC et l’entité principale désignée qui agira pour le compte de l’ensemble des entités juridiques composant la coentreprise.   2. Après la date limite de dépôt des offres, l’entité principale désignée pour représenter la coentreprise, le consortium ou le partenariat n’est pas changée sans le consentement préalable et écrit du PNUD.   3. L’entité principale et les entités membres de la coentreprise, du consortium ou du partenariat se conforment aux dispositions de la clause 9 de ce document en ce qui concerne le dépôt d’une offre unique.   4. La description de l’organisation de la coentreprise, du consortium ou du partenariat doit clairement définir le rôle prévu de chaque entité juridique composant la coentreprise dans le cadre de la satisfaction des exigences de l’AO, tant dans l’offre que dans l’accord de coentreprise. Le PNUD évaluera l’éligibilité et les qualifications de toutes les entités juridiques composant la coentreprise, le consortium ou le partenariat.   5. Une coentreprise, un consortium ou un partenariat, lors de la présentation des antécédents et de l’expérience, différencie clairement :  1. Les antécédents et l’expérience de la coentreprise, du consortium ou du partenariat dans leur ensemble ; 2. Les antécédents et l’expérience des entités individuelles de la coentreprise, du consortium ou du partenariat.    1. Les contrats antérieurs exécutés par des experts individuels qui sont intervenus à titre personnel mais qui sont liés de façon permanente ou qui ont été temporairement liés à l’une des sociétés membres ne peuvent pas être inclus dans l’expérience de la coentreprise, du consortium ou du partenariat, ou du membre concerné, et seuls lesdits experts peuvent en faire état dans la présentation de leurs qualifications personnelles.    2. La coentreprise, le consortium ou le partenariat sont encouragés à respecter de grandes exigences multisectorielles lorsque le champ d’expertise et des ressources n’est pas disponible dans une seule société. |
| **Offre unique** | * 1. Le soumissionnaire (notamment les membres individuels de toute coentreprise) dépose une seule offre, en son nom propre ou dans le cadre d’une coentreprise.   2. Les offres déposées par deux (2) soumissionnaires ou plus seront toutes rejetées dans chacun des cas suivants :   3. S’ils ont au moins un actionnaire dominant, directeur ou partie prenante en commun ;   4. Si l’un d’entre eux reçoit ou a reçu de l’autre ou des autres une quelconque subvention, directe ou indirecte ;   5. S’ils ont le même représentant légal aux fins du présent AO ;   6. S’il existe entre eux une relation qui, directement ou par l’intermédiaire de tierces parties, leur permet d’avoir accès à des informations sur un autre soumissionnaire, ou d’influer sur l’offre d’un autre soumissionnaire dans le cadre de la présente procédure d’AO ;   7. S’ils sous-traitent l’offre l’un de l’autre, ou si le sous-traitant d’une offre dépose également une autre offre en son nom en tant que soumissionnaire principal ; si un membre du personnel essentiel proposé pour faire partie de l’équipe d’un soumissionnaire participe à plus d’une offre reçue lors de la procédure d’appel d’offres. La présente condition, relative au personnel, ne s’applique pas aux sous-traitants inclus dans plusieurs offres. |
| **Durée de validité de l’offre** | * 1. Les offres restent valables pour la période indiquée dans la fiche technique, et leur validité prend effet à la date limite de dépôt des offres. Une offre assortie d’une durée de validité plus courte peut être rejetée par le PNUD et déclarée non conforme.   2. Lors de la période de validité de l’offre, le soumissionnaire maintient son offre originale, sans la modifier, notamment sans modifier la disponibilité du personnel essentiel, les taux proposés et le prix total. |
| **Extension de la durée de validité de l’offre** | * 1. Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander aux soumissionnaires d’étendre la durée de validité de leurs offres avant l’expiration de la durée de validité de l’offre. La demande et les réponses se font à l’écrit et sont considérées comme faisant partie intégrante de l’offre.   2. Si le soumissionnaire convient d’étendre la validité de son offre, cette prorogation est effectuée sans aucun changement apporté à l’offre originale.   3. Le soumissionnaire a le droit de refuser d’étendre la validité de son offre, auquel cas cette offre ne sera pas ultérieurement évaluée. |
| **Clarification de l’offre (de la part des soumissionnaires)** | * 1. Les soumissionnaires peuvent demander des éclaircissements au sujet de tout document de l’appel d’offres au plus tard à la date indiquée dans la fiche technique. Toute demande d’éclaircissements doit être envoyée par écrit sous la forme indiquée dans la fiche technique. Si des demandes sont envoyées d’une autre manière que par les voies indiquées, même si elles sont envoyées à un membre du personnel du PNUD, ce dernier n’est pas tenu d’y répondre ni de confirmer que telles demandes ont été officiellement reçues.   2. Le PNUD offrira des réponses aux demandes d’éclaircissements sous la forme indiquée dans la fiche technique.   3. Le PNUD s’efforcera de répondre rapidement aux demandes d’éclaircissement, mais toute réponse tardive de sa part ne l’obligera pas à proroger la date limite de dépôt des offres, sauf si le PNUD estime qu’une telle prorogation est justifiée et nécessaire. |
| **Modification des offres** | * 1. À tout moment avant la date limite de dépôt des offres, le PNUD peut, pour quelque raison que ce soit, par exemple en réponse à la demande d’éclaircissement d’un soumissionnaire, modifier l’appel d’offres. Les modifications seront rendues disponibles à l’ensemble des soumissionnaires potentiels.   2. Si la modification est importante, le PNUD peut proroger la date limite de dépôt des offres pour donner aux soumissionnaires assez de temps pour inclure la modification dans leurs offres. |
| **Autres types d’offres** | * 1. Les autres types d’offres ne seront pas considérées, **à moins qu’autrement indiqué** dans la fiche technique. Si le dépôt d’un autre type d’offre est autorisé dans la fiche technique, un soumissionnaire peut déposer un autre type d’offre, mais seulement s’il dépose également une offre conforme aux exigences de l’appel d’offres. Si les conditions de son acceptation sont respectées ou si l’offre est clairement justifiée, le PUDC se réserve le droit exclusif d’attribuer un contrat sur la base d’un autre type d’offre.   2. Si plusieurs autres types d’offres sont soumis, ils doivent être clairement identifiés comme « offre principale » et « autre type d’offre ». |
| **Conférence préalable à l’offre** | * 1. S’il y a lieu, une conférence des soumissionnaires sera organisée à la date, à l’heure et au lieu indiqués dans la fiche technique. Tous les soumissionnaires sont encouragés à y assister. Toutefois, aucun soumissionnaire ne sera rejeté pour n’avoir pas assisté à la conférence. Le compte-rendu de la conférence des soumissionnaires sera publié sur le site Web de la section des achats et envoyé par courriel ou sur la plateforme d’appel d’offres en ligne eTendering comme indiqué dans la fiche technique. Aucune déclaration orale formulée lors de la conférence ne pourra modifier les conditions générales de l’appel d’offres, à moins qu’une telle déclaration ne soit expressément inscrite dans le compte-rendu de la conférence ou communiquée ou publiée à titre de modification de l’appel d’offres. |
| 1. **DÉPÔT ET OUVERTURE DES OFFRES** | |
| **Dépôt** | * 1. Le soumissionnaire dépose une offre dûment signée et complétée qui comprend les documents et les formulaires correspondant aux exigences de la fiche technique. Le barème de prix est soumis avec l’offre technique. Les offres peuvent être livrées en main propre, par messager comme indiqué dans la fiche technique.   2. L’offre est signée par le soumissionnaire ou la ou les personnes dûment autorisées à obliger le soumissionnaire. L’autorisation est communiquée au moyen d’un document attestant d’une telle autorisation délivrée par le représentant juridique de l’entité soumissionnaire, ou d’une procuration, jointe à l’offre.   3. Les soumissionnaires doivent être conscients du fait que le simple dépôt d’une offre implique acceptation par le soumissionnaire des Conditions générales du contrat annexés à ce DAO. |
| **Offres déposées par courriel ou sur le système eTendering** | * 1. Le dépôt par courriel ou par l’intermédiaire du système d’appel d’offres en ligne eTendering, s’il est autorisé ou indiqué dans la fiche technique, est régi comme suit :  1. Les fichiers électroniques faisant partie de l’offre respectent le format et les exigences indiqués dans la fiche technique ; 2. Les documents requis dans le formulaire original (par exemple la garantie de soumission etc.) doivent être envoyés par courrier ou en main propre selon les instructions contenues dans la fiche technique.   Davantage d’instructions sur la manière de déposer, modifier ou annuler une offre sur le système d’appel d’offres en ligne eTendering sont offertes dans le Guide du système eTendering du PNUD à l’attention des soumissionnaires, et des Guides vidéos sont également disponibles en consultant ce lien : <http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/business/procurement-notices/resources/>. |
| **Date limite de dépôt des offres et offres tardives** | * 1. Les offres complètent doivent être reçues par le PNUD de la manière, à l’adresse et au plus tard à la date et heure indiquées dans la fiche technique. Le PNUD ne reconnait que la date et l’heure auxquelles il a reçu l’offre.   2. Le PNUD ne tiendra pas compte de toute offre déposée après la date limite de dépôt des offres. |
| **Retrait, remplacement et modification des offres** | * 1. Un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier son offre après qu’elle a été déposée à tout moment avant la date limite de dépôt des offres.   2. Offres déposées manuellement ou par courriel : Un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier son offre en envoyant une notification écrite conforme au PNUD, dûment signée par un représentant autorisé à cette fin, et en y joignant une copie de l’autorisation (ou une procuration). Le remplacement ou la modification de l’offre, le cas échéant, doit accompagner ladite notification écrite. Toutes les notifications doivent être déposées de la même manière que celle indiquée pour le dépôt des offres, en les marquant clairement comme « RETRAIT », « REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».   3. Système eTendering : Un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier son offre en annulant, éditant et déposant de nouveau l’offre directement sur le système. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de suivre correctement les instructions du système et de dûment éditer et déposer un remplacement ou une modification d’offre, tel que nécessaire. Davantage d’instructions sur la manière dont annuler ou modifier une offre directement sur le système sont offertes dans le Guide du système eTendering du PNUD à l’attention des soumissionnaires et dans les Guides vidéo.   4. Les offres dont le retrait est demandé sont renvoyées aux soumissionnaires sans qu’elles aient été ouvertes (seulement en ce qui concerne les dépôts manuels), sauf si l’offre est retirée après qu’elle a été ouverte. |
| **Ouverture des offres** | * 1. Le PNUD ouvre les offres en présence d’un comité ad hoc constitué par le PNUD et le PUDC qui comprend au moins deux (2) membres.   2. Les noms des soumissionnaires, les modifications, les retraits, l’état des libellés et des sceaux des enveloppes, le nombre de dossiers et de fichiers et tout autre détail que le PNUD jugera utile seront annoncés à l’ouverture. Aucune offre n’est rejetée à l’ouverture, sauf les offres tardives qui seront renvoyées non ouvertes aux soumissionnaires concernés.   3. Dans le cas d’un dépôt sur le système eTendering, les soumissionnaires recevront une notification automatique une fois que leur offre aura été ouverte |
| 1. **Évaluation des offres** | |
| **Confidentialité** | * 1. Les informations concernant l’examen, l’évaluation et la comparaison des offres, ainsi que la recommandation d’adjudication du contrat, ne sont pas divulguées aux soumissionnaires ou à toute autre personne non officiellement concernée par une telle procédure, même après publication de l’adjudication du contrat.   2. Toute tentative de la part d’un soumissionnaire ou de toute personne agissant au nom du soumissionnaire d’influencer le PNUD et le PUDC lors de l’examen, de l’évaluation et de la comparaison des offres ou des décisions d’adjudication du contrat peut, à la décision du PNUD, provoquer le rejet de son offre et le soumettre à l’application des procédures de sanctions des fournisseurs du PNUD en vigueur. |
| **Évaluation des offres** | * 1. Le PNUD mènera l’évaluation sur l’unique base des offres déposées.   2. L’évaluation des offres est menée suivant les étapes suivantes :   3. Examen préliminaire, notamment de l’éligibilité et vérification de l’existence de l’ensemble des pièces administratives requises   4. Vérification des calculs et classement des soumissionnaires ayant réussi l’examen préliminaire du fait de leur prix.   5. Évaluation de qualification (si la pré-qualification n’a pas été effectuée)   6. Évaluation des offres techniques   7. Évaluation des prix   L’évaluation détaillée s’axera sur les 3 à 5 offres dont les prix sont les plus bas. D’autres offres dont les prix sont plus élevés seront ajoutées pour évaluation **si nécessaire.** |
| **Examen préliminaire** | * 1. Le PNUD et le PUDC examineront les offres pour déterminer si elles sont complètes selon les exigences documentaires minimales, si les documents ont bien été signés, et si les offres sont généralement correctes, entre autres indicateurs pouvant être utilisés à ce stade. Le PNUD se réserve le droit de rejeter toute offre à ce stade. |
| **Évaluation de l’éligibilité et de la qualification** | * 1. L’éligibilité et la qualification du soumissionnaire seront évaluées en comparant celles du soumissionnaire aux exigences minimales d’éligibilité et de qualification indiquées dans la section 4 (Critères d’évaluation).   2. En termes généraux, les fournisseurs qui remplissent les critères suivants peuvent être considérés comme qualifiés :   3. Ils ne font pas partie, selon la Résolution 1267/1989 du Conseil de sécurité de l’ONU, de la liste de terroristes et de ceux qui les financent établie par le Comité, et de la liste de fournisseurs inéligibles du PNUD ;   4. Ils ont une bonne situation financière et ont accès à des ressources financières appropriées pour exécuter le contrat et assumer tous les engagements commerciaux existants ;   5. Ils disposent de l’expérience similaire nécessaire, de l’expertise technique, de capacités de production le cas échéant, de certificats de qualité, de procédures d’assurance qualité ainsi que d’autres ressources applicables à la prestation des services requis ;   6. Ils respectent pleinement les Conditions générales du contrat annexés à ce présent DAO ;   7. Ils n’ont pas d’antécédents de décisions arbitrales ou du tribunal contre le soumissionnaire ;   8. Ils ont un historique de performance rapide et satisfaisante auprès de leurs clients. |
| **Évaluation des offres techniques et des prix** | * 1. L’équipe d’évaluation, composée du PNUD et du PUDC, examine et évalue les offres au regard de leur conformité au tableau des exigences et des spécifications techniques et à d’autres documents fournis en appliquant la procédure indiquée dans la fiche technique et d’autres documents de l’appel d’offres. Si nécessaire et déclaré dans la fiche technique, le PNUD peut inviter les soumissionnaires techniquement conformes à faire une présentation au sujet de leurs offres techniques. Les conditions de la présentation sont fournies dans le document d’offre lorsque nécessaire. |
| **Devoir de précaution** | * 1. Le PNUD et le PUDC se réservent le droit de se livrer à un exercice de vérification visant à s’assurer de la validité des informations fournies par les soumissionnaires. Cet exercice est pleinement documenté et peut comprendre, sans toutefois s’y limiter, tout ou partie des éléments suivants :   2. Vérifier que les informations fournies par le soumissionnaire sont exactes, correctes et authentiques ;   3. Valider le degré de conformité aux exigences de l’appel d’offres et aux critères d’évaluation au regard de ce qui a été constaté à ce stade par l’équipe d’évaluation ;   4. Demander des renseignements et vérifier les références auprès d’organismes gouvernementaux compétents ayant juridiction sur le soumissionnaire concerné, auprès de précédents clients, ou auprès de toute autre entité ayant pu avoir des relations d’affaires avec ledit soumissionnaire ;   5. Demander des renseignements et vérifier les références auprès de précédents clients concernant l’exécution des contrats en cours ou complétés, notamment des inspections physiques des travaux précédents, si nécessaire ;   6. Inspecter physiquement les bureaux du soumissionnaire, les succursales ou autres établissements d’un soumissionnaire dans lesquels il exploite son activité, avec ou sans préavis ;   7. D’autres moyens que le PNUD pourra juger opportuns, à tout stade du processus de sélection, avant l’adjudication du contrat. |
| **Clarification des offres** | * 1. Afin de faciliter l’examen, l’évaluation et la comparaison des offres, le PNUD peut, à sa discrétion, demander à tout soumissionnaire des éclaircissements au sujet de son offre.   2. La demande d’éclaircissements du PNUD ainsi que la réponse se font par écrit, et aucune modification des prix ou du contenu de l’offre ne peut être demandée, proposée ou autorisée, sauf pour fournir des éclaircissements et confirmer la correction de toute erreur de calcul découverte par le PNUD lors de l’évaluation des offres, conformément à l’appel d’offres.   3. Les éclaircissements non sollicités fournis par un soumissionnaire au titre de son offre qui ne constituent pas une réponse à une demande du PNUD ne sont pas pris en compte lors de l’examen et de l’évaluation de l’offre. |
| **Conformité des offres** | * 1. Le PNUD évalue la conformité des offres en se basant sur leur contenu. Une offre est considérée comme essentiellement conforme si elle respecte l’ensemble des termes, conditions, spécifications et autres exigences de l’appel d’offres sans dérogation, réserve ou omission importante.   2. Si une offre n’est pas essentiellement conforme, elle est rejetée par le PNUD et ne peut pas être ultérieurement mise en conformité par le soumissionnaire en corrigeant les dérogations, réserves ou omissions importantes. |
| **Défauts de conformité, erreurs réparables et omissions** | * 1. À condition qu’une offre soit essentiellement conforme, le PNUD peut lever tout défaut de conformité ou toute omission de ladite offre qui ne constitue pas selon lui pas une dérogation importante.   2. Le PNUD peut demander au soumissionnaire de fournir les informations ou les documents nécessaires, dans un délai raisonnable, pour rectifier les défauts de conformité ou omissions de l’offre relatifs aux exigences en matière de documentation. Une telle omission ne peut se rapporter à un quelconque aspect du prix de l’offre. L’offre peut être rejetée si le soumissionnaire ne se conforme pas à cette demande.   3. En ce qui concerne les offres ayant passé l’examen préliminaire, le PNUD vérifie et corrige les erreurs de calcul comme suit :  1. En cas de divergence entre le prix unitaire et le total du poste concerné, obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire prévaudra et le total du poste sera corrigé, sauf si le PNUD estime que la position de la virgule du prix unitaire est manifestement erronée, auquel cas le total du poste indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ; 2. En cas d’erreur dans le calcul d’un total correspondant à l’addition ou à la soustraction de sous-totaux, les sous-totaux prévaudront et le total sera corrigé ; 3. En cas de divergence entre des montants en lettres et en chiffres, le montant en lettres prévaudra, sauf s’il est lié à une erreur de calcul, auquel cas le montant en chiffres prévaudra.    1. Si le soumissionnaire n’accepte pas une correction d’erreur à laquelle le PNUD aura procédé, son offre sera rejetée. |
| 1. **ADJUDICATION DU CONTRAT** | |
| **Droit d’accepter, de rejeter ou de déclarer non conformes tout ou partie des offres** | * 1. Le PNUD se réserve le droit d’accepter ou de rejeter toute offre, de déclarer tout ou partie des offres non conformes, et de rejeter toutes les offres à tout moment avant l’adjudication du contrat, sans engager sa responsabilité ou être tenu d’informer le ou les soumissionnaires concernés des motifs de sa décision. En outre, Le PNUD n’est pas responsable de la décision d’adjudication finale qui relève du pouvoir discrétionnaire exclusif du PUDC selon ses propres procédures. |
| **Critères d’adjudication** | * 1. Avant l’expiration de la période de validité des offres, le PNUD recommandera au PUDC l’offre qualifiée et éligible, considérée comme étant conforme aux exigences du tableau des exigences et des spécifications techniques et qui propose le prix le plus bas. Le PUDC aura seul le pouvoir discrétionnaire d’attribution du contrat sur base de ces recommandations. |
| **Analyse** | * 1. Si un soumissionnaire n’est pas retenu, il peut demander à se réunir avec le PNUD pour procéder à une analyse consultative Telle analyse vise à évoquer les atouts et les faiblesses de l’offre du soumissionnaire pour l’aider à améliorer ses futures offres lors de perspectives d’achats du PNUD. Le contenu d’autres offres et leur comparaison à l’offre du soumissionnaire ne sont pas évoqués. |
| **Droit de modification des exigences lors de l’adjudication du contrat** | * 1. Lors de l’adjudication du contrat, le PUDC se réserve le droit de modifier la quantité des biens ou des services dans une limite raisonnable du total de l’offre, conformément à ses propres procédures |
| **Signature du contrat** | * 1. Le soumissionnaire retenu signe et date le contrat et le retourne au PUDC sous quinze (15) jours à compter de sa date de réception. S’il ne le fait pas, le PUDC a des raisons suffisantes pour annuler l’adjudication et retirer la garantie de soumission, selon ses propres procédures. |
| **Type de contrat et conditions générales** | * 1. Les types de contrat à signer et les Conditions générales du contrat applicables sont annexés au présent DAO. |
| **Garantie de bonne exécution** | * 1. Une garantie de bonne exécution, libellée à l’attention du PUDC, si elle est exigée dans la fiche technique, est fournie au montant et dans le formulaire indiqué dans la fiche technique dans un délai de quinze (15) jours à compter de la signature du contrat par les deux parties. Si une garantie de bonne exécution est requise, le reçu de la garantie de bonne exécution par le PUDC est essentiel pour que le contrat prenne effet. |
| **Garantie bancaire de restitution d’avance** | * 1. Si une restitution d’avance est autorisée en vertu de la fiche technique, le soumissionnaire présente une garantie bancaire à hauteur du montant total de la restitution d’avance |
| **Indemnité forfaitaire** | * 1. Le PUDC applique une indemnité forfaitaire pour les dommages ou risques causés au PUDC découlant de retards du contractant ou de la violation de ses obligations en vertu du contrat si une telle indemnité est indiquée dans la fiche technique. |
| **Dispositions en matière de paiement** | * 1. Le paiement sera seulement effectué après l’acceptation de la part du PUDC des biens ou des services fournis. Le paiement se fait dans un délai de trente (60) jours après réception de la facture et de l’attestation d’acceptation du travail délivrée par l’autorité compétente du PUDC qui supervise directement le contractant. Le paiement s’effectuera par transfert bancaire dans la devise du contrat.   2. Le Programme d’Urgence de Développement Communautaire – Gouvernement du Sénégal est seul responsable de la gestion du contrat, des modalités de paiement et de toute réclamation et/ ou litige qui en découle. |

**Section 3.Fiche technique**

Les données suivantes pour les biens et les services à acheter complètent, supplémentent ou modifient les dispositions de l’appel d’offres dans le cas d’un conflit entre les instructions destinées aux soumissionnaires, la fiche technique et d’autres annexes ou références jointes à ladite fiche technique, et les dispositions de la fiche technique prévalent.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Numéro de fiche technique** | **Référence à la section 2** | **Données** | **Instructions ou exigences particulières** |
| 1 | 7 | Langue de l’offre : | Français |
| 2 |  | Dépôt d’offres pour des parties ou sous-parties du tableau des exigences (offres partielles) | Lots divisibles et indivisibles à l’intérieur de chaque lot :  **Fourniture et installation d’équipements hospitaliers de 20 postes de santé :**   * **Lot 1** : Région de Ziguinchor   - **Fourniture et installation d’équipements hospitaliers pour 05 postes de santé**   * **Lot 2** : Région de Sedhiou   - **Fourniture et installation d’équipements hospitaliers pour 05 postes de santé**   * **Lot 3** : Région de Kolda   - **Fourniture et installation d’équipements hospitaliers pour 05 postes de santé**   * **Lot 4** : Région de Kolda   - **Fourniture et installation d’équipements hospitaliers pour 05 autres postes de santé** |
| 3 | 20 | Autres types d’offres | NA |
| 4 | 21 | Conférence préalable à l’offre | N/A pour cause de pandémie au Sénégal, les questions sont à soumettre en ligne au PNUD au **Services Procurement**  Courriel : achats.senegal@undp.org |
| 5 | 16 | Durée de validité de l’offre | 120 jours |
| 6 | 13 | Garantie de soumission | **Requise – libellée au nom du PUDC (voir point 1.27 – Section 2)**  **Lot 1: 2.500.000 FCFA**  **Lot 2: 2.500.000 FCFA**  **Lot 3: 2.500.000 FCFA**  **Lot 4: 2.500.000 FCFA**     * Forme :   Caution bancaire délivrée par une institution financière acceptée par le PNUD et ayant une Agence au Sénégal ou toute garantie émanant d’une institution financière agréée par l’Etat du Sénégal (Compagnie d’assurance, etc…)  Voir le modèle de la section 8 |
| 7 | 41 | **Avance lors de la signature du contrat** | N/A |
| 8 | 42 | Indemnité forfaitaire | N/A |
| 9 | 40 | Garantie de bonne exécution | N/A |
| 10 | 12 | Devise de l’offre | FCFA (XOF) |
| 11 | 31 | Date limite de dépôt des demandes d’éclaircissement et des questions | Sept (07) jours avant la date de dépôt |
| 12 | 31 | Coordonnées de la personne à qui adresser les demandes d’éclaircissement et les questions | Personne référente au PNUD : Services des achats du PNUD  Adresse : immeuble Wollé Ndiaye, Route du Méridien  Courriel : achats.senegal@undp.org  Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de soumission, sauf si le PNUD estime qu’une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux offrants. |
| 13 | 18, 19  et 21 | Mode de diffusion des informations complémentaires à l’appel d’offres et des réponses et éclaircissements demandés | **Communication directe aux soumissionnaires potentiels par courrier électronique à l’adresse :**  [achats.senegal@undp.org](mailto:achats.senegal@undp.org)   * http//procurement-notices.undp.org |
| 14 | 23 | Date limite de dépôt des offres | **Date : 18 Février 2021**  **Heure : comme indiquée en ligne au niveau du système Etendering.** |
| 14 | 22 | Manière autorisée de dépôt des offres | ☐ Système e-Tendering  [**https://etendering.partneragencies.org**](https://etendering.partneragencies.org) |
| 15 | 22 | Adresse de dépôt des offres | **Prière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées uniquement en ligne par le système Etendering à travers le lien suivant :** **<https://etendering.partneragencies.org> (Event ID)**  Si vous n’êtes pas encore enregistré dans E-tendering, vous pourrez le faire en accédant au système avec les identifiants à défaut suivants : (Username : event.guest ; Password: why2change) et suivre les indications fournies dans le guide d’enregistrement.  Le guide peut être téléchargé sur le site ci-après :  <http://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=60982> |
| 16 | 22 | Exigences en matière de dépôt électronique (courriel ou système eTendering) | * Format : Fichiers PDF seulement * Le nom des fichiers doit comporter un maximum de 60 caractères et ne doit pas contenir de lettres ou de caractères spéciaux ne faisant pas partie de l’alphabet ou clavier latin. * Aucun fichier ne doit comporter de virus ou être corrompu. * Taille maximum des fichiers par transmission :5 MB   **Objet obligatoire du courriel : *DAO 026/2020/PNUD/PUDC-Phase II*** |
| 17 | 25 | Date, heure et lieu d’ouvertures des offres | **Date : 18 Février 2021**  **Heure : endéans 30 minutes après la réception des offres**  **Les soumissionnaires peuvent télécharger le PV dans le système E-Tendering** |
| 18 | 27,  36 | Méthode d’évaluation pour l’adjudication d’un contrat | Offre éligible, techniquement conforme au prix le mieux disant. |
| 19 |  | Date prévue pour l’entrée en vigueur du contrat | *Mars 2021* |
| 20 |  | Durée maximum prévue du contrat | Le délai de livraison du marché est de **Six (06) mois** à compter de la notification du bon de commande |
| 21 | 35 | Le PUDC attribuera le contrat, sur base des recommandations du PNUD à : | * Au soumissionnaire ayant l’offre de prix la mieux disante parmi les offres techniquement qualifiées/conformes. * **Le PUDC se réserve le droit de relancer au cas où aucune offre n’a été techniquement conforme au dossier d’appel d’offres.** |
| 22 | 39 | Type de contrat | SELON LES MODALITES DU PUDC – voir ANNEXES |
| 23 | 39 | Conditions générales du contrat du PNUD qui s’appliqueront | Non-Applicable |
| 24 |  | Autres informations relatives à l’AO | ***Le prix de l’offre sera libellé HTVA et en TTC*** |

**Section 4 :Critères d’évaluation**

**Critères d’examen préliminaire**

Les offres seront examinées pour déterminer si elles sont complètes et déposées conformément aux exigences de l’appel d’offres selon les critères ci-dessous selon un système de réponses Oui/Non :

* Signatures appropriées ;
* Procuration ;
* Documents minimum fournis ;
* Validité de l’offre ;
* Garantie de soumission (si exigée) déposée selon les exigences de l’appel d’offres avec période de validité conforme

**Critères d’éligibilité et de qualification minimum**

L’éligibilité et la qualification seront évaluées selon un système de réponses Réussi/Échoué.

Si l’offre est déposée en tant que coentreprise, consortium ou partenariat, chaque membre doit remplir les critères minimums sauf autrement indiqué.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Objet** | **Critères** | **Exigence en matière de dépôt des documents** |
| **ÉLIGIBILITÉ** |  |  |
| **Statut juridique** | Le fournisseur est une entité enregistrée légalement.   * + - * Registre de commerce       * NINEA       * Statuts | Formulaire B : Formulaire d’information sur le soumissionnaire |
| **Éligibilité** | Un fournisseur n’est pas suspendu, exclu ou autrement désigné comme inéligible par tout organisme des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale. | Formulaire A : Formulaire de soumission de l’offre |
| **Conflit d’intérêts** | Aucun conflit d’intérêts conformément à la clause 4 de l’appel d’offres ; | Formulaire A : Formulaire de soumission de l’offre |
| **Faillite** | Aucune faillite déclarée, aucune implication dans une faillite ou dans des procédures de cessation de paiement, et aucun jugement ni action légale en cours contre le fournisseur qui pourrait nuire à ses opérations dans un futur proche ; | Formulaire A : Formulaire de soumission de l’offre |
| **Certificats et licences** | * Dûment autorisé à agir en qualité d’agent au nom du fabricant, ou une procuration, si le soumissionnaire n’est pas le fabricant * Nomination officielle en tant que représentant local, si le soumissionnaire dépose une offre pour le compte d’une entité située en dehors du pays | Formulaire B : Formulaire d’information sur le soumissionnaire |
| **QUALIFICATION** |  |  |
| **Antécédents de contrats inexécutés[[1]](#footnote-1)** | L’inexécution d’un contrat n’a pas découlé d’une faute de la part du contractant au cours des 3 dernières années. | Formulaire D : Formulaire de qualification |
| **Antécédents de contentieux** | Aucun antécédent de décisions du tribunal ou de décisions arbitrales contre le soumissionnaire au cours des 3 dernières années. | Formulaire D : Formulaire de qualification |
| **Expériences antérieures** | Nombre minimum d’années d’expérience générale : ***TROIS (03)*** *ans* | Formulaire D : Formulaire de qualification |
| Minimum UNE (01) **expérience satisfaisante** des marchés de Fourniture de matériels hospitaliers mis en œuvre au cours des 5 dernières années, dont un projet d’une valeur d’au moins **60 000 000 FCFA.**  **Les attestations de services réalisés fournies par les maîtres d’ouvrage sont obligatoires ; seules les références avec attestation de services faits pour projets terminés sont prises en compte.** | Formulaire D : Formulaire de qualification |
| **Situation financière** | \* Chiffre d’affaires minimal moyen de **125 000 000 FCFA** au cours des 3 dernières années (2017-2018-2019)  Fournir les Etats financiers certifiés par un commissaire aux comptes ou comptable agréé par un ordre des comptables au cours des années 2017-2018-2019 | Formulaire D : Formulaire de qualification |
| \*Le soumissionnaire doit montrer la solidité actuelle de sa situation financière et indiquer sa rentabilité potentielle à long terme. | Formulaire D : Formulaire de qualification |
| **Évaluation technique** | Les offres techniques sont évaluées sur un système Réussi/Échoué en ce qui concerne le respect ou non-respect des spécifications techniques désignées dans le document d’offre. | Formulaire E : Formulaire d’offre technique |
| **Évaluation financière** | Analyse détaillée du barème de prix, sur la base des exigences listées dans la section 5, qui a été proposé par les soumissionnaires dans le formulaire F. |  |
| **Documents nécessaires à soumettre pour la validation des offres Qualification des soumissionnaires** | **Documents obligatoires dont l’absence entrainera automatiquement le rejet du dossier à la phase préliminaire :**  \*Le formulaire de soumission  \* La caution de soumission  \* le Bordereau de prix unitaire et le Devis quantitatif estimatif  **Les documents ci-après doivent être produits à la soumission et en cas de manquement, le soumissionnaire doit les compléter avant l’attribution du marché :**  \*Un profil d’entreprise de 15 pages maximum, ainsi que des brochures et catalogues de produits se rapportant aux biens/services achetés  \*les attestations fournie par l’administration attestant que le soumissionnaire est à jour de ses obligations (quitus fiscal)  \*Les attestation CSS, Attestation IPRESS et IRT  \* Une Attestation de non-faillite ou de déclaration sur l’honneur de non-faillite  \*Les documents d’immatriculation de l’entreprise NINEA et les documents d’enregistrement au Registre du Commerce, ainsi que les statuts  \*Les états financiers certifiés y compris le rapport des commissaires aux comptes au titre des 3 dernières années (2017, 2018 & 2019).  \*Une liste de références bancaires (nom de la banque, adresse, personne à contacter et coordonnées de la personne à contacter) |  |
| Critères d’attribution et d’évaluation des offres | \*Meilleurs prix compétitifs des offres techniques retenues  \*Adéquation du planning d’exécution et du délai proposé au délai du marché  \*Parfaite conformité avec les spécifications techniques |  |

**Section 5. TABLEAU DES EXIGENCES ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

**Section 5a : Spécifications techniques**

**Les Equipements seront répartis en 4 lots comme suit :**

* **Pour la région de ZIGUINCHOR**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Région** | **District sanitaire** | **Commune** | **Poste** |
| LOT 1 | Ziguinchor | Bignona | Oulampane | Ouel Kalir |
| Ziguinchor | Bignona | Oulampane | Djalinkine |
| Ziguinchor | Bignona | Bignona | Tenghory Transgambienne |
| Ziguinchor | Diouloulou | Kataba 1 | Médina Daffé |
| Ziguinchor | Diouloulou | Djinaky | Biti Biti |

* **Pour la région de SEDHIOU**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N° de priorité** | **Région** | **District sanitaire** | **Commune** | **Case/Poste de santé** |
| LOT 2 | Sédhiou | Bounkiling | Diambaty | Bayamba |
| Sédhiou | Bounkiling | Tankon | SaréMassamba II |
| Sédhiou | Sedhiou | Beniet Didjini | Sibicouroto 2 |
| Sédhiou | Sedhiou | Djirédji | Touba |
| Sédhiou | Sedhiou | Djirédji | Madina Souané |

* **Pour la région de KOLDA**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N° ordre de priorité** | **Région** | **District sanitaire** | **Commune** | **Poste de santé** |
| LOT 3 | KOLDA | VELINGARA | Médina Gounass | MEDINA TOUATH |
| KOLDA | KOLDA | SaréBidji | SARE BILALY |
| KOLDA | MEDINA YORO FOULAH | Koulinto | DIAMANOUTA |
| KOLDA | MEDINA YORO FOULAH | Kéréwane | DIAKHALY |
| KOLDA | MEDINA YORO FOULAH | Niaming | MAROUME MAOUNDE |
| LOT 4 | KOLDA | MEDINA YORO FOULAH | Ndorna | TANCONFARA |
| KOLDA | KOLDA | Sare Bidji | SARE MOUSSA META |
| KOLDA | KOLDA | Coumbacra | DIALACOUMBI |
| KOLDA | VELINGARA | Saré Coly Sallé | TEYEL |
| KOLDA | VELINGARA | Bonconto | DAROU HIDJIRATOU |

**Section 5a : Spécifications techniques pour la fourniture de matériel hospitalier et mobilier de bureau**

**Le matériel ci-dessous sera installé et testé par le fournisseur en présence des représentants du PUDC et du Ministère de la Santé et de l’Action Sociale.**

**Spécifications techniques des équipements hospitaliers**

|  |
| --- |
| **Aspirateur de mucosités électrique et manuel complet avec accessoires**  -  Aspirateur de mucosités actionné manuellement et /ou électriquement  -  Avec accumulateur auto-rechargeable complet avec chargeur.  -  Autonomie de fonctionnement 60 minutes approx.  -  Le circuit en contact avec des fluides doit être autoclavable.  -  Type pompe sans entretien.  -  Dépression jusqu’à - 700mbar.  -  Débit jusqu’à 30 l/min,  - Avec un bocal de 2 litres au moins  Livré avec 1 flacon de recueil de mucosités.  -  Un jeu de 30 sondes d’aspiration adulte et 30 sondes d’aspiration enfant |
| **Bassin lit en plastique**   * Bassin en polypropylène. * Bord évasé. * Hauteur 12 cm.   Capacité: 4 litres approximatifs |
| **Boite d'accouchement**  Modèle standard de base.  Qualité des instruments : en acier inoxydable.  Une boîte à instruments inox:   * 2 Pinces de PEAN 20 cm * 1 Ciseaux mousse courbe 18 cm * 1 Sonde vésicale femme métal * 2 Pinces de KOCHER droites A/G 18 cm * 1 Aiguille de REVERDIN courbe * 1Clamp ombilical de BAR inox * 1 Perce membrane 20 cm * 1 Insufflateur de RIBEMOND |
| **Boite de petite chirurgie**   * 1 Boîte inox, 18 x 8 x 4 cm * 1 Pince à Echardes, 10 cm * 1 Ciseaux Mousses, droits, 14 cm * 1 Ciseaux Iridectomie, droits, 11,5 cm * 1 Stylet Porte-coton, 14 cm * 1 Pince Kocher, droite, A/G, 14 cm * 1 Pince Péan Murphy, 14 cm * 1 Pince Dissection, S/G, 14 cm * 1 Pince Dissection, A/G, 14 cm * 1 Porte-aiguille Mayo-Hégar, 14 cm * 1 Manche Bistouri n°3 |
| **Boite de pansement**  Une boîte à instruments inox :   * 2 manches de bistouri n° 4 * 1 paquet de bistouri n° 22 * 1 pince à disséquer à griffe 14 cm * 1 pince à disséquer de Kocher droite à griffe 14 cm * 1 pince de PEAN 14 cm droit * 1 porte-aiguille droite Mayo Hegar 18 cm droit * 1 stylé 14,5 cm * 1 pince de Mayot droit 18 cm * 1 pince Metzemaum droit 18 cm * 1 plateau en inox petit format * 1 pince à coton * 1 cupule de 500 ml * 1 ciseau de mayo droit |
| **Boite de consultation gynécologique**  Une boîte à instruments inox.  - 1 Pince à pansements, "longuette", droite, 24 cm,  - 1 Pince museaux, droite, 24 cm, 7 x 5 mm  - 1 Sonde vésicale, métal, femme, 15 cm,  - 1 Spéculum vaginal collin, 30 mm, long 105 mm,  - 1 Spéculum vaginal collin, 40 mm, long 110 mm |
| **Boite pose DIU**  Modèle standard de base.  Qualité des instruments : en acier inoxydable qualité Nogent.   * 1 boite inox 30 cm x 15 cm x 7 cm comprenant : * 2 cupules inox diamètre 80 mm * 1 Pince ROCHESTER –PEAN courbe22 cm S/G * 1 Pince POZZI 24 cm * 1 Pince à pansement droite 24 cm * 1 Pince FOERSTER droite 24 cm * 1 Curette de NOVACK * 1 Pince de CICERON 28 cm pour poser le stérilet * 1 Paire de ciseaux de SIMS mousse courbe 20 cm * 1 Hystéromètre de VALLEIX à curseur 33 cm * 2 Spéculums de CUSCO * 1 Porte-coton 30 cm * 1 Pince de TERRUM à ôter le stérilet 27cm * 1 Porte pince à servir * 1 Pince ALLIGATOR |
| **Berceau avec matelas**  **Structure:** en acier inox 18/10 entièrement soudé  **Coque** : Plexiglas transparent de dimensions (Lxlxh :89x48x30 cm au moins)  **Matelas** : Epaisseur 5 cm au moins avec housse en PVC imperméable et amovible  **Hauteur plan de couchage /sol** : au moins 78 cm  Berceau muni de 4 roues pivotantes de 50 cm de diamètre.  Possibilité de mise en déclive : 15°  Poids maximal supportable pour le berceau est de 20 kg |
| **Chariot de soins**   * Construction en tubes d’acier ronds inox * Cintre inox de chaque coté formant des guindons * Roues diamètre 80 mm * Disposant 3 plateaux inox insonorisés avec galerie sur 3 côtés * Dimensions : 90x60x80 cm environ |
| **Doppler fœtal**  Appareil portatif pour une utilisation obstétrique générale et pour écouter les battements du cœur de bébé en début de gestation, permettant de détecter le rythme cardiaque fœtal.  Trois traitements du rythme cardiaque : temps réel, moyenne FHR (FetalHeart Rate), et calcul manuel   * Type : fœtal avec écran LCD * Taille de l’écran : 45 x 25 mm * Affichage du RCF (60 à 210 bpm) * Deux sondes interchangeables * Audio : Haut-parleur intégré Sortie audio pour écouteurs   - Fonctionnement en continu > 10 heures  - Arrêt automatique au bout d’1 minute  - Alimentation : 2 piles AA  - Indicateur d’état des piles et de l’indication de faible puissance  livré avec les accessoires :   * 1 sonde 2 MHZ * 1 sonde 3 MHZ * Un jeu de 9 piles adaptées * Support à roulettes * Chargeur de piles * 1 tube de gel * Pochette de transport |
| **Escabeau**  Avec 2 marches avec pointe diamant  Marchepieds, bâti en acier inoxydable antidérapant  Pieds en caoutchouc antistatique |
| **Jeu de haricots** (GM, MM, PM)   * Cuvette réniforme en acier inox 18/10 (grand, petit et moyen) * bord franc ou roulé |
| **Jeu de plateaux rectangulaires (GM, MM, PM)**  Un jeu de plateaux rectangulaires d'intervention en inox résistant à la température de 140°C. Comprenant des plateaux de dimensions environ : GM : 520 x 340 x 50 mm ; MM : 230 x 120 x 30 mm ; PM : 170 x 100 x 20 mm |
| **Jeu de spéculums vaginaux**  En inox de grande qualité;  Ce jeu comprend :   * Grand Modèle ; Dimensions 115x35mm ; * Moyen Modèle ; Dimensions 95x35mm * Petit Modèle ; Dimensions 75x20mm |
| **Jeu de tambours**  Tambours en inox avec différentes dimensions;  - Format : GM;MM;PM |
| **Lampe baladeuse**  Lampe d’examen type led  Avec bras flexible multi-positions et poignée ergonomique pour une meilleure maniabilité. . Confort d'utilisation sans aucuns dégagements de chaleur.  - Bras flexible: longueur 65 cm.  - Interrupteur à la base du bras articulé. - Température de couleur : 4500°K au moins - Flux lumineux : 840 Lumens au moins - Intensité lumineuse: 53000 Lux à 30 cm, 30000 Lux à 50 cm, 9500 Lux à 100 cm. - Puissance : 7W. - Longévité de l'ampoule : 50 000 heures minimum  Dimensions: - Tête de la lampe: 110 x100 mm. - Base de la lampe: 69x69 mm, h 115 mm,. - Câble d'alimentation: longueur 3m. - Pied avec 5 branches à roulettes |
| **Lit avec matelas houssé (en alèze toile ciré)**   * Dimensions du couchage 200 x 90 cm * Sommier en plusieurs parties amovibles * Relève buste assisté par verin * Structure du lit métallique revêtement inaltérable (chromé ou autre) : montant, cadres de tête et de pied * Sur 4 roulettes de diamètre 150 à double galets (pour roulage intensif) * Equipé d’une roue directionnelle * Les roues doivent pouvoir être bloquées par appui sur une pédale latérale * Hauteur fixe 45 à 55 cm du sol au sommier, * Mécanisme de plicature des genoux manuel * Revêtement stratifié (Polyrey ou Formica) au niveau des panneaux de tête et de pied * Panneaux de tête et de pied amovibles * Equipé de pare chocs de protection au niveau des 4 coins du lit * Le cadre du lit devra permettre la fixation et l’utilisation d’accessoires, tels que potence, tige porte sérum, porte bassin…. * Sommier en plusieurs parties amovibles |
| **Otoscope**  A ampoule halogène HPX  Alimentation par 2 piles  Variateur pour ajuster l’intensité de la lumière Embout amovible en verre permettant un grossissement de 3 fois Interrupteur marche/arrêt  Transmission lumière : fibres optiques Livré avec :  - 2 tubes de 7 spéculums (dia. 2.5mm et 4mm),  - un éclaireur laryngien  - une trousse |
| **Pèse personne avec toise**  -Ecran à aiguille  -Capacité maximale 160 Kg  - Avec toise anthropométrique fixée sur la balance.  - Pied avec 2 roulettes, pour déplacement facile |
| **Pèse bébé avec toise**  Type électronique avec écran LCD et disposant d’une toise intégrée.  Balance de précision de portée minimale 15Kg,  Précision de 5 g jusqu’à 20 kg et de 2 kg à partir de 10 Kg  Châssis robuste entièrement en dur aluminium anodisé ou matériau similaire.  Le dispositif de mesure de taille intégré sera entièrement numérique et doit indiquer la taille du nourrissons jusqu’à 1 m au maximum avec une précision de 1 mm  Alimentation par piles |
| **Potence**   * Ensemble coulissant en acier inoxydable, * hauteur max. 2,00m, min 1,60m, * blocage par bouton à vis. * Piétement 5 branches en aluminium poly brillant. * Roulettes jumelées diamètre 4cm. 2 crochets simples, acier inoxydable.   **Livré avec panier** |
| **Stérilisateur de table 20 litres**  **A ouverture horizontale.** Régulation automatique en température jusqu’à 142°C avec programmation du temps de stérilisation de 1 à 99 heures.  Affichage numérique de la température de consigne et de la température réelle.  Manomètre de contrôle de pression sur le couvercle.  Cuve interne en acier inox. Filtre à eau aisément accessible par devant.  Capacité approximative de 20 litres  Livré avec :  -Une housse  -panier en inox grillagé  -deux tambours de dimensions compatibles avec l’autoclave |
| **Seau à pédale**  Corps et couvercle en acier inox,  Capacité : 12 litres,  Ouverture à pédale  Seau intérieur amovible en acier |
| **Table de consultation générale**  Divan d'examen deux parties, bâti entièrement soudé sans joints, acier inox.  Manuel, à dossier relevable  Dossier inclinable jusqu’à 70°.  Plan de couchage : matelassé. Mousse de moyenne densité, épaisseur 5 cm Sellerie mousse de polyéther. Revêtement simili-cuir hypoallergique, épaisseur de l’ordre de 85 mm.  Dimensions de l’ordre de : 1950 x 650 x 800mm (Lxlxh)  Supports de papier en rouleau pour tables de 650 mm de large  Charge maximale : 180 Kg |
| **Table d'accouchement**  Bâti et piétinement robuste de construction rigide en acier métallique  Table en 3 parties avec dossier réglable par crémaillère ou autre  Possibilité : position proclive et déclive  Une section repose jambes, glissante sous-section dossier ou partie détachable montée sur 4 roulettes avec freins. Barres latérales en inox pour fixation des accessoires sur le siège.  Hauteur du sol au sommier +/- 70 cm  Coussins en mousse avec une épaisseur de 9 cm.  Dimensions (+/- 10%): position obstétricale : 127 cm ; allongées : 177 cm ; largeur : 70 cm.  **Livrée avec** :  1 paire d’épaulières réglables en mousse,  1 cuvette inox escamotable  1 paire d’étriers gynécologiques en mousse,  2 étaux curseurs,  1 tige à perfusion en acier inox à 2 crochets,  Charge nominale de la partie principale 220 kg minimum |
| **Table de consultation gynécologique**  Châssis: tube rond en inox. Très robuste et de haute résistance mécanique  Tube renforcé : diam : 25 mm minimum. Type non démontable  Siège et dossiers relevables. Avec section pied relevable   Matelas rembourré de mousse très haute densité (30 kg / m3) dont l’épaisseur est de 7 cm, et recouvert de tissu plastifié lavable ignifugé (classement résistance au feu : M1).   2 repose jambes ajustables et articulés.   1 bassin en acier inox Ø 32 cm.  Dimensions : 180 x 60 x 80 cm  Protection des 4 pieds par capuchons et réglables avec des vérins  Livré avec accessoires :  Paire de support jambes, rembourrée, type Goepel, adaptables  Support en inox, pour le bassin avec bassin en inox |
| **Tensiomètre complet adulte**   * Tensiomètre adulte, avec stéthoscope, complet avec pochette et accessoire. * Tensiomètre anéroïde, de matière robuste. * Brassard adulte et valve à air équipés avec 2 tubes. * Brassard à fermeture velcro. * Manomètre avec aiguille, cadran gradué à 300 mm Hg. * Membrane endurcie. Avec valve de décompression réalisée en laiton. * Livré avec une trousse de protection. * 2 brassards et 2 poches adultes de rechange et une poire de rechange. * Complet avec : 1 manchette et 1 poche à double tubulure pour nouveau-nés. * 2 manchettes et 2 poches à double tubulure pour enfants. * 1 Stéthoscope biauriculaire non incorporé dans la manchette, complet, à double pavillon, diam. 50 mm, bâti en laiton lourd, avec bague anti-froid.   Livré avec un set de 5 membranes de rechange et 5 paires d’embouts auriculaires |
| **Thermomètre électronique**  Permet la prise de température aussi bien chez l'adulte que chez l'enfant et peut être utilisé de 3 manières différentes :  Utilisation buccale - rectale - axillaire possibles  Plage de mesure : de 32 à 42 °C  Temps de mesure : environ 1 minute  Alarme sonore en cas de fièvre  Affichage : écran LCD 31/2 (graduation : 0.1 ° C/°F) Economique : arrêt automatique au bout de 3 minutes environ Dimensions : 126 x 18.5 x 10 mm  Poids : environ 10 grammes avec la pile |
| **Table chauffante  pour nouveau-né**  Il s’agit d’une table en acier munie plan de couchage avec matelas de forte épaisseur lavable disposant en dessous de 2 tiroirs de rangement juxtaposés.  La table sera équipée de quatre protections sur les cotés  Livré avec une lampe de photothérapie avec 4 lampes de +-40Watts dont les commandes se trouvent sur la face avant ou sur les côtés. |
| **Ventouse obstétricale**  **Description** : Destinée à être utilisée au cours d’accouchements difficiles, à la place des forceps obstétricaux, sauf dans certaines contre-indications de position du nouveau-né.  Ensemble comprenant :   * 3 ventouses à préhension antérieures Ø 40, 50, 60 * Cupules en en silicone * Plaques métalliques. * Poignée de traction avec crochet. * Chaîne de traction.   Nécessaire d’aspiration comprenant :   * Pompe manuelle * Flacon verre pour aspiration * Manomètre de contrôle * Panier de suspension   Tuyau et bouchon de raccordement |

**Section 5b : Services connexes**

Outre la description des exigences qui précède, les soumissionnaires doivent tenir compte des exigences, conditions et services connexes supplémentaires suivants qui se rapportent à la satisfaction des exigences :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Conditions de livraison  [INCOTERMS 2010]  *(veuillez lier ceci au bordereau de prix)* | DDP 2010 | |
| Adresse exacte de livraison/du lieu d’installation | **Voir Tableau d’allotissement** | |
| Mode de transport préféré | Sans objet |  |
|  |  |
| Transitaire privilégié par le PUDC, le cas échéant[[2]](#footnote-2) | Sans objet | |
| Distribution des documents de transport *(en cas d’utilisation d’un transitaire)* | *Sans objet* | |
| Date de livraison | SIX (06) MOIS à compter de la date indiquée dans le bon de commande | |
| Si nécessaire, le dédouanement sera effectué par : | Le soumissionnaire | |
| Inspection à l’usine/avant expédition |  | |
| Inspection à la livraison | Les matériels à installer seront réceptionnés sur les lieux indiqués dans le DAO, en présence des représentants du Maitre d’ouvrage | |
| Exigences en matière d’installation | Se conformer aux spécifications techniques, section 3a | |
| Exigences en matière de vérification | Se conformer aux spécifications techniques, section 3a | |
| Contenu de la formation à l’utilisation et à la maintenance | Se conformer aux spécifications techniques, section 3a | |
| Mise en service | Se conformer aux spécifications techniques, section 3a | |
| Exigences en matière d’appui technique | Se conformer aux spécifications techniques, section 3a | |
| Conditions de paiement *(avance maximum de 20 % du prix total)* | **N/A** | |
| Conditions de versement du paiement | Le paiement ne sera effectué qu'après l’acceptation et la certification de la facture par le PUDC ; | |
| Délai de garantie des équipements après la réception | La caution de retenue de garantie de 7% exigée par le maître d’ouvrage couvre une période de 12 douze mois à partir de la réception durant laquelle le fournisseur réparera ou remplacera sans frais du maitre d’ouvrage toutes les malfaçons et vices cachés. Elle concerne les fournitures suivantes :   * Aspirateur de mucosités électrique et manuel complet avec accessoires * Doppler fœtal      * Stérilisateur de table 20 litres * Tensiomètre complet adulte * Table chauffante pour nouveau-né | |
| Tous les documents, y compris les catalogues, les instructions et les manuels d’utilisation, doivent être rédigés dans la langue suivante : | Français | |

**Section 6. FORMULAIRES DE SOUMISSION a RENVOYER**

**Formulaire A :** Formulaire de soumission de l’offre

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du soumissionnaire : | [Insérer nom du soumissionnaire] | Date : | [Sélectionner date] |
| Référence de l’appel d’offres : | [Insérer numéro de référence de l’AO] | | |

La société soussignée propose de fournir les biens et services connexes requis pour [Insérer nom des biens et services] conformément à votre appel d’offres no [Insérer numéro de référence de l’AO] et à notre offre. Nous déposons par les présentes notre offre qui inclut l’offre technique et le barème de prix.

Notre barème de prix, ci-joint, représente une somme de [Insérer montant en lettres et en chiffres et indiquer la devise].

Nous déclarons par la présente que notre société, ses prestataires de service agréés ou ses filiales et ses employés, notamment les membres de toute coentreprise, tout consortium ou tout partenariat ou les sous-traitants ou fournisseurs de toute partie du contrat :

1. Ne font pas l’objet d’interdictions d’achat provenant de l’ONU, notamment, sans s’y limiter, d’interdictions découlant de la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l’ONU  ; No
2. N’ont pas été suspendus, exclus ou autrement désignés comme inéligibles par tout organisme des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale ;
3. Ne sont sujets à aucun conflit d’intérêts conformément à la clause 4 des instructions à destination des soumissionnaires ;
4. N’emploient pas ou ne prévoient pas d’employer une personne étant ou ayant été membre du personnel de l’ONU au cours de la dernière année si elle a ou a eu des relations d’affaires avec notre société en sa qualité de membre du personnel de l’ONU au cours des trois dernières années de service avec l’ONU (conformément aux restrictions applicables après la cessation de service de l’ONU, publiées dans le document ST/SGB/2006/15) ;
5. N’ont déclaré aucune faillite, n’ont été impliqués dans aucune faillite ou dans des procédures de cessation de paiement, et n’ont fait l’objet d’aucun jugement ni action légale en cours qui pourrait nuire à leurs opérations dans un futur proche ;
6. Entreprennent de ne s’engager dans aucune pratique illicite, y compris, sans s’y limiter, dans la corruption, la fraude, la coercition, la collusion, l’obstruction et toute autre pratique non éthique, avec l’ONU ou toute autre partie, et de mener leurs activités d’une manière qui empêche tout risque financier, opérationnel, pour sa réputation, ou tout autre risque indu pour l’ONU, et nous servons les principes du Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et adhérons aux principes du Pacte mondial des Nations Unies.

Nous déclarons que toutes les informations et déclarations indiquées dans la présente offre sont exactes et nous reconnaissons que toute mauvaise interprétation ou représentation y figurant pourra conduire à notre disqualification ou à des sanctions de la part du PNUD.

Nous proposons de fournir les biens et services connexes conformément aux documents de l’offre, notamment les conditions générales du contrat du PNUD, et au tableau des exigences et des spécifications techniques.

Notre offre est valide et nous oblige pour la période indiquée dans la fiche technique.

Nous comprenons et reconnaissons que vous n’êtes pas tenus d’accepter toute offre reçue.

J’atteste que je suis dûment autorisé par [Insérer nom du soumissionnaire] à signer la présente offre et y être lié si le PNUD l’accepte.

Nom : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[Apposer sceau avec sceau officiel du soumissionnaire]

**Formulaire B :** Formulaire d’information sur le soumissionnaire

|  |  |
| --- | --- |
| **Dénomination légale du soumissionnaire** | [Compléter] |
| **Adresse légale** | [Compléter] |
| **Année d’enregistrement :** | [Compléter] |
| **Coordonnées du représentant autorisé du soumissionnaire** | Nom et fonction : [Compléter]  Numéros de téléphone : [Compléter]  Courriel : [Compléter] |
| **Êtes-vous un fournisseur enregistré auprès du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies ?** | ☐ Oui ☐ Non Si oui, [Insérer numéro de fournisseur du Portail] |
| **Êtes-vous un fournisseur du PNUD ?** | ☐ Oui ☐ Non Si oui, [Insérer numéro de fournisseur du PNUD] |
| **Pays d’activité** | [Compléter] |
| **Nombre d’employés à plein temps** | [Compléter] |
| **Attestation d’assurance qualité (par exemple ISO 9000 ou équivalent)** (Si oui, fournir une copie du certificat pertinent) : | [Compléter] |
| **Votre société dispose-t-elle d’une accréditation telle que ISO 14001 ou ISO 14064 ou équivalent en lien avec l’environnement ?** *(Si oui, fournir une copie du certificat valide) :* | [Compléter] |
| **Votre société dispose-t-elle d’une déclaration écrite de sa politique environnementale ?** *(Si oui, fournir une copie)* | [Compléter] |
| **Votre organisation montre-t-elle un engagement important à la durabilité par d’autres moyens, par exemple des documents sur les politiques internes de la société sur l’autonomisation des femmes, les énergies renouvelables ou une appartenance à des institutions commerciales qui encouragent ces questions ?** | [Compléter] |
| **Votre société est-elle membre du Pacte mondial des Nations Unies ?** | [Compléter] |
| **Personnes référentes que le PNUD peut contacter pour toute demande d’éclaircissement lors de l’évaluation de l’offre** | Nom et fonction : [Compléter]  Numéros de téléphone : [Compléter]  Courriel : [Compléter] |
| **Veuillez joindre les documents suivants :** | * Un profil d’entreprise de 15 pages maximum, ainsi que des brochures et catalogues de produits se rapportant aux biens/services achetés * les attestation par l’administration attestant que le soumissionnaire est à jour de ses obligations fiscales (quitus fiscal) * Les attestation CSS, Attestation IPRESS et IRT * Une Attestation de non faillite ou de déclaration sur l’honneur de non faillite * Les documents d’immatriculation de l’entreprise NINEA et les documents d’enregistrement au Registre du Commerce, ainsi que les statuts * Les états financiers certifiés y compris le rapport des commissaires aux comptes au titre des 3 dernières années (2017, 2018 & 2019). * 1 attestation de service faits des marchés de fourniture de matériels hospitaliers mis en œuvre au cours des 5 dernières années, dont un projet d’une valeur d’au moins 60 000 000 FCFA.   **Les attestations de services réalisés fournies par les maîtres d’ouvrage sont obligatoires ; seules les références avec attestation de services faits pour projets terminés sont prises en compte.**   * Une liste de références bancaires (nom de la banque, adresse, personne à contacter et coordonnées de la personne à contacter) * Formulaire rempli : Critères environnementaux et Genre (A remplir obligatoirement par tous les soumissionnaires). |

**Formulaire C :** Formulaire d’information sur les coentreprises/consortiums/partenariats

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du soumissionnaire : | [Insérer nom du soumissionnaire] | Date : | [Sélectionner date] |
| Référence de l’appel d’offres : | [Insérer numéro de référence de l’AO] | | |

À remplir et renvoyer avec votre offre, si celle-ci est déposée en tant que coentreprise, consortium ou partenariat.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Non** | **Nom du partenaire et coordonnées** (adresse, numéros de téléphone, numéros de fax, courriel) | **Part proposée de responsabilités (en %) et type de biens ou de services à fournir** |
| 1 | [Compléter] | [Compléter] |
| 2 | [Compléter] | [Compléter] |
| 3 | [Compléter] | [Compléter] |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du partenaire principal**  (disposant de l’autorité pour obliger la coentreprise, le consortium, le partenariat lors du processus d’appel d’offres, et dans le cas où un contrat est attribué, lors de l’exécution du contrat) | [Compléter] |

Nous vous joignons une copie du document susréférencé signé par chaque partenaire, qui détaille la structure juridique possible et la confirmation de l’obligation conjointe et solidaire des membres de ladite coentreprise :

☐ Lettre d’intention de former une coentreprise ***OU*** ☐accord de coentreprise, de consortium ou de partenariat

Nous confirmons par la présente que si le contrat est attribué, toutes les parties à la coentreprise, au consortium ou au partenariat seront conjointement et solidairement responsables vis-à-vis du PNUD pour le respect des dispositions du contrat.

|  |  |
| --- | --- |
| Nom du partenaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Nom du partenaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  |  |
| Nom du partenaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Nom du partenaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  |  |

**Formulaire D :** Formulaire d’éligibilité et de qualification

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du soumissionnaire : | [Insérer nom du soumissionnaire] | Date : | [Sélectionner date] |
| Référence de l’appel d’offres : | [Insérer numéro de référence de l’AO] | | |

En cas de coentreprise, consortium ou partenariat, à remplir par chaque partenaire.

**Antécédents de contrats inexécutés**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ☐Aucune inexécution de contrat survenue au cours des 3 dernières années | | | |
| ☐ Contrats inexécutés au cours des 3 dernières années | | | |
| **Année** | **Partie inexécutée du contrat** | **Numéro de contrat** | **Montant total du contrat** (valeur actuelle en dollars É.-U.) |
|  |  | Nom du client :  Adresse du client :  Raison(s) de l’inexécution : |  |

**Antécédents de contentieux** (notamment contentieux en cours)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ☐ Aucun contentieux au cours des 3 dernières années | | | |
| ☐ Antécédents de contentieux comme indiqué ci-dessous | | | |
| **Année du différend** | **Montant du différend** (en dollars É.-U.) | **Numéro de contrat** | **Montant total du contrat** (valeur actuelle en dollars É.-U.) |
|  |  | Nom du client :  Adresse du client :  Sujet du différend :  Partie à l’origine du différend :  Statut du différend :  Partie gagnante si réglé : |  |

**Expériences antérieures**

Veuillez lister uniquement les missions similaires antérieures complétées avec succès au cours des 3 dernières années.

Veuillez lister uniquement les missions pour lesquelles le soumissionnaire a traité ou sous-traité légalement pour le client en tant qu’entreprise, ou faisait partie des partenaires du consortium ou de la coentreprise. Les missions complétées par les experts individuels du soumissionnaire qui travaillent à titre personnel ou par l’intermédiaire d’autres sociétés ne peuvent pas être considérées comme faisant partie des expériences pertinentes du soumissionnaire ou de celles des partenaires ou sous-consultants du soumissionnaire, mais peut être déclarée par les experts dans leur CV. Le soumissionnaire doit être préparé à fournir des éléments concernant l’expérience déclarée en présentant des copies des documents et références appropriés à la demande du PNUD.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du projet et pays d’affectation** | **Coordonnées du client et de la personne référente** | **Valeur du contrat** | **Période d’activité et statut** | **Types d’activités entreprises** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

*Les soumissionnaires peuvent également joindre leur propre fiche de projet accompagnée de plus de détails au regard des missions ci-dessus.*

☐ Ci-joint, les déclarations de performance satisfaisante de la part des trois (3) premiers clients, ou plus.

**Situation financière**

|  |  |
| --- | --- |
| **Chiffre d’affaires des 3 dernières années** | Année       Dollars É.-U.  Année       Dollars É.-U.  Année       Dollars É.-U. |
| **Dernière cote de crédit (le cas échéant), indiquer la source** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Informations financières**  (dans un équivalent des dollars É.-U.) | **Informations collectées au cours des 3 dernières années** | | |
|  | Année 1 | Année 2 | Année 3 |
|  | *Informations provenant du bilan* | | |
| Actifs totaux |  |  |  |
| Obligations totales |  |  |  |
| Actifs actuels |  |  |  |
| Obligations actuelles |  |  |  |
|  | *Informations provenant de la déclaration de revenus* | | |
| Recettes totales et brutes |  |  |  |
| Profits avant impôts |  |  |  |
| Profit net |  |  |  |
| Ratio actuel |  |  |  |

☐ Ci-joint, les copies des états financiers vérifiés (bilans, notamment toutes les notes connexes et déclarations de revenus) pour les années requises ci-dessus, conformes aux conditions suivantes :

* 1. Doivent représenter la situation financière du soumissionnaire ou de la partie à la coentreprise et non de sociétés sœurs ou de la société mère ;
  2. Les états financiers collectés doivent être vérifiés par un expert comptable agréé par l’ONECCA
  3. Les états financiers collectés doivent correspondre aux périodes comptables déjà complétées et vérifiées. Aucune déclaration se rapportant à des périodes partielles ne sera acceptée.

**Formulaire E : Format de l’offre technique**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du soumissionnaire : | [Insérer nom du soumissionnaire] | Date : | [Sélectionner date] |
| Référence de l’appel d’offres : | [Insérer numéro de référence de l’AO] | | |

L’offre du soumissionnaire doit être organisée de manière à suivre le format de l’offre technique. S’il est exigé ou demandé de la part du soumissionnaire que ce dernier adopte une approche précise, celui-ci ne doit pas seulement déclarer son acceptation, mais également décrire la manière dont il compte respecter les exigences. Si une réponse descriptive est exigée et que le soumissionnaire ne la fournit pas, son offre sera déclarée non conforme.

Le soumissionnaire doit fournir un exposé méthodologique complet, montrant les méthodes qu’il propose pour exécuter les travaux. Il doit notamment indiquer les nombres, les modèles et les capacités de l’équipement et du personnel qu’il prévoit d’utiliser lors de la réalisation des principales activités.

Un programme de travail comportant la description des principales activités (méthodologie), montrant le déroulement des procédures et l’échéancier proposé de réalisation des travaux y compris les moyens humains et logistiques. La proposition doit notamment détailler les travaux à réaliser.

Le personnel clé proposé, incluant les CVs, avec une attestation de disponibilité signé par la personne concernée et l’entreprise ;

Le prestataire précisera au sein du personnel, une personne responsable du respect des exigences environnementales et sociales.

Les moyens matériels nécessaires à l’exécution de ses prestations doivent être prouvés. Le soumissionnaire doit indiquer si cet équipement est sa propriété, s’il est loué, en location-vente

Une proposition de planning détaillé (tâches, sous-tâches, nombre d’équipes, logistique requise, etc.) comprenant le programme d’approvisionnement conformément au délai d’exécution.

Les études topo carto et électriques devront bien apparaitre dans le planning avec tous les détails de sa mise en œuvre.

Un schéma du/des système(s) d’assurance qualité utilisé(s) *– PLAN D’ASSURANCE QUALITE (comprenant les volets hygiène, sécurité et la protection de l’environnement) (Voir exigences dans la section 3*

Les suggestions éventuelles quant aux omissions de postes ou d’erreurs de quantités

**SECTION 1 : Qualification, capacités et expérience du soumissionnaire**

* 1. Capacités organisationnelles générales qui sont susceptibles d’influer sur la mise en œuvre : structure de gestion, stabilité financière et capacités de financement des projets, contrôles de la gestion des projets, mesure dans laquelle les travaux seraient sous-traités (le cas échéant, fournir des détails).
  2. Pertinence des connaissances et expérience spécialisées au sujet d’engagements similaires pris dans la région ou le pays.
  3. Procédures d’assurance qualité et mesures d’atténuation des risques.
  4. Engagement de l’organisation à la durabilité.

**SECTION 2 : Portée des prestations à fournir, spécifications techniques et services connexes**

La présente section doit démontrer que le soumissionnaire se conforme aux spécifications en identifiant les éléments spécifiques proposés, en répondant aux exigences point par point, comme indiqué, en fournissant une description détaillée des modalités d’exécution essentielles proposées, et en montrant de quelle manière l’offre respecte ou dépasse les exigences ou spécifications. Tous les aspects importants doivent être traités au moyen de détails suffisants.

* 1. Une description détaillée de la manière dont le soumissionnaire fournira les biens et services requis, en gardant à l’esprit le caractère approprié des conditions locales et de l’environnement du projet. Détails sur la manière dont les différents éléments de service seront organisés, contrôlés et livrés.
  2. Indiquer si des services seront sous-traités, à qui, dans quel pourcentage des exigences, pour quelles raisons, les rôles proposés des sous-traitants et la manière dont l’ensemble des personnes feront fonctionner l’équipe.
  3. L’offre doit également comprendre des détails au sujet des dispositifs d’examen de l’assurance qualité et de l’assurance technique interne du soumissionnaire.
  4. Une description de la manière dont la gestion des urgences, des plaintes, le système de rapport sera géré à votre niveau ;
  5. Démontrez comment vous envisagez d'intégrer des mesures de durabilité, le genre et l’environnement dans l'exécution du contrat.
  6. Les services et exigences connexes telles que l’installation, la formation et les services après-vente doivent également être listés, comme exigé.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Services à fournir** | **Votre réponse** | | | | |
| **Respect des spécifications techniques** | | **Date de livraison ou d’exécution des travaux**  (Confirmer que vous vous y conformez ou indiquer votre date de livraison) | **Attestation de qualité,** licences d’exportation, etc. (indiquer tout élément applicable et le joindre) | **Observations** |
| **Oui, nous nous y conformons** | **Non, nous ne pouvons pas nous y conformer**  ***(Indiquer divergences)*** |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

**Offre de conformité aux autres conditions et exigences connexes (Tableau à remplir)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Autres informations concernant l’offre :** | **Vos réponses** | | |
| Oui, nous nous y conformerons | Non, nous ne pouvons-nous y conformer | Si vous ne pouvez pas vous y conformer, veuillez faire une contre-proposition |
| Conformité aux Spécifications techniques |  |  |  |
| Conformité au délai d’exécution de ce marché |  |  |  |
| Conformité à la garantie |  |  |  |
| Conformité à la Validité de l’offre de 120 jours |  |  |  |
| Acceptation de la totalité des conditions |  |  |  |

**SECTION 3 : Structure de gestion et personnel essentiel**

* 1. Décrire la méthode de direction générale en matière de planification et d’exécution du contrat. Inclure un tableau d’organisation pour la gestion du projet en décrivant la relation entre les postes et désignations clés. Fournir une feuille de calcul pour montrer les activités de chaque catégorie de personnel ainsi que le temps alloué à leur implication.
  2. Fournir les CV des membres du personnel essentiel qui sera employé pour soutenir la mise en œuvre de ce projet en utilisant le format ci-dessous. Les CV doivent montrer les qualifications dans les domaines pertinents pour la fourniture des biens et services.

**Format du CV pour les membres du personnel essentiel proposés**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du membre du personnel** | [insérer] |
| **Poste pour cette mission** | [insérer] |
| **Nationalité** | [insérer] |
| **Compétences linguistiques** | [insérer] |
| **Formation/Qualifications** | *[Résumer formations à l’université ou autre formation spécialisée du membre du personnel en indiquant les noms des établissements d’enseignement, les dates et les diplômes ou qualifications obtenus]* |
| [insérer] |
| **Certifications professionnelles** | *[Fournir des détails des certifications professionnelles dans les domaines pertinents pour la fourniture des biens et services]* |
| * Nom de l’établissement : [insérer] * Date de certification : [insérer] |
| **Emploi/Expérience** | *[Lister tous les postes occupés par le membre du personnel (en commençant par le poste actuel, par ordre chronologique inversé) en indiquant les dates, noms des organismes, nom du poste occupé et lieu de l’emploi. En ce qui concerne l’expérience accumulée au cours des cinq dernières années, détailler le type d’activités entreprises, le degré de responsabilités, le lieu des affectations et toute autre information ou expérience professionnelle considérée comme pertinente dans ce cadre]* |
| [insérer] |
| **Références** | *[Fournir noms, adresses, numéro de téléphone et courriel pour deux (2) références]* |
| Référence 1 :  [insérer]  Référence 2 :  [insérer] |

J’atteste que les renseignements donnés ci-dessus décrivent correctement, à ma connaissance, mes qualifications, expériences, et d’autres informations pertinentes à mon sujet.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature du membre du personnel Date (jour/mois/année)

**Formulaire F :** Formulaire de barème de prix

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du soumissionnaire : | [Insérer nom du soumissionnaire] | Date : | [Sélectionner date] |
| Référence de l’appel d’offres : | [Insérer numéro de référence de l’AO] | | |

Le soumissionnaire doit établir le barème de prix conformément au format ci-dessous. Le barème de prix doit indiquer la répartition détaillée des coûts de tous les biens et services connexes à fournir. Des chiffres séparés doivent être fournis pour chaque regroupement ou catégorie fonctionnels, le cas échéant.

**Langue de l’offre :** Français

**Barème de prix**

Le barème de prix doit contenir la composition détaillée des coûts de l’ensemble des biens et services connexes devant être fournis, du prix unitaire au prix total.

Toute estimation de frais remboursables, tels que les déplacements d’experts et les débours, doit être indiquée séparément dans le sous-détail des prix.

Le format de présentation indiqué dans les pages qui suivent doit être repris pour l’établissement du barème de prix.

**BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES - DEVIS QUANTITATIF – CALENDRIER DES TRAVAUX**

* + - 1. **BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES**

Le barème de prix doit contenir la composition détaillée des coûts de l’ensemble des biens et services connexes devant être fournis.

Le soumissionnaire devra OBLIGATOIREMENT remplir tous les prix unitaires des matériels donnés dans les tableaux des coûts unitaires.

Les bordereaux des prix unitaires ci-dessous sont donnés en chiffres et en lettres :

**1.1 BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES LOT 1**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Désignations** | **Prix unitaire**  **en chiffre HTVA** | **Prix unitaire en lettre HT VA** |
| **Materiel Médical** | | |
| Aspirateur de mucosités électrique et manuel complet avec accessoires |  |  |
| Bassin lit en plastique |  |  |
| Boite d'accouchement |  |  |
| Boite de petite chirurgie |  |  |
| Boite de pansement |  |  |
| Boite de consultation gynécologique |  |  |
| Boite pose DIU |  |  |
| Berceau avec matelas |  |  |
| Chariot de soins |  |  |
| Doppler fœtal |  |  |
| Escabeau |  |  |
| Jeu de haricots (GM, MM, PM) |  |  |
| Jeu de plateaux rectangulaires (GM, MM, PM) |  |  |
| Jeu de spéculums vaginaux |  |  |
| Jeu de tambours |  |  |
| Lampe baladeuse |  |  |
| Lit avec matelas houssé (en alèze toile ciré) |  |  |
| Otoscope |  |  |
| Pèse personne avec toise |  |  |
| Pèse bébé avec toise |  |  |
| Potence |  |  |
| Stérilisateur de table 20 litres |  |  |
| Seau à pédale |  |  |
| Table de consultation générale |  |  |
| Table d'accouchement |  |  |
| Table de consultation gynécologique |  |  |
| Tensiomètre complet adulte |  |  |
| Thermomètre électronique |  |  |
| Table chauffante pour nouveau-né |  |  |
| Ventouse obstétricale |  |  |

**1.2 BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES LOT 2**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Désignations** | **Prix unitaire**  **en chiffre HTVA** | **Prix unitaire en lettre HT VA** |
| **Materiel Médical** | | |
| Aspirateur de mucosités électrique et manuel complet avec accessoires |  |  |
| Bassin lit en plastique |  |  |
| Boite d'accouchement |  |  |
| Boite de petite chirurgie |  |  |
| Boite de pansement |  |  |
| Boite de consultation gynécologique |  |  |
| Boite pose DIU |  |  |
| Berceau avec matelas |  |  |
| Chariot de soins |  |  |
| Doppler fœtal |  |  |
| Escabeau |  |  |
| Jeu de haricots (GM, MM, PM) |  |  |
| Jeu de plateaux rectangulaires (GM, MM, PM) |  |  |
| Jeu de spéculums vaginaux |  |  |
| Jeu de tambours |  |  |
| Lampe baladeuse |  |  |
| Lit avec matelas houssé (en alèze toile ciré) |  |  |
| Otoscope |  |  |
| Pèse personne avec toise |  |  |
| Pèse bébé avec toise |  |  |
| Potence |  |  |
| Stérilisateur de table 20 litres |  |  |
| Seau à pédale |  |  |
| Table de consultation générale |  |  |
| Table d'accouchement |  |  |
| Table de consultation gynécologique |  |  |
| Tensiomètre complet adulte |  |  |
| Thermomètre électronique |  |  |
| Table chauffante pour nouveau-né |  |  |
| Ventouse obstétricale |  |  |

**1.3 BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES LOT 3**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Désignations** | **Prix unitaire**  **en chiffre HTVA** | **Prix unitaire en lettre HT VA** |
| **Materiel Médical** | | |
| Aspirateur de mucosités électrique et manuel complet avec accessoires |  |  |
| Bassin lit en plastique |  |  |
| Boite d'accouchement |  |  |
| Boite de petite chirurgie |  |  |
| Boite de pansement |  |  |
| Boite de consultation gynécologique |  |  |
| Boite pose DIU |  |  |
| Berceau avec matelas |  |  |
| Chariot de soins |  |  |
| Doppler fœtal |  |  |
| Escabeau |  |  |
| Jeu de haricots (GM, MM, PM) |  |  |
| Jeu de plateaux rectangulaires (GM, MM, PM) |  |  |
| Jeu de spéculums vaginaux |  |  |
| Jeu de tambours |  |  |
| Lampe baladeuse |  |  |
| Lit avec matelas houssé (en alèze toile ciré) |  |  |
| Otoscope |  |  |
| Pèse personne avec toise |  |  |
| Pèse bébé avec toise |  |  |
| Potence |  |  |
| Stérilisateur de table 20 litres |  |  |
| Seau à pédale |  |  |
| Table de consultation générale |  |  |
| Table d'accouchement |  |  |
| Table de consultation gynécologique |  |  |
| Tensiomètre complet adulte |  |  |
| Thermomètre électronique |  |  |
| Table chauffante pour nouveau-né |  |  |
| Ventouse obstétricale |  |  |

**1.4 BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES LOT 4**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Désignations** | **Prix unitaire**  **en chiffre HTVA** | **Prix unitaire en lettre HT VA** |
| **Materiel Médical** | | |
| Aspirateur de mucosités électrique et manuel complet avec accessoires |  |  |
| Bassin lit en plastique |  |  |
| Boite d'accouchement |  |  |
| Boite de petite chirurgie |  |  |
| Boite de pansement |  |  |
| Boite de consultation gynécologique |  |  |
| Boite pose DIU |  |  |
| Berceau avec matelas |  |  |
| Chariot de soins |  |  |
| Doppler fœtal |  |  |
| Escabeau |  |  |
| Jeu de haricots (GM, MM, PM) |  |  |
| Jeu de plateaux rectangulaires (GM, MM, PM) |  |  |
| Jeu de spéculums vaginaux |  |  |
| Jeu de tambours |  |  |
| Lampe baladeuse |  |  |
| Lit avec matelas houssé (en alèze toile ciré) |  |  |
| Otoscope |  |  |
| Pèse personne avec toise |  |  |
| Pèse bébé avec toise |  |  |
| Potence |  |  |
| Stérilisateur de table 20 litres |  |  |
| Seau à pédale |  |  |
| Table de consultation générale |  |  |
| Table d'accouchement |  |  |
| Table de consultation gynécologique |  |  |
| Tensiomètre complet adulte |  |  |
| Thermomètre électronique |  |  |
| Table chauffante pour nouveau-né |  |  |
| Ventouse obstétricale |  |  |



* + - 1. **DEVIS QUANTITATIF PAR LOT**

**2.1 DEVIS QUANTITATIF DU LOT 1**

* 1. **Devis par lot (5 postes de santé à équiper)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Désignations** | **Quantité** | **Prix unitaire HTVA** | **Prix Total HTVA** |
| **Matériel médical** | | | |
| Aspirateur de mucosités électrique et manuel complet avec accessoires | 05 |  |  |
| Bassin lit en plastique | 40 |  |  |
| Boite d'accouchement | 10 |  |  |
| Boite de petite chirurgie | 5 |  |  |
| Boite de pansement | 5 |  |  |
| Boite de consultation gynécologique | 5 |  |  |
| Boite pose DIU | 5 |  |  |
| Berceau avec matelas | 10 |  |  |
| Chariot de soins | 15 |  |  |
| Doppler fœtal | 05 |  |  |
| Escabeau | 15 |  |  |
| Jeu de haricots (GM, MM, PM) | 05 |  |  |
| Jeu de plateaux rectangulaires (GM, MM, PM) | 10 |  |  |
| Jeu de spéculums vaginaux | 10 |  |  |
| Jeu de tambours | 10 |  |  |
| Lampe baladeuse | 10 |  |  |
| Lit avec matelas houssé (en alèze toile ciré) | 40 |  |  |
| Otoscope | 05 |  |  |
| Pèse personne avec toise | 15 |  |  |
| Pèse bébé avec toise | 10 |  |  |
| Potence | 25 |  |  |
| Stérilisateur de table 20 litres | 05 |  |  |
| Seau à pédale | 25 |  |  |
| Table de consultation générale | 05 |  |  |
| Table d'accouchement | 10 |  |  |
| Table de consultation gynécologique | 05 |  |  |
| Tensiomètre complet adulte | 10 |  |  |
| Thermomètre électronique | 10 |  |  |
| Table chauffante pour nouveau-né | 05 |  |  |
| Ventouse obstétricale | 05 |  |  |
| **Montant total HTVA** |  |  |  |
| **TVA 18%** |  |  |  |
| **Montant total TTC** |  |  |  |

* 1. **Devis récapitulatif pour le lot 1**

**Le lot 1 comprend 5 postes de santé pour un coût global de :**

* **Cout HTVA :**
* **TVA (18%) :**
* **Cout TTC :**

**2.2 DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DU LOT 2**

**a) Devis par lot (5 postes de santé à équiper)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Désignations** | **Quantité** | **Prix unitaire HTVA** | **Prix Total HTVA** |
| **Matériel médical** | | | |
| Aspirateur de mucosités électrique et manuel complet avec accessoires | 05 |  |  |
| Bassin lit en plastique | 40 |  |  |
| Boite d'accouchement | 10 |  |  |
| Boite de petite chirurgie | 05 |  |  |
| Boite de pansement | 05 |  |  |
| Boite de consultation gynécologique | 05 |  |  |
| Boite pose DIU | 05 |  |  |
| Berceau avec matelas | 10 |  |  |
| Chariot de soins | 15 |  |  |
| Doppler fœtal | 05 |  |  |
| Escabeau | 15 |  |  |
| Jeu de haricots (GM, MM, PM) | 05 |  |  |
| Jeu de plateaux rectangulaires (GM, MM, PM) | 10 |  |  |
| Jeu de spéculums vaginaux | 05 |  |  |
| Jeu de tambours | 05 |  |  |
| Lampe baladeuse | 10 |  |  |
| Lit avec matelas houssé (en alèze toile ciré) | 40 |  |  |
| Otoscope | 05 |  |  |
| Pèse personne avec toise | 15 |  |  |
| Pèse bébé avec toise | 10 |  |  |
| Potence | 25 |  |  |
| Stérilisateur de table 20 litres | 05 |  |  |
| Seau à pédale | 25 |  |  |
| Table de consultation générale | 05 |  |  |
| Table d'accouchement | 10 |  |  |
| Table de consultation gynécologique | 05 |  |  |
| Tensiomètre complet adulte | 10 |  |  |
| Thermomètre électronique | 10 |  |  |
| Table chauffante pour nouveau-né | 05 |  |  |
| Ventouse obstétricale | 05 |  |  |
| **Montant total HTVA** |  |  |  |
| **TVA 18%** |  |  |  |
| **Montant total TTC** |  |  |  |

1. **Devis récapitulatif pour le lot 2**

**Le lot 2 comprend 5 postes de santé pour un coût global de :**

* **Cout HTVA :**
* **TVA (18%) :**
* **Cout TTC :**
  1. **DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DU LOT 3**

1. **Devis par lot (5 postes de santé à équiper)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Désignations** | **Quantité** | **Prix unitaire HTVA** | **Prix Total HTVA** |
| **Matériel médical** | | | |
| Aspirateur de mucosités électrique et manuel complet avec accessoires | 05 |  |  |
| Bassin lit en plastique | 40 |  |  |
| Boite d'accouchement | 10 |  |  |
| Boite de petite chirurgie | 05 |  |  |
| Boite de pansement | 05 |  |  |
| Boite de consultation gynécologique | 05 |  |  |
| Boite pose DIU | 05 |  |  |
| Berceau avec matelas | 10 |  |  |
| Chariot de soins | 15 |  |  |
| Doppler fœtal | 05 |  |  |
| Escabeau | 15 |  |  |
| Jeu de haricots (GM, MM, PM) | 05 |  |  |
| Jeu de plateaux rectangulaires (GM, MM, PM) | 10 |  |  |
| Jeu de spéculums vaginaux | 05 |  |  |
| Jeu de tambours | 05 |  |  |
| Lampe baladeuse | 10 |  |  |
| Lit avec matelas houssé (en alèze toile ciré) | 40 |  |  |
| Otoscope | 05 |  |  |
| Pèse personne avec toise | 15 |  |  |
| Pèse bébé avec toise | 10 |  |  |
| Potence | 25 |  |  |
| Stérilisateur de table 20 litres | 05 |  |  |
| Seau à pédale | 25 |  |  |
| Table de consultation générale | 05 |  |  |
| Table d'accouchement | 10 |  |  |
| Table de consultation gynécologique | 05 |  |  |
| Tensiomètre complet adulte | 10 |  |  |
| Thermomètre électronique | 10 |  |  |
| Table chauffante pour nouveau-né | 05 |  |  |
| Ventouse obstétricale | 05 |  |  |
| **Montant total HTVA** |  |  |  |
| **TVA 18%** |  |  |  |
| **Montant total TTC** |  |  |  |

1. **Devis récapitulatif pour le lot 3**

**Le lot 3 comprend 5 postes de santé pour un coût global de :**

* **Cout HTVA :**
* **TVA (18%) :**
* **Cout TTC :**
  1. **DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DU LOT 4**

1. **Devis par lot (5 postes de santé à équiper)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Désignations** | **Quantité** | **Prix unitaire HTVA** | **Prix Total HTVA** |
| **Matériel médical** | | | |
| Aspirateur de mucosités électrique et manuel complet avec accessoires | 05 |  |  |
| Bassin lit en plastique | 40 |  |  |
| Boite d'accouchement | 10 |  |  |
| Boite de petite chirurgie | 05 |  |  |
| Boite de pansement | 05 |  |  |
| Boite de consultation gynécologique | 05 |  |  |
| Boite pose DIU | 05 |  |  |
| Berceau avec matelas | 10 |  |  |
| Chariot de soins | 15 |  |  |
| Doppler fœtal | 05 |  |  |
| Escabeau | 15 |  |  |
| Jeu de haricots (GM, MM, PM) | 05 |  |  |
| Jeu de plateaux rectangulaires (GM, MM, PM) | 10 |  |  |
| Jeu de spéculums vaginaux | 05 |  |  |
| Jeu de tambours | 05 |  |  |
| Lampe baladeuse | 10 |  |  |
| Lit avec matelas houssé (en alèze toile ciré) | 40 |  |  |
| Otoscope | 05 |  |  |
| Pèse personne avec toise | 15 |  |  |
| Pèse bébé avec toise | 10 |  |  |
| Potence | 25 |  |  |
| Stérilisateur de table 20 litres | 05 |  |  |
| Seau à pédale | 25 |  |  |
| Table de consultation générale | 05 |  |  |
| Table d'accouchement | 10 |  |  |
| Table de consultation gynécologique | 05 |  |  |
| Tensiomètre complet adulte | 10 |  |  |
| Thermomètre électronique | 10 |  |  |
| Table chauffante pour nouveau-né | 05 |  |  |
| Ventouse obstétricale | 05 |  |  |
| **Montant total HTVA** |  |  |  |
| **TVA 18%** |  |  |  |
| **Montant total TTC** |  |  |  |

**b)Devis récapitulatif pour le lot 4**

**Le lot 4 comprend 5 postes de santé pour un coût global de :**

* **Cout HTVA :**
* **TVA (18%) :**
* **Cout TTC :**



* 1. **DEVIS RECAPITULATIF PAR LOT**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **LOT** | **MONTANT HTVA** | **TVA 18%** | **MONTANT TOTAL TTC** |
| 1 |  |  |  |
| 2 |  |  |  |
| 3 |  |  |  |
| 4 |  |  |  |

**Formulaire G :** Critères environnementaux et Genre (A remplir obligatoirement par tous les soumissionnaires)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Critères environnementaux et Genre** | | |
| **Autres informations concernant les critères environnementaux et de Genre:** | **Vos réponses** | |
| ***Si Oui, prière donner une brève description*** | ***Si non, prière donner les dispositions en cours pour s’y conformer*** |
| Votre entreprise a – t- elle une politique environnementale formelle? |  |  |
| Avez-vous mis en place un système de gestion environnementale? Est-il certifié par la norme ISO 14001? |  |  |
| Avez-vous une politique d'entreprise qui aborde spécifiquement les inégalités de genre, comme une politique de promotion spéciale de la main-d'œuvre féminine? |  |  |
| Utilisez-vous ou avez-vous l'intention d'utiliser des sources d'énergie renouvelables dans le cadre de ce contrat? |  |  |
| Avez-vous un programme de recyclage pour votre entreprise? |  |  |
| Avez-vous investi dans des activités de développement communautaire? |  |  |
| Pouvez-vous confirmer que votre entreprise n'a jamais été poursuivie pour violation de la législation environnementale dans les trois dernières années? ts |  |  |
| Les matériaux à utiliser dans le cadre de ce contrat proviennent elles de sources légales et gérées de manière durable? |  |  |
| Est-ce que votre organisation conserve des dossiers sur les dangers environnementaux potentiels et des stratégies d'atténuation des systèmes en place pour réduire les risques environnementaux tels que les cancérogènes, irritants? |  |  |
| L'emballage des matériaux à acheter dans le cadre de ce contrat sont-ils recyclés ou recyclables? |  |  |

**Section 7 : Formulaire de garantie de soumission**

(Ceci doit être finalisé sur le papier à en-tête officiel de la banque émettrice. Sous réserve des espaces prévus à cet effet, aucune modification ne peut être apportée au présent modèle.)

**Modèle de garantie de soumission (garantie bancaire)**

AON No : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[Insérer le numéro de l’Avis d’Appel d’Offres ].

Garant :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Nom et adresse de la banque émettrice et code SWIFT]

Bénéficiaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Insérer le nom et l’adresse du Maître d’Ouvrage]

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[Insérer la date d’émission]

Garantie de soumission No. : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[insérer le numéro de référence de la garantie]

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [insérer le nom du Soumissionnaire, et en cas de groupement, insérer le nom du groupement (légalement constitué ou en voie de constitution), ou les noms de ses membres] (ci-après dénommé « le Donneur d’ordre ») a soumis ou a l’intention de soumettre au Bénéficiaire une offre (ci-après dénommée « l’Offre») pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [insérer la description des travaux] et a déposé sa soumission au titre de l’Appel d’Offres national (AON) No. \_\_\_\_\_\_\_\_\_ .

Nous comprenons qu’en vertu des conditions du Bénéficiaire, les offres doivent être accompagnées d’une garantie de soumission.

A la demande du Donneur d’ordre, nous prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer à première demande au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [insérer la somme en chiffres] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [insérer la somme en lettres] à la réception d’une demande conforme présentée par le Bénéficiaire; votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre :

a retiré son Offre pendant la période de validité de l’Offre qu’il a spécifiée dans le Formulaire de Soumission (« période de validité de l’offre »), ou pendant toute prolongation de la période de validité de l’offre qu’il aura effectuée ; ou bien

s’étant vu notifier l’acceptation de son Offre par le Bénéficiaire pendant la période de validité de l’offre ou toute prolongation qu’il y aura effectué :

ne signe pas le Marché, s’il est tenu de le faire ; ou

s’il n’accepte pas les modifications de son offre suite à la correction des erreurs de calcul ; ou

ne fournit pas la garantie de bonne exécution, ainsi qu’il est prévu dans les Instructions aux soumissionnaires (« IS ») du dossier d’appel d’offres.

La présente garantie expire :

(a) Si le marché est attribué au Donneur d’ordre, lorsque nous recevrons une copie du marché signé par le Donneur d’ordre et de la garantie de bonne exécution du marché émise au nom du Bénéficiaire, selon les instructions du Donneur d’ordre ; ou

(b) Si le marché n’est pas attribué au Donneur d’ordre, à la première des dates suivantes :

la date à laquelle nous recevrons copie de la notification du Bénéficiaire au Donneur d’ordre du résultat de l’appel d’offres, ou

vingt-huit (28) jours suivant l’expiration du délai de validité de l’offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue au plus tard à cette date et à l’adresse mentionnée ci-dessus.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature

**Section 8 : Formulaire de garantie de bonne exécution**

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel d’offres no: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*[Sur demande du Soumissionnaire sélectionné, la banque (garant) remplit cette garantie de bonne exécution type conformément aux indications en italiques]*

*[insérer les nom de la banque et adresse de la banque d’émission]*

**Bénéficiaire :** *[insérer les nom et adresse de l’Acheteur]*

**Date :** *[insérer date]*

**Garantie de bonne exécution no.** : *[insérer No]*

**Garant :** *[insérer le nom de la banque, et l’adresse de l’agence émettrice, sauf si cela figure à l’en-tête]*

Nous avons été informés que *[insérer le nom du Fournisseur]* (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no*. [insérer No]* en date du *[insérer la date]* pour la fourniture de *[insérer la description des Biens et Services connexes]* (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Fournisseur, nous *[insérer le nom de la banque]*nous engageons par la présente, **sans condition et irrévocablement**, à vous payer à **première demande**, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de ( ) *[insérer la somme en chiffres. Le Garant doit insérer un montant représentant le montant ou le pourcentage mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par l’Acheteur.]*[[3]](#footnote-3) *[insérer la somme en lettres].* Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie expire au plus tard le *[insérer la date]* jour de *[insérer le mois]* *[insérer l’année]*,[[4]](#footnote-4) et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes relatives aux garanties sur demande de la CCI - 2010, Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a) qui est exclu par la présente.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   
*[signature(s)]*

***Note: Toutes parties de texte (y compris les renvois en bas de page) sont fournis pour faciliter l’utilisation de ce formulaire et seront éliminées dans le document final.***

**Section 9 : Formulaire de garantie de restitution d’avance**

**(Ceci doit être finalisé sur le papier à en-tête officiel de la banque émettrice. Sous réserve des espaces prévus à cet effet, aucune modification ne peut être apportée au présent modèle.)**

**AO No :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*Insérer le numéro de l’Appel d’Offres*].

**Garant :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque émettrice* *et code SWIFT*]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de l’Acheteur*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garantie de restitution d’avance No. :**

Nous avons été informés que *[nom de l’Acheteur]* (ci-après dénommé « le Donneur d’ordre ») a conclu le Marché No., avec le Bénéficiaire en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution de *[nom du marché et description des Biens]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu’en vertu des conditions du Marché, une avance d’un montant de *[insérer la somme en chiffres] [insérer la somme en lettres]* est versée contre une garantie de restitution d’avance.

A la demande du Donneur d’ordre, nous prenons, en tant que Garant, l’engagement **sans condition, irrévocablement et à première demande** de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à *[insérer la somme en chiffres] [insérer la somme en lettres]*[[5]](#footnote-5). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre :

(a) a utilisé l’avance à d’autres fins que les prestations faisant l’objet du Marché ; ou bien

(b) n’a pas remboursé l’avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d’ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l’avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d’offre portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à *[nom et adresse de la banque].*

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l’avance effectués par le Donneur d’ordre tels qu’ils figurent aux décomptes mensuels dont la copie nous sera présentée. La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : à la réception d’une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché (à l’exclusion des sommes à valoir) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante : \_\_\_. En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette Garantie doit nous parvenir à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a) qui est exclu par la présente.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*[Signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation***

**Section 10 : Cahier des Clauses Administratives et Générales (CCAG) et Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

**Cahier des Clauses administratives générales**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 1. **Définitions** | | * 1. Les termes et expressions ci-après auront la signification qui leur est attribuée ici :  1. « La Banque » signifie la Banque Islamique de Développement (BIsD),. 2. Le « Marché » signifie l’Acte d’Engagement signé par l’Acheteur et le Fournisseur, ainsi que les documents contractuels visés dans ledit Acte d’Engagement, y compris toutes les pièces jointes, annexes et tous les documents qui y ont été inclus par voie de référence. 3. Les « Documents contractuels » désignent les documents visés dans l’Accord de Marché, y compris les avenants éventuels auxdits documents. 4. Le « Prix du Marché » signifie le prix payable au Fournisseur, conformément à l’Accord de Marché signé, sous réserve de toute addition et modification ou de toute déduction audit prix, qui pourra être effectuée en vertu du Marché. 5. « Jour » désigne un jour calendaire. 6. « Achèvement » signifie la prestation complète des services connexes par le Fournisseur, conformément aux modalités stipulées dans le Marché. 7. Le « CCAG » signifie le Cahier des clauses administratives générales. 8. Le terme « Biens » signifie tous les produits, matières premières, machines et matériels et/ou tous autres matériaux que le Fournisseur est tenu de livrer à l’Acheteur en exécution du Marché. 9. Le « Pays de l’Acheteur » signifie le pays identifié dans le **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP).** 10. L’« Acheteur » signifie l’entité achetant les Biens et les services connexes, telle qu’elle est **identifiée dans le CCAP.** 11. Le terme « Services Connexes » désigne les services afférents à la fourniture des biens, tels que l’assurance, l’installation, la formation et la maintenance initiale, ainsi que toute obligation analogue du Fournisseur dans le cadre du Marché. 12. Le « CCAP » signifie le Cahier des clauses administratives particulières. 13. Un « Sous-traitant » signifie toute personne physique, privée ou entité gouvernementale ou toute combinaison de ces éléments, à qui toute partie des Biens ou des Services connexes est sous-traitée par le Fournisseur. 14. Le « Fournisseur » signifie toute personne physique, privée ou entité gouvernementale ou toute combinaison de ces éléments, dont l’offre a été acceptée par l’Acheteur et qui est désignée comme tel dans l’Accord de Marché. 15. « Le Site du Projet » signifie le lieu indiqué dans le **CCAP**, le cas échéant. | |
| 1. **Documents contractuels** | | * 1. Sous réserve de l’ordre de préséance indiqué dans le Marché, tous les documents constituant le Marché (et toutes les parties desdits documents) sont corrélatifs, complémentaires et s’expliquent les uns les autres. L’Acte d’Engagement est lu comme formant un tout. | |
| 1. **Fraude et corruption** | | 3.1 La BIsD exige le respect de ses règles en matière de lutte contre la fraude et la corruption, comme indiqué dans l’Annexe au CCAG.  3.2 L’Acheteur exige que le Fournisseur divulgue tous avantages, honoraires ou commissions versés ou qui doivent être versés en rapport avec la procédure d’Appel d’offres ou l’exécution ou la signature du Marché. Les renseignements divulgués doivent au minimum inclure les noms et l’adresse de chaque agent ou autre partie, le montant et la monnaie ainsi que le motif du versement de l’avantage, honoraires ou commission. | |
| 1. **Interprétation** | | 4.1 Si le contexte l’exige, le singulier se réfère au pluriel et vice versa.  4.2 Incoterms   1. **Sous réserve d’incohérences avec les termes du Marché, la signification d’un terme commercial et les droits et obligations correspondants des parties au Marché sont ceux prescrits par les Termes Commerciaux Internationaux- Incoterms.** 2. Les termes EXW, CIP, FCA, CFR et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d’Incoterms spécifiée dans le **CCAP** et publiée par la Chambre de Commerce Internationale (CCI) à Paris, France.   4.3 Intégralité des dispositions contractuelles  Le Marché représente la totalité des dispositions contractuelles sur lesquelles se sont accordés l’Acheteur et le Fournisseur relativement à son objet, et il remplace toutes communications, négociations et accords (écrits comme oraux) conclus entre les parties relativement à son objet avant la date du Marché.  4.4 Avenants  Les avenants et autres modifications au marché ne pourront entrer en vigueur que s’ils sont faits par écrit, datés, s’ils se réfèrent expressément au marché et sont signés par un représentant dûment autorisé de chacune des parties au marché.  4.5 Absence de renonciation   1. Sous réserve des dispositions de la clause 4.5(b) du CCAG ci-dessous, aucune relaxe, abstention, retard ou indulgence de l’une des parties pour faire appliquer l’un quelconque des termes et conditions du Marché ou le fait que l’une des parties accorde un délai supplémentaire à l’autre, ne saurait préjuger des droits dévolus à cette partie par le Marché, ni de les affecter ou de les restreindre ; de même, la renonciation de l’une des parties à demander réparation pour toute infraction au Marché ne saurait valoir renonciation à toute demande de réparation pour infraction ultérieure ou persistante du Marché. 2. Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d’une partie en vertu du Marché devra être effectuée par écrit, être datée et signée par un représentant autorisé de la partie accordant cette renonciation, et préciser le droit faisant l’objet de cette renonciation et la portée de cette renonciation.   4.6 Divisibilité  Si une quelconque disposition ou condition du Marché est interdite ou rendue invalide ou inapplicable, cette interdiction, invalidité ou inapplicabilité ne saurait affecter la validité ou le caractère exécutoire des autres clauses et conditions du Marché. | |
| 1. **Langue** | | 5.1 Le Marché et toute la correspondance et la documentation relatives au Marché échangées par le Fournisseur et l’Acheteur, seront rédigés dans la langue spécifiée au **CCAP**. Les documents complémentaires et les imprimés faisant partie du Marché pourront être rédigés dans une autre langue, à condition d’être accompagnés d’une traduction exacte dans la langue spécifiée au **CCAP** des passages pertinents. Dans ce cas, aux fins d’interprétation du Marché, cette traduction fera foi.  5.2 Le Fournisseur assumera tous les coûts de traduction dans la langue applicable et tous les risques relatifs à l’exactitude de cette traduction, pour ce qui concerne les documents qu’il fournit. | |
| 1. **Groupement** | | * 1. Si le Fournisseur est un groupement d’entreprises, tous les membres seront conjointement et solidairement tenus envers l’Acheteur de respecter les clauses du Marché, et ils devront désigner un ou plusieurs membres pour agir en qualité de mandataire commun avec pouvoir d’engager le groupement. La composition ou la constitution du groupement ne pourra être modifiée sans l’accord préalable écrit de l’Acheteur. | |
| 1. **Critères d’origine** | | 7.1 Le Fournisseur et ses sous-traitants doivent avoir la nationalité d’un pays éligible. Un Fournisseur ou un sous-traitant sera réputé avoir la nationalité d’un pays s’il en est un citoyen, ou s’il y est constitué en société, ou enregistré, et fonctionne en conformité avec les lois et règlements de ce pays.  7.2 Tous les biens et services connexes à fournir en exécution du Marché et financés par la BIsD proviendront de Pays éligibles. Aux fins de la présente Clause, le pays de provenance désigne le pays où les Biens ont poussé, ont été cultivées, extraites, produites ou lorsque, par suite d’un processus de fabrication, transformation ou assemblage de composants importants et intégrés, il a été obtenu un autre article reconnu propre à la commercialisation dont les caractéristiques fondamentales, l’objet et l’utilité sont substantiellement différents deses composants importés*.* | |
| 1. **Notification** | | 8.1 Toute notification envoyée à l’une des parties par l’autre partie en vertu du Marché doit être adressée par écrit à l’adresse spécifiée dans le **CCAP**. L’expression « par écrit » signifie transmises par voie écrite avec accusé de réception.   * 1. Une notification prend effet à la date à laquelle elle est remise ou à sa date d’entrée en vigueur, la plus tardive de ces dates à échoir étant retenue. | |
| 1. **Droit applicable** | 9.1 Le Marché est régi et interprété conformément au droit du pays de l’Acheteur, à moins que le **CCAP** n’en dispose autrement.  9.2 Durant l’exécution du Marché, le Fournisseur se conformera aux interdictions d’importations de biens et services dans le Pays de l’Acheteur lorsque :   1. la loi ou la règlementation du pays du Bénéficiaire interdit les relations commerciales avec ledit pays ; ou 2. les Règles de Boycott de l’Organisation de Coopération Islamique, la Ligue des Etats Arabes et de l’Union Africaine. interdisent toute importation de Biens en provenance dudit pays ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays. |
| 1. **Règlement des litiges** | 10.1 L’Acheteur et le Fournisseur feront tout leur possible pour régler à l’amiable, par voie de négociation directe et informelle, tout désaccord ou litige entre eux ou en rapport avec le Marché.   * 1. Si, au-delà de vingt-huit (28) jours, les parties n’ont pas réussi à résoudre leur litige ou désaccord grâce à cette consultation mutuelle, l’Acheteur ou le Fournisseur, peut notifier l’autre partie de son intention de recourir à la procédure d’arbitrage, comme prévu ci-après, en ce qui concerne le sujet objet du litige. Aucun arbitrage relatif à ce sujet ne peut être initié sans cette notification. Tout litige ou désaccord au sujet duquel une notification d’initier une procédure d’arbitrage a été donnée conformément à cette Clause, sera finalement résolu par arbitrage. La procédure d’arbitrage peut démarrer avant ou après la livraison des Biens au titre du Marché. La procédure d’arbitrage sera conduite conformément aux règles de la procédure spécifiée dans le **CCAP.**   2. Nonobstant toute référence à l’arbitrage :  1. les parties continueront de réaliser leurs obligations contractuelles respectives, à moins qu’elles n’en décident autrement d’un commun accord, et 2. l’Acheteur paiera au Fournisseur toute dépense qui lui sera due. |
| 1. **Inspections et audit par la BIsD** | 11.1 Le Fournisseur doit maintenir, et s’assurer que ses sous-traitants et prestataires maintiennent des comptes et une documentation systématiques et exacts en relation avec les Biens dans une forme et de manière détaillée afin d’établir les coûts de fourniture.  11.2 Le Fournisseur permettra et s’assurera que ses sous-traitants et prestataires permettent à la BIsD, et/ou à des personnes qu’elle désignera, d’inspecter les documents et pièces comptables relatifs à la passation du marché, à la sélection et/ou à l’exécution du Marché et à les faire vérifier par des auditeurs nommés par la BIsD, si la BIsD en fait la demande. L’attention du Fournisseur est attirée sur la Clause 3.1 ci-avant qui stipule, entre autres, que le fait d’entraver l’exercice par la BIsD de son droit d’examen et de vérification tel que prévu par la présente clause constitue une pratique interdite pouvant conduire à la résiliation du Marché (ainsi qu’à la l’exclusion dans le cadre du régime en vigueur concernant les sanctions de la BIsD). |
| 1. **Objet du Marché** | 12.1 Les Biens et Services connexes afférents à ce Marché sont ceux qui figurent à la Section VII, Liste des Biens, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans. |
| 1. **Livraison** | 13.1 En vertu de la clause 33.1 du CCAG, la livraison des Biens et l’achèvement des Services connexes seront effectués conformément au calendrier de livraison et d’achèvement figurant dans le Bordereau des quantités et les Calendriers de livraison. Le **CCAP** fixe les détails relatifs à l’expédition et indiquera les autres pièces et documents à présenter par le Fournisseur. |
| 1. **Responsabilités du Fournisseur** | 14.1 Le Fournisseur fournira toutes les Biens et Services connexes compris dans l’objet du Marché en application de la Clause 12 du CCAG et du calendrier de livraison et d’achèvement, conformément à la Clause 13 du CCAG. |
| 1. **Prix du Marché** | 15.1 Le prix demandé par le Fournisseur pour les Biens livrés et pour les Services connexes rendus au titre du Marché ne variera pas par rapport au prix indiqué par le Fournisseur dans son offre, exception faite des révisions de prix autorisées dans le **CCAP**. |
| 1. **Modalités de règlement** | 16.1 Le prix du Marché sera réglé conformément aux dispositions du **CCAP**.  16.2 Le Fournisseur présentera sa demande de règlement par écrit à l’Acheteur, accompagnée des factures décrivant, de façon appropriée, les Biens livrés et les services connexes rendus, et des documents et pièces présentés conformément à la Clause 13 du CCAG, et après avoir satisfait à toutes les obligations spécifiées dans le Marché.  16.3 Les règlements dus au Fournisseur seront effectués sans délai par l’Acheteur, et au plus tard dans les soixante (60) jours suivant la présentation de la facture ou la demande de règlement par le Fournisseur, et après son acceptation par l’Acheteur.  16.4 La (ou les) monnaie(s) dans laquelle (ou lesquelles) les règlements seront effectués au Fournisseur au titre du Marché sera (ont) celle(s) dans laquelle (ou lesquelles) le prix de l’offre est indiqué.  16.5 Dans l’éventualité où l’Acheteur n’effectuerait pas un paiement dû à sa date d’exigibilité ou dans le délai indiqué au **CCAP**, l’Acheteur sera tenu de payer au Fournisseur des intérêts sur le montant du paiement en retard, au(x) taux spécifié(s) dans le **CCAP** pour toute la période de retard jusqu’au paiement intégral du prix, que ce soit avant ou à la suite d’un jugement ou une sentence arbitrale. |
| 1. **Impôts, taxes et droits** | 17.1 Pour les Biens provenant d’un pays autre que le Pays de l’Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de tous les impôts, droits de timbre, patente et taxes dus à l’extérieur du Pays de l’Acheteur.  17.2 Pour les Biens provenant du pays de l’Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de tous les impôts, droits, patentes, etc., à payer jusqu’au moment de la livraison à l’Acheteur des Biens faisant l’objet du marché.  17.3 Si le Fournisseur peut prétendre à des exemptions, réductions, abattements ou privilèges en matière fiscale dans le pays de l’Acheteur, l’Acheteur fera tout son possible pour permettre au Fournisseur d’en bénéficier jusqu’à concurrence du maximum autorisé. |
| 1. **Garantie de bonne exécution** | 18.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant réception de l’avis d’attribution du Marché, le Fournisseur fournira une garantie au titre de la bonne exécution du Marché, pour le montant et dans la monnaie spécifiés dans le **CCAP**.  18.2 La garantie de bonne exécution sera réglée à l’Acheteur en dédommagement de toute perte résultant de l’incapacité du Fournisseur à s’acquitter de toutes ses obligations au titre du Marché.  18.3 La garantie de bonne exécution sera libellée dans la monnaie du Marché ou en une monnaie librement convertible jugée acceptable par l’Acheteur, et présentée sous l’une des formes stipulées par l’Acheteur dans le CCAP ou sous toute autre forme jugée acceptable par l’Acheteur.  18.4 L’Acheteur libérera et retournera au Fournisseur la garantie de bonne exécution au plus tard vingt-huit (28) jours après la date d’achèvement des obligations incombant au Fournisseur au titre de la réalisation du Marché, y compris les obligations de garantie technique, sauf disposition contraire du **CCAP**. |
| 1. **Droits d’auteur** | 19.1 Les droits d’auteur de tous les plans, documents et autres pièces contenant des données et des renseignements fournis à l’Acheteur par le Fournisseur demeureront la propriété du Fournisseur ou, s’ils sont fournis directement à l’Acheteur ou par l’intermédiaire du Fournisseur par une tierce partie, y compris par des fournisseurs de matériaux, les droits d’auteur desdits matériaux demeureront la propriété de ladite tierce partie. |
| 1. **Renseigne-ments confidentiels** | 20.1 L’Acheteur et le Fournisseur respecteront le caractère confidentiel de tout document, donnée ou autre renseignement fourni directement ou indirectement par l’autre partie au titre du Marché, et ne les divulgueront pas sans le consentement écrit de l’autre partie, que ces renseignements aient été fournis avant, pendant ou après l’exécution ou la résiliation du Marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le Fournisseur pourra donner à son sous-traitant tout document, donnée et autre information qu’il recevra de l’Acheteur dans la mesure nécessaire pour permettre au sous-traitant de réaliser ses prestations conformément au Marché, auquel cas le Fournisseur demandera audit sous-traitant de prendre un engagement de confidentialité analogue à l’engagement imposé au Fournisseur en vertu de la Clause 20 du CCAG.  20.2 L’Acheteur n’utilisera aucun document, donnée et autre renseignement reçus du Fournisseur à des fins autres que celles du Marché. De la même manière, le Fournisseur n’utilisera aucun document, donnée et autre renseignement reçus de l’Acheteur à des fins autres que la réalisation du Marché.  20.3 Toutefois, l’obligation imposée à une partie en vertu des Clauses 20.1 et 20.2 ci-dessus ne s’appliquera pas aux types de renseignements suivants :   1. ceux que l’Acheteur ou le Fournisseur doivent partager avec la BIsD ou d’autres institutions participant au financement du Marché; 2. ceux qui, à présent ou ultérieurement, appartiennent ou appartiendront au domaine public, sans que la partie en cause soit en faute ; 3. ceux dont il peut être prouvé qu’ils étaient en possession de la partie en cause lorsqu’ils ont été divulgués et qu’ils n’avaient pas été obtenus préalablement, de manière directe ou indirecte, de l’autre partie ; ou 4. ceux qui sont mis légitimement à la disposition de la partie en cause par une tierce partie non tenue au devoir de confidentialité.   20.4 Les dispositions ci-dessus de la Clause 20 du CCAG ne modifient en aucune façon un engagement de confidentialité donné par l’une ou l’autre partie avant la date du Marché s’agissant de tout ou partie de la fourniture.  20.5 Les dispositions de la Clause 20 du CCAG resteront en vigueur après l’achèvement ou la résiliation du Marché, quel qu’en soit le motif. |
| 1. **Sous-traitance** | 21.1 Le Fournisseur notifiera par écrit à l’Acheteur tous les marchés de sous‑traitance attribués dans le cadre du Marché s’il ne l’a déjà fait dans son offre. Cette notification, fournie dans l’offre ou ultérieurement, ne dégagera pas la responsabilité du Fournisseur, et ne le libérera d’aucune des obligations qui lui incombent du fait du Marché.  21.2 Les marchés de sous-traitance se conformeront aux dispositions des Clauses 3 et 7 du CCAG. |
| 1. **Spécifications et Normes** | 22.1 Spécifications techniques et Plans   1. Les Biens livrés au titre du Marché et les Services connexes doivent satisfaire aux Spécifications techniques spécifiées à la Section VII- Liste de Biens, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans. Si aucune norme n’y est indiquée, la norme sera supposée équivalente ou supérieure aux normes officielles dont l’application est appropriée dans le pays d’origine des Biens. 2. Le Fournisseur pourra décliner sa responsabilité pour toute étude de conception, donnée, plan, spécification ou autre document, ou toute modification de ces éléments, qui aura été fourni ou conçu par l’Acheteur ou en son nom, en donnant à l’Acheteur une notification indiquant qu’il décline sa responsabilité. 3. Lorsque le Marché se référera aux codes et normes selon lesquels il sera exécuté, l’édition ou la version révisée desdits codes et normes sera celle spécifiée dans les Spécifications techniques. Durant l’exécution du Marché, les changements apportés auxdits codes et normes ne seront appliqués qu’après l’approbation de l’Acheteur et seront traités conformément à la Clause 33 du CCAG |
| 1. **Emballage et documents** | 23.1 Le Fournisseur emballera les Biens de la manière requise pour qu’elles ne subissent pas de dommages ou de détérioration durant le transport vers leur destination finale, conformément aux dispositions du Marché. Pendant le transport, l’emballage sera suffisant pour résister en toutes circonstances à des manipulations brutales et à des températures extrêmes, au sel et aux précipitations, et à l’entreposage à ciel ouvert. Les dimensions et le poids des caisses tiendront compte, chaque fois que nécessaire, du fait que la destination finale des Biens est éloignée et de l’absence éventuelle, à toutes les étapes du transport, de matériel de manutention lourd.  23.2 L’emballage, le marquage, l’étiquetage et la documentation à l’intérieur et à l’extérieur des caisses seront strictement conformes aux dispositions précisées dans le Marché ainsi qu’aux instructions ultérieures, le cas échéant, en application du CCAP, et à toutes autres instructions données par l’Acheteur. |
| 1. **Assurance** | 24.1 Sauf indication contraire du **CCAP**, les Biens livrés en exécution du présent Marché seront entièrement assurées en monnaie librement convertible d’un pays éligible contre toute perte ou dommage découlant de leur fabrication ou acquisition, de leur transport, leur entreposage et leur livraison conformément aux Incoterms en vigueur ou de la manière spécifiée dans le **CCAP**. |
| 1. **Transport et Services connexes** | 25.1 Sauf indication contraire du **CCAP**, la responsabilité du transport des Biens est assumée en conformité avec l’Incoterm spécifié.  25.2 Conformément au CCAP, le Fournisseur peut se voir demander de fournir l’un quelconque ou l’ensemble des services ci-après :  (a) montage ou supervision du montage sur le Site du Projet ou mise en service des Biens livrés;  (b) fourniture des outils nécessaires au montage et/ou à l’entretien des Biens livrés;  (c) fourniture d’un manuel détaillé d’utilisation et d’entretien pour chaque élément des Biens livrés;  (d) fonctionnement, contrôle, ou entretien et/ou réparation des Biens livrés, pendant une période convenue entre les parties, étant entendu que ce service ne libérera pas le Fournisseur des obligations de garantie qui sont les siennes du fait du marché; et  (e) formation du personnel de l’Acheteur, à l’usine du Fournisseur et/ou au lieu d’utilisation, en matière de montage, mise en service, fonctionnement, entretien et/ou réparation des Biens livrés.  25.3 Les prix facturés par le Fournisseur pour les services connexes ci-dessus, s’ils ne sont pas inclus dans le Prix du Marché de Biens, seront convenus à l’avance entre les parties et ne seront pas supérieurs à ceux que le Fournisseur facture à d’autres clients pour des services semblables. |
| 1. **Inspections et essais** | 26.1 Le Fournisseur effectue à ses frais et à titre gratuit pour l’Acheteur tous les essais et/ou les inspections afférents aux Biens et aux services connexes stipulés aux **CCAP.**  26.2 Les inspections et les essais pourront être réalisés dans les locaux du Fournisseur ou de son sous-traitant, au point de livraison et/ou au lieu de destination finale des Biens ou en un lieu quelconque du pays de l’Acheteur visé dans le **CCAP**. Sous réserve de la Clause 26.3 du CCAG, si les essais et/ou les inspections ont lieu dans les locaux du Fournisseur ou de son sous-traitant, toutes les facilités et l’assistance raisonnables, y compris l’accès aux plans et aux chiffres de production, seront fournies aux inspecteurs, sans frais pour l’Acheteur.  26.3 L’Acheteur ou son représentant autorisé aura le droit d’assister aux essais et/ou aux inspections visées dans la Clause 26.2 du CCAG, étant entendu que l’Acheteur supportera la totalité des frais et dépenses engagés à cet effet, y compris, mais pas exclusivement, tous les frais de déplacement, de subsistance et d’hébergement.  26.4 Aussitôt que le Fournisseur sera prêt à effectuer lesdits essais et inspections, il en avisera l’Acheteur avec un préavis raisonnable, en indiquant le lieu et la date desdits essais et inspections. Le Fournisseur se procurera auprès de toute tierce partie ou de tout fabricant intéressé toute autorisation ou consentement nécessaire pour permettre à l’Acheteur ou à son représentant autorisé d’assister aux essais et/ou à l’inspection.  26.5 L’Acheteur pourra demander au Fournisseur d’effectuer des essais et/ou des inspections non stipulées dans le Marché mais jugées nécessaires pour vérifier que les caractéristiques et le fonctionnement des Biens sont conformes aux spécifications techniques, aux codes et aux normes prévus dans le Marché, étant entendu que le coût raisonnable pour le Fournisseur desdits essais et/ou inspections supplémentaires sera ajouté au prix du Marché. De plus, si lesdits essais et/ou inspections font obstacle à la poursuite de la fabrication et/ou empêchent le Fournisseur de s’acquitter de ses autres obligations afférentes au Marché, il en sera dûment tenu compte dans les dates de livraison et les dates d’achèvement et en ce qui concerne le respect des autres obligations ainsi affectées.  26.6 Le Fournisseur donnera à l’Acheteur un rapport présentant les résultats des essais et/ou inspections ainsi effectuées.  26.7 L’Acheteur pourra refuser tout ou partie des Biens qui se seront révélés défectueuses ou qui ne sont pas conformes aux spécifications. Le Fournisseur apportera les rectifications nécessaires à tout ou partie des Biens refusées ou les remplacera ou il y apportera les modifications nécessaires pour qu’elles soient conformes aux spécifications, cela sans frais pour l’Acheteur, et il renouvellera les essais et/ou l’inspection, sans frais pour l’Acheteur, après en avoir donné notification conformément à la Clause 26.4 du CCAG.  26.8 Le Fournisseur convient que ni la réalisation d’un essai et/ou d’une inspection de tout ou partie des Biens, ni la présence de l’Acheteur ou de son représentant autorisé à un essai et/ou à une inspection effectuée sur tout ou partie des Biens, ni la remise d’un rapport en application de la Clause 26.6 du CCAG, ne dispense le Fournisseur de donner toutes garanties ou de s’acquitter des autres obligations stipulées dans le Marché. |
| 1. **Pénalités** | 27.1 Sous réserve des dispositions de la Clause 32 du CCAG, si le Fournisseur ne livre pas l’une quelconque ou l’ensemble des Biens ou ne rend pas les Services prévus dans les délais spécifiés dans le Marché, l’Acheteur, sans préjudice des autres recours qu’il détient au titre du Marché, pourra déduire du prix du Marché, à titre de pénalités, une somme équivalant au pourcentage stipulé dans le **CCAP** applicable au prix livraison des Biens livrées en retard ou des Services connexes non réalisés, pour chaque semaine ou fraction de semaine de retard, jusqu’à la livraison ou la prestation effective, à concurrence d’un montant maximum correspondant au pourcentage du prix du Marché indiqué dans le **CCAP**. Une fois ce maximum atteint, l’Acheteur aura le droit de résilier le Marché en application de la Clause 35 du CCAG. |
| 1. **Garantie** | 28.1 Le Fournisseur garantit que les Biens sont neufs et n’ont jamais été utilisés, qu’ils sont du modèle le plus récent ou courant, et qu’ils comportent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf disposition contraire du Marché.  28.2 Sous réserve de la Clause 22.1(b) du CCAG, le Fournisseur garantit en outre que les Biens seront exempts de tous défauts liés à une action ou à une omission du Fournisseur ou liés à un défaut de conception, de matériaux et de fabrication, de nature à empêcher leur utilisation normale dans les conditions particulières du pays de destination finale.  28.3 Sauf disposition contraire du **CCAP**, la garantie demeurera valable douze (12) mois après la livraison de tout ou partie des Biens, le cas échéant, à leur destination finale indiquée au **CCAP**, telle que précisée dans le Marché ou dix-huit (18) mois après la date d’expédition à partir du port ou du lieu de chargement dans le pays d’origine ; la période qui se termine le plus tôt étant retenue aux fins de la présente clause.  28.4 L’Acheteur notifiera toute réclamation au Fournisseur, dans les meilleurs délais après constatation des défauts, en indiquant la nature desdits défauts et en fournissant les preuves disponibles. L’Acheteur donnera au Fournisseur la possibilité raisonnable d’inspecter lesdits défauts.  28.5 À la réception d’une telle réclamation, le Fournisseur réparera ou remplacera rapidement, dans les délais prévus à cet effet au **CCAP**, les Biens ou les pièces défectueuses, sans frais pour l’Acheteur.  28.6 Si le Fournisseur, après en avoir été notifié, ne remédie pas au défaut dans les délais prescrits par le **CCAP**, l’Acheteur peut entreprendre, dans un délai raisonnable, aux risques et aux frais du Fournisseur, toute action de recours nécessaire, sans préjudice des autres recours dont l’Acheteur dispose envers le Fournisseur en application du Marché. |
| 1. **Brevets et indemnisation** | 29.1 À condition que l’Acheteur se conforme à la Clause 29.2 du CCAG, le Fournisseur indemnisera et garantira l’Acheteur, ses employés et ses administrateurs, contre toute poursuite judiciaire, action ou poursuite administrative, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d’avocat, pouvant être intentée ou incomber à l’Acheteur par suite d’une violation réelle ou présumée de tout brevet, modèle d’utilité, modèle déposé, marque de fabrique, droits d’auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du Marché, en raison de :   1. l’installation des Biens par le Fournisseur ou l’utilisation des Biens dans le pays où se trouve le site ; et 2. la vente dans tout pays des biens produits au moyen des Biens.   Cette obligation d’indemnisation ne couvrira aucune utilisation des Biens ou d’une partie des Biens à des fins autres que celles indiquées dans le Marché ou pouvant en être raisonnablement déduites, et qu’elle ne couvrira aucune violation qui serait due à l’utilisation des Biens ou d’une partie des fournitures ou des biens produits au moyen des fournitures, en association ou en combinaison avec tout autre équipement, toute installation ou tous matériaux non fournis par le Fournisseur, conformément au Marché.  29.2 Dans le cas où une procédure serait intentée ou une réclamation dirigée contre l’Acheteur dans le contexte de la Clause 29.1 du CCAG, l’Acheteur en avisera le Fournisseur sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et le Fournisseur pourra, à ses propres frais et au nom de l’Acheteur, mener ladite procédure ou le règlement de cette réclamation, et de toutes négociations en vue de régler ladite procédure ou réclamation.  29.3 Si le Fournisseur omet de notifier à l’Acheteur, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification, qu’il entend mener ladite procédure ou réclamation, l’Acheteur sera libre de le faire en son propre nom.  29.4 L’Acheteur devra, si le Fournisseur le lui demande, donner au Fournisseur toute l’assistance disponible pour assurer la conduite de la procédure ou le règlement de la réclamation, auquel cas le Fournisseur remboursera à l’Acheteur tous les frais raisonnables qu’il aura assumés à cet effet.  29.5 L’Acheteur indemnisera et garantira le Fournisseur, ses employés, ses administrateurs et ses sous-traitants, contre toute poursuite judiciaire, action ou poursuite administrative, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d’avocat, pouvant être intentée ou incomber au Fournisseur par suite d’une violation réelle ou présumée de tout brevet, modèle d’utilité, modèle déposé, marque de fabrique, droits d’auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du Marché, au sujet de plans, de données, de dessins, de spécifications ou d’autres documents ou matériaux fournis ou conçus par ou au nom de l’Acheteur. |
| 1. **Limite de responsabilité** | 30.1 Sauf en cas négligence grave ou de faute intentionnelle :   1. Aucune des deux parties n’est responsable envers l’autre de toute perte ou de tout dommage indirect ou consécutif, perte d’usage, perte de production ou manque à gagner ou frais financier, étant entendu que la présente exception ne s’applique à aucune des obligations du Fournisseur de payer des pénalités à l’Acheteur ; 2. L’obligation globale que le Fournisseur peut assumer envers l’Acheteur au titre du Marché ou au titre de la responsabilité civile ou autre, ne saurait excéder le montant du Marché, étant entendu que cette limitation de responsabilité ne s’appliquera pas aux frais de réparation ou de remplacement du matériel défectueux, ni à l’obligation du Fournisseur d’indemniser l’Acheteur en cas de violation de brevet. |
| 1. **Modifications des lois et règlements** | 31.1 À moins que le Marché n’en dispose autrement, si après la date correspondant à 28 jours avant la date de soumission des offres, une loi, un règlement, un décret, un arrêté ou règlement local ayant force de loi est adopté, promulgué, abrogé ou modifié dans le lieu du pays de l’Acheteur où se trouve le site (y compris tout changement dans l’interprétation ou l’application dudit texte par les autorités compétentes) d’une manière qui influe sur la date de livraison et/ou le prix du Marché, ladite date de livraison et/ou ledit prix du Marché sera révisé à la hausse ou à la baisse selon le cas, dans la mesure où le Fournisseur en aura été affecté dans l’exécution d’une quelconque de ses obligations au titre du Marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le supplément ou la réduction de coût ne sera pas versé ou crédité séparément si ledit supplément ou ladite réduction a déjà été prise en compte dans les dispositions relatives à la révision des prix en tant que de besoin, conformément à la Clause 15 du CCAG. |
| 1. **Force majeure** | 32.1 Le Fournisseur ne sera pas exposé à la saisie de sa garantie de bonne exécution, à des pénalités ou à la résiliation du Marché pour non-exécution si, et dans la mesure où, son retard ou tout autre manquement dans l’exécution des obligations qui lui incombent au titre du Marché est dû à un cas de Force majeure.  32.2 Aux fins de la présente Clause, l’expression « Force majeure » désigne un événement échappant au contrôle du Fournisseur, qui n’est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible et inévitable. De tels événements peuvent inclure, sans que cette liste soit limitative, les actes de l’Acheteur au titre de la souveraineté de l’État, les guerres et révolutions, incendies, inondations, épidémies, mesures de quarantaine et d’embargo sur le fret.  32.3 En cas de Force majeure, le Fournisseur notifiera sans délai par écrit à l’Acheteur l’existence de celle-ci et ses motifs. Sous réserve d’instructions contraires, par écrit, de l’Acheteur, le Fournisseur continuera à remplir ses obligations contractuelles dans la mesure du possible, et s’efforcera de continuer à remplir les obligations dont l’exécution n’est pas entravée par le cas de Force majeure. |
| 1. **Ordres de modification et avenants au marché** | 33.1 L’Acheteur peut demander à tout moment au Fournisseur, par notification, conformément aux dispositions de la Clause 8 du CCAG, d’apporter des modifications dans le cadre général du Marché, dans un ou plusieurs des domaines suivants :   1. les plans, conceptions ou spécifications, lorsque les Biens à livrer au titre du Marché doivent être fabriqués spécialement pour l’Acheteur ; 2. la méthode d’expédition ou d’emballage ; 3. le lieu de livraison ; et 4. les Services connexes qui doivent être fournis par le Fournisseur.   33.2 Si l’une des modifications ci-dessus entraîne une augmentation ou une réduction du coût ou du temps nécessaire au Fournisseur pour exécuter toute partie du Marché, le prix du Marché et/ou le calendrier de livraison/d’achèvement sera modifié de façon équitable et le Marché sera modifié en conséquence. Toute demande d’ajustement du Fournisseur au titre de la présente clause doit être déposée dans les vingt-huit (28) jours suivant la date de réception, par le Fournisseur, de l’ordre de modification émis par l’Acheteur.  33.3 Le prix que demandera le Fournisseur en échange de la prestation de tout service connexe qui pourra être nécessaire mais qui ne figurait pas dans le Marché sera convenu d’avance par les parties et n’excédera pas les tarifs demandés par le Fournisseur à d’autres parties au titre de services analogues.  33.4 **Analyse de la valeur** : Le Fournisseur pourra préparer, à ses frais, une proposition fondée sur l’analyse de la valeur à tout moment durant l’exécution du Marché. La proposition fondée sur l’analyse de la valeur comprendra au minimum les renseignements ci-après :  (a) la (ou les) modification(s) proposée(s), et la description des différences avec les exigences du marché ;  (b) une analyse exhaustive des coûts et avantages de la (ou des) modification(s) proposée(s), y compris la description et l’estimation des coûts (y compris coûts d’exploitation et de maintenance) susceptible d’être encourus par l’Acheteur s’il accepte la proposition ; et  (c) la description de tout(s) impact(s) de la modification sur la performance ou les fonctionnalités.  L’Acheteur pourrait accepter la proposition fondée sur l’analyse de la valeur dans le cas où la proposition présente l’un ou plusieurs des avantages ci-après :   * + - 1. accélérer le délai de livraison, ou       2. réduire le coût pour l’Acheteur durant la vie utile,       3. améliorer la qualité, l’efficacité, la sécurité ou la durabilité des Biens, ou       4. produire un autre avantage pour l’Acheteur,   sans pour autant compromettre les fonctionnalités nécessaires des équipements.  Dans le cas où la proposition fondée sur l’analyse de la valeur est approuvée par l’Acheteur et a pour conséquence de :   * + - 1. réduire le Montant du Marché, le montant à payer au Fournisseur sera le pourcentage indiqué **au CCAP** de la réduction du Montant du Marché ; ou       2. augmenter le Montant du Marché, mais réduire les coûts futurs pour l’Acheteur en conséquence de tout avantage décrit en (i) à (iv) ci-avant, le montant à payer au Fournisseur sera la totalité de l’augmentation du Montant du Marché.   33.5 Sous réserve de la clause ci-avant, aucune variation ou modification des conditions du Marché ne pourra être effectuée sans un avenant par écrit signé par les parties. |
| 1. **Prorogation des délais** | 34.1 Si à tout moment pendant l’exécution du Marché, le Fournisseur ou ses sous-traitants se heurtent à une situation qui les empêche de fournir les Biens ou l’exécution des services connexes dans les délais prévus à la Clause 13 du CCAG, le Fournisseur avisera promptement l’Acheteur du retard par écrit, de sa durée probable et de sa raison. Aussitôt que possible après réception de la notification du Fournisseur, l’Acheteur évaluera la situation et pourra, à sa discrétion, proroger les délais impartis au Fournisseur pour exécuter le Marché, auquel cas la prorogation sera ratifiée par les parties, par voie d’avenant au marché.  34.2 À l’exception du cas de force majeure visé dans la clause 32, du CCAG, un retard de la part du Fournisseur dans l’exécution de ses obligations l’exposera à l’application d’une ou plusieurs des pénalités prévues dans la Clause 27 du CCAG, sauf si une prorogation des délais a été accordée en vertu de la Clause 34.1 du CCAG. |
| 1. **Résiliation** | 35.1 Résiliation pour non-exécution   1. L’Acheteur peut, sans préjudice des autres recours qu’il détient en cas de rupture de contrat, notifier par écrit au Fournisseur la résiliation pour non-exécution de la totalité ou d’une partie du Marché : 2. si le Fournisseur manque à livrer l’une quelconque ou l’ensemble des Biens dans les délais spécifiés dans le Marché ou dans les délais prolongés par l’Acheteur conformément aux dispositions de la Clause 34 du CCAG ; ou 3. si le Fournisseur manque à exécuter toute autre obligation au titre du Marché. 4. Si le Fournisseur, de l’avis de l’Acheteur, s’est livré à des pratiques de fraude ou de corruption, telles que définies dans l’Annexe du CCAG, au stade de sa sélection ou lors de sa réalisation du Marché. 5. Au cas où l’Acheteur résilie tout ou partie du Marché, en application des dispositions de la Clause 35.1(a) du CCAG, l’Acheteur peut acquérir, aux conditions et de la façon qui lui paraissent convenables, des Biens ou des services connexes semblables à ceux non reçus ou non exécutés et le Fournisseur sera responsable envers l’Acheteur de tout coût supplémentaire qui en résulterait. Toutefois, le Fournisseur continuera à exécuter le Marché dans la mesure où il n’est pas résilié.   35.2 Résiliation pour insolvabilité   1. L’Acheteur peut à tout moment résilier le Marché par notification écrite adressée au Fournisseur si celui-ci est déclaré en faillite ou devient insolvable. En ce cas, la résiliation se fera sans indemnisation du Fournisseur, étant entendu toutefois que cette résiliation ne préjugera ni n’affectera aucun des droits ou recours que l’Acheteur détient ou détiendra ultérieurement.   35.3 Résiliation pour convenance   1. L’Acheteur peut à tout moment résilier tout ou partie du Marché par notification écrite adressée au Fournisseur pour une raison de convenance. L’avis de résiliation précisera que la résiliation intervient unilatéralement pour raison de convenance, dans quelle mesure l’exécution des tâches stipulées dans le Marché prend fin et la date à laquelle la résiliation prend effet. 2. L’Acheteur prendra livraison, aux prix et aux conditions du Marché, des Biens terminés et prêts à être expédiés dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception par le Fournisseur de l’avis de résiliation. S’agissant des autres fournitures restantes, l’Acheteur peut décider : 3. de faire terminer et livrer toute partie de ces fournitures aux prix et conditions du Marché; et/ou 4. d’annuler le reste et de payer au Fournisseur un montant convenu au titre des Biens et des Services connexes partiellement terminés et des matériaux que le Fournisseur s’est déjà procurés. |
| 1. **Cession** | 36.1 À moins d’en avoir reçu par écrit le consentement préalable de l’autre partie, ni l’Acheteur ni le Fournisseur ne cédera, en totalité ou en partie, ses obligations contractuelles au titre du Marché. |
| 1. **Restrictions d’exportation** | 37.1 Nonobstant toute obligation d’entreprendre les formalités d’exportation dans le cadre du Marché, toute restriction d’exportation imputable à l’Acheteur, vers le Pays de l’Acheteur, ou à l’usage des biens ou services à fournir, lorsque de telles restrictions d’exportation résultent de l’application de la réglementation du commerce d’un pays qui fournit ces biens ou services, et si une telle restriction faire entrave au Fournisseur dans l’accomplissement de ses obligations contractuelles, le Fournisseur ne sera pas tenu de satisfaire à ses obligations de fournir les biens ou services. Cependant ceci est à la condition expresse que le Fournisseur soit en mesure de démontrer, à la satisfaction de l’Acheteur et de la BIsD, qu’il a accompli toutes les formalités requises avec diligence, y compris la demande de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à la livraison des biens ou services dans le cadre du Marché. La résiliation du Marché dans ce cadre sera prononcée pour convenance par l’Acheteur en conformité avec la Clause 35.3 du CCAG. |

**ANNEXE AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES**

**Fraude et Corruption**

***(Ne pas modifier le texte de cette Annexe)***

Directives pour l’acquisition de Biens, Travaux et services connexes financés dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement - Septembre 2018:

**Fraude et Corruption**

1.39 Les règles de la BIsD exigent que les Bénéficiaires ainsi que les Firmes , Entrepreneurs, et leurs agents (qu’ils soient déclarés ou non), les sous-traitants, les prestataires de services ou fournisseurs, ainsi que les personnels de ces entités, observent les règles d’éthique professionnelle les plus strictes, lors de la procédure d’acquisition et de l’exécution de marchés financés par la BIsD[[6]](#footnote-6). En vertu de ce principe, les exigences des *Directives Anti-Corruption du Groupe de la BIsD pour la Prévention et la Lutte contre la Fraude et la Corruption dans les Projets Financés par la BIsD* et les procédures de sanctions doivent être appliquées en tous instants. En application de cette politique, la BIsD:

1. définit comme suit, pour les besoins de la présente disposition, les expressions suivantes:
2. «Pratique de corruption » signifie l’offre, le don, la sollicitation ou l’acceptation, directement ou indirectement, d’un quelconque avantage en vue d’influer indûment l’action d’une autre personne ou entité;
3. “Pratique frauduleuse” signifie tout acte ou omission, ou présentation erronée des faits, qui, délibérément ou par imprudence intentionnelle, induit ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation;
4. “Pratique collusoire” signifie un arrangement entre deux ou plusieurs parties qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur les actions d’une autre partie;
5. “Pratique coercitive” signifie tout acte visant à nuire ou porter préjudice, ou menacer de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une partie ou à ses biens en vue d’en influer indûment les actions; et
6. “Pratique obstructive” signifie tout acte à effet de détruire, falsifier, altérer ou dissimuler délibérément les preuves sur lesquelles se fonde une enquête de la BIsD en matière de corruption ou de pratiques frauduleuses, coercitives ou collusives, ou faire de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menacer, harceler ou intimider quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête; ou visant à entraver délibérément l’exercice par la BIsD de son droit d’examen tel que prévu au paragraphe 1.39 (e) ci-dessous.
7. rejettera la proposition d’attribution du marché si elle établit que le Soumissionnaire auquel il est recommandé d’attribuer le marché, ou tout membre de son personnel, ou ses agents, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et/ou leurs employés), est coupable, directement ou indirectement, de corruption ou s’est livré à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l’obtention de ce marché;
8. déclarera l’acquisition non conforme et annulera la fraction du Financement de Projet allouée à un marché si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants du Bénéficiaire ou d’un bénéficiaire des produits du Financement de Projet s’est livré à la corruption, à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure d’acquisition ou l’exécution du marché en question sans que le Bénéficiaire ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la BIsD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d’information de la BIsD lorsqu’il a eu connaissance desdites pratiques;
9. sanctionnera à tout moment une Firme ou un individu, en application des procédures de sanctions de la BIsD[[7]](#footnote-7), y compris en déclarant publiquement cette Firme ou cet individu exclu indéfiniment ou pour une période déterminée ::
10. de toute attribution de marché financé par la BIsD; et
11. de la possibilité d’être retenu comme sous-traitant, Consultant, fournisseur, ou prestataire de service au profit d’une Firme par ailleurs susceptible de se voir attribuer un contrat financé par la BIsD; et
12. exigera que les Dossiers d’Appel d’Offres et les marchés financés par la BIsD contiennent une disposition requérant des Soumissionnaires, y compris leurs agents, leurs personnels, leurs sous-traitants, leurs prestataires de services ou fournisseurs, qu’ils autorisent la BIsD à examiner tous les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la soumission des Propositions et à l’exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la BIsD.

|  |  |
| --- | --- |
| Section IX. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) | |
|  | |
| **CCAG 1.1 (i)** | Le pays de l’Acheteur est : *La République du SENEGAL* |
| **CCAG 1.1 (j)** | L’Acheteur est : *le PROGRAMME D’URGENCE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (PUDC)* |
| **CCAG 1.1 (o)** | Le(s) site(s) du Projet ou le(s) lieu(x) de destination(s) finale(s) voir la liste des sites à la session V |
| **CCAG 4.2 (a)** | Les termes commerciaux auront la signification prescrite par les Incoterms. DDP 2020 et installation sur site |
| **CCAG 4.2 (b)** | La version des Incoterms sera : *DDP 2020* |
| **CCAG 5.1** | La langue sera  *le français* |
| **CCAG 8.1** | Aux fins de **notification**, l’adresse de l’Acheteur sera :  À l’attention de : *monsieur Cheikh DIOP Coordonnateur du Projet*  No et rue :est aux Almadies sur la route du King Fahd Palace, immeuble SCI Faalo,  Étage/no de bureau :1*ere  étage*  Ville : *Dakar*  Pays : *SENEGAL*  Téléphone : *+221 78 639 02 56*  Adresse électronique : [*aticata.ly@pudc.gouv.sn*](mailto:aticata.ly@pudc.gouv.sn) *ou*  [*dieynaba.baradji@pudc.gouv.sn*](mailto:dieynaba.baradji@pudc.gouv.sn) |
| **CCAG 9.1** | Le droit applicable sera celui de la République du Sénégal |
| **CCAG 10.2** | Les règles de la procédure d’arbitrage, conformément à la Clause 10.2 du CCAG, seront les suivantes :  ***(a) Marché passé avec un Fournisseur étranger :***  « CCAG 10.2 (a) Tout litige, différend, ou plainte provenant de ce Marché ou lui étant lié, ou toute rupture, résiliation ou invalidité de ce Marché, sera ***résolue*** par arbitrage selon les procédures d’arbitrage de la CNUDCI telles qu’en vigueur à ce jour.  ***(b) Marché passé avec un Fournisseur national du pays du Fournisseur :***  « Dans le cas d’un litige entre l‘Acheteur et un Fournisseur ressortissant du pays de l ‘Acheteur, le litige sera adjugé ou arbitré conformément à la législation du pays de l‘Acheteur. » |
| **CCAG 13.1** | Détails concernant les documents d’embarquement et autres documents à fournir par le Fournisseur sont : *[insérer la liste des documents requis, par exemple un connaissement négociable, un connaissement maritime non négociable, un connaissement aérien, un bordereau d’expédition de chemin de fer, un bordereau d’expédition routier, un certificat d’assurance, un certificat de garantie du Fabriquant ou du Fournisseur, un certificat d’inspection délivré par une agence d’inspection particulière, des détails relatifs à l’embarquement spécifiés par l’usine du Fournisseur]*  Les documents ci-dessus doivent être reçus par l’Acheteur une semaine au moins avant l’arrivée des fournitures au port et, s’ils ne sont pas reçus, le Fournisseur sera responsable de toute dépense en résultant. |
| **CCAG 15.1** | Les prix des Biens livrés et Services connexes exécutés*ne seront pas révisables.* |
| **CCAG 16.1** | La méthode et les conditions de règlement du Fournisseur au titre de ce marché sont :  Règlement de Biens en provenance de l’étranger :  Le règlement de la partie en monnaies sera effectué en *….*  (i) **Règlement de l’Avance :** vingt (20%) pour cent du prix du Marché sera réglé dans les 45 jours suivant l’acceptation de la facture d’avance, contre une garantie bancaire d’une banque agréée par l’Etat d’un montant équivalent valable jusqu’au remboursement total des biens et conforme au format type fournie dans le document d’appel d’offres.  (ii) **Réception des équipements sur sites et acceptation des biens et certification de la facture :** quatre-vingt (80%) pour cent du prix des biens livrés contre une demande de règlement accompagnée d’un certificat d’acceptation émis par l’Acheteur. L’avance sera remboursée à100% au moment du paiement de l’acompte.   1. **Installation :** vingt (20%) pour cent du prix des biens livrés contre une demande de règlement accompagnée d’un certificat d’acceptation émis par l’Acheteur,   Le règlement de la partie en monnaie nationale sera effectué en *F CFA*  dans les quarante-cinq (45) jours qui suivent la présentation d’une demande de règlement accompagnée d’un certificat de l’Acheteur confirmant que les Biens ont été livrés et acceptés et que les autres Services contractuels ‘installation) ont été réalisés.  **Règlement des Biens et Services en provenance du pays de l’Acheteur :**  Règlement des Biens et Services en provenance du pays de l’Acheteur sera effectué en *F CFA* comme suit :  (i) **Règlement de l’Avance :** vingt (20%) pour cent du prix du Marché sera réglé dans les 45 jours suivant l’acceptation de la facture d’avance, contre une garantie bancaire d’une banque agréée par l’Etat d’un montant équivalent valable jusqu’au remboursement total des biens et conforme au format type fournie dans le document d’appel d’offres.  (ii) **Réception des équipements sur sites et acceptation des biens et certification de la facture :** quatre-vingt (80%) pour cent du prix des biens livrés contre une demande de règlement accompagnée d’un certificat d’acceptation émis par l’Acheteur. L’avance sera remboursée à100% au moment du paiement de l’acompte.   1. **Installation sur site :** vingt (20%) pour cent du prix des biens livrés contre une demande de règlement accompagnée d’un certificat d’acceptation émis par l’Acheteur,   Le règlement de la partie en monnaie nationale sera effectué en *F CFA* dans les quarante-cinq (45) jours qui suivent la présentation d’une demande de règlement accompagnée d’un certificat de l’Acheteur confirmant que les Biens ont été livrés et installés et que les autres Services contractuels ont été réalisés. |
| **CCAG 16.5** | Le taux des intérêts de retard applicable sera de *+2% au taux d’escompté par la BCAO* |
| **CCAG 18.1** | Une garantie de bonne exécution de *7% du montant du marché sera requise* |
| **CCAG 18.3** | Si requise, la garantie de bonne exécution sera : *une garantie bancaire*  Si requise, la garantie de bonne exécution sera libellée F CFA |
| **CCAG 18.4** | La garantie de bonne exécution sera libérée : *à la réception provisoire des équipements* |
| **CCAG 23.2** | L’emballage, le marquage et les documents placés à l’intérieur et à l’extérieur des caisses seront : |
| **CCAG 24.1** | L’assurance sera souscrite conformément à l’Incoterm applicable : DDP 2020 |
| **CCAG 25.1** | La responsabilité du transport des Biens sera comme indiquée dans les Incoterms DDP 2020 |
| **CCAG 25.2** | Les services connexes ci-après sont requis : installations des équipements hospitaliers |
| **CCAG 26.1** | Les Inspections et Essais sont : *[décrire* |
| **CCAG 26.2** | Les inspections et les essais seront réalisés à*:Sur sites* |
| **CCAG 27.1** | Les pénalités de retard s’élèveront à : 1% du montant HT des équipements restant à livrer par semaine. |
| **CCAG 27.1** | Le montant maximum des pénalités de retard sera de : *10* % du montant HT du marché |
| **CCAG 28.3** | La période de garantie sera : 12 mois  Aux fins de garantie, les lieux de destination finale sont : *les sites indiquées dans le dossier d’appel d’offres* |
| **CCAG 28.5, CCAG 28.6** | Le délai de réparation ou de remplacement sera de :25 jours après réception et installation des équipements. |
| **CCAG 33.4** | NON APPLICABLE |

|  |
| --- |
| Section X. Formulaires du Marché |

Cette Section contient les formulaires qui une fois remplis feront partie du Marché. Les formulaires de garantie de bonne exécution et de restitution de l’avance, lorsque requises, remplies uniquement par le soumissionnaire retenu après attribution du marché.

**Liste des formulaires**

[**Modèle de Notification d’intention d’attribution 119**](#_Toc486344888)

[**Modèle de Lettre de Notification d’Attribution de marché 123**](#_Toc486344889)

[**Acte d’Engagement 124**](#_Toc486344890)

[**Modèle de garantie de bonne exécution 126**](#_Toc486344891)

[**Modèle de garantie de restitution d’avance 130**](#_Toc486344892)

**Modèle de Notification d’intention d’attribution**

***[La Notification d’intention d’attribution doit être adressée à chacun des Soumissionnaires ayant remis une offre. Le destinataire doit être le représentant autorisé du Soumissionnaire].***

À l’attention du représentant autorisé du Soumissionnaire

Nom : *[insérer le nom du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

Adresse : *[insérer l’adresse du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

Téléphone/télécopie : *[insérer téléphone/télécopie du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

Adresse courriel : *[insérer adresse courriel du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

***[IMPORTANT : insérer la date de transmission de la présente Notification à tous les Soumissionnaires. La Notification doit être envoyée à tous les Soumissionnaires simultanément, c’est-à-dire à la même date et dans le même temps, dans toute la mesure du possible].***

**DATE D’ENVOI :** La présente Notification est envoyée par : *[courriel/télécopie]* le *[date]* (heure locale).

**Notification d’intention d’attribution**

**Acheteur :** *[insérer le nom de l’Acheteur]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer l’intitulé du Marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du pays de l’Acheteur]*

**Accord de Financement No. :** *[insérer la référence de l’Accord de Financement]*

**AO No :** *[insérer le numéro de l’appel d’offres en référence au Plan de Passation des Marchés]*

Par la présente Notification de l’intention d’attribution (la Notification) nous vous informons de notre décision d’attribuer le Marché ci-dessus. L’envoi de la Notification marque le commencement de la Période d’attente. Durant ladite période, il vous est possible de :

1. demander un débriefing concernant l’évaluation de votre Proposition, et/ou
2. soumettre une réclamation concernant la passation du marché, portant sur la décision d’attribuer le marché.
3. **Soumissionnaire retenu**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom :** | *[insérer le nom du Soumissionnaire retenu]* |
| **Adresse :** | *[insérer l’adresse du Soumissionnaire retenu]* |
| **Prix du Marché :** | *[insérer le prix du Marché du Soumissionnaire retenu]* |

1. **Autres Soumissionnaires *[INSTRUCTIONS : insérer les noms de tous les Soumissionnaires ayant remis une Offre. Lorsque le prix de l’offre a été évalué, indiquez le prix évalué de chaque Offre, ainsi que le prix de chaque Offre tel que lu en séance d’ouverture.]***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom du Soumissionnaire** | **Prix de l’Offre** | **Prix évalué de l’Offre  (si applicable)** |
| *[insérer le nom]* | *[Prix de l’Offre]* | *[Prix évalué de l’Offre]* |
| *[insérer le nom]* | *[Prix de l’Offre]* | *[Prix évalué de l’Offre]* |
| *[insérer le nom]* | *[Prix de l’Offre]* | *[Prix évalué de l’Offre]* |
| *[insérer le nom]* | *[Prix de l’Offre]* | *[Prix évalué de l’Offre]* |
| *[insérer le nom]* | *[Prix de l’Offre]* | *[Prix évalué de l’Offre]* |

1. **Motif(s) pour le(s)quel(s) votre Offre n’a pas été retenue**

|  |
| --- |
| ***[INSTRUCTIONS : indiquer le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) l’Offre du Soumissionnaire n’a pas été retenue. Ne pas fournir : (a) une comparaison point par point avec une Offre concurrente, ou (b) des renseignements identifiés comme confidentiels par le Soumissionnaire dans son Offre.]*** |

1. **Comment demander un débriefing**

|  |
| --- |
| **DATE ET HEURE LIMITES : l’heure et la date limite pour demander un débriefing est minuit le [insérer la date] (heure local).**  Vous pouvez demander un débriefing concernant les résultats de l’évaluation de votre Offre. Si vous désirez demander un débriefing, votre demande écrite doit être présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la présente Notification d’intention d’attribution.  Indiquer l’intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Soumissionnaire, les détails du marché et l’adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :  **à l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence :** *[insérer le nom de l’Acheteur]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*  Lorsqu’une demande de débriefing aura été présentée dans le délai de 3 jours ouvrables, nous accorderons le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Dans le cas où il ne nous serait pas possible d’accorder un débriefing dans ce délai, la période d’attente sera prorogée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Dans un tel cas, nous vous informerons par le moyen le plus rapide de la prolongation de la période d’attente et confirmerons la date à laquelle la période d’attente prorogée expirera.  Le débriefing peut être par écrit, par téléphone, vidéo-conférence ou en personne. Nous vous informerons par écrit et dans les meilleurs délais de la manière dont le débriefing aura lieu, en confirmant la date et l’heure.  Lorsque la date limite de demande d’un débriefing est expirée, vous pouvez cependant demander un débriefing. Dans un tel cas, nous accorderons le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la publication de la notification d’attribution du Contrat. |

1. **Comment formuler une réclamation**

|  |
| --- |
| **Date et heure limites : l’heure et la date limite pour présenter une réclamation est minuit le *[insérer la date]* (heure locale).**  Indiquer l’intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Soumissionnaire, les détails du marché et l’adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :  **à l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence :** *[insérer le nom de l’Acheteur]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie :** *[insérer No télécopie omettre si non utilisé]*  *[à ce stade du processus de passation du marché] [dès réception de la présente notification]* vous pouvez soumettre une réclamation relative à la passation des marchés au sujet de la décision d’attribution du marché. Il n’est pas nécessaire que vous ayez demandé ou reçu un débriefing avant de présenter une réclamation. Votre réclamation doit être présentée durant la Période d’attente et reçue par nous avant l’expiration de ladite Période d’attente.  Informations complémentaires :  Pour obtenir plus d’informations, prière vous référer aux Directives pour les acquisitions de Biens, Travaux et services connexes dans le cadre de Projets Financés par la BIsD (Les Directives) (Annexe C). Il vous est demandé de lire ces documents avant de préparer et présenter votre recours.  En résumé, les quatre exigences ci-après sont essentielles :  1. Vous devez être une « partie intéressée ». Dans le cas présent, cela signifie un Soumissionnaire ayant remis une Offre dans le cadre de ce processus de sélection, et destinataire d’une Notification d’intention d’attribution.  2. La réclamation peut contester la décision d’attribution du marché exclusivement.  3. La réclamation doit être reçue avant la date et l’heure limites indiquées  ci-avant.  4. Vous devez fournir dans la réclamation, tous les renseignements demandés par les Directives (comme décrits à l’Annexe C). |

1. **Période d’attente**

|  |
| --- |
| **DATE ET HEURE LIMITES : l’heure et la date limite d’expiration de la Période d’attente est minuit le [insérer la date] (heure locale).**  La période d’attente est de dix (10) jours ouvrables à compter de la date d’envoi de la présente Notification de l’intention d’attribution.  La période d’attente pourra être prorogée comme indiqué au point 4 ci-avant. |

Pour toute question relative à la présente Notification, prière nous contacter.

Au nom de *[insérer le nom de l’Acheteur] :*

**Signature :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Nom :**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Titre/position :**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Téléphone :**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Courriel :**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Modèle de garantie de bonne exécution**

**Option 1 : (garantie bancaire)**

*[Sur demande du Soumissionnaire sélectionné, la banque (garant) remplit cette garantie de bonne exécution type conformément aux indications en italiques]*

*[insérer les nom de la banque et adresse de la banque d’émission]*

**Bénéficiaire :** *[insérer les nom et adresse de l’Acheteur]*

**Date :** *[insérer date]*

**Garantie de bonne exécution no.** : *[insérer No]*

**Garant :** *[insérer le nom de la banque, et l’adresse de l’agence émettrice, sauf si cela figure à l’en-tête]*

Nous avons été informés que *[insérer le nom du Fournisseur]* (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no*. [insérer No]* en date du *[insérer la date]* pour la fourniture de *[insérer la description des Biens et Services connexes]* (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Fournisseur, nous *[insérer le nom de la banque]*nous engageons par la présente, **sans condition et irrévocablement**, à vous payer à **première demande**, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de ( ) *[insérer la somme en chiffres. Le Garant doit insérer un montant représentant le montant ou le pourcentage mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par l’Acheteur.]*[[8]](#footnote-8) *[insérer la somme en lettres].* Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie expire au plus tard le *[insérer la date]* jour de *[insérer le mois]* *[insérer l’année]*,[[9]](#footnote-9) et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes relatives aux garanties sur demande de la CCI - 2010, Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a) qui est exclu par la présente.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   
*[signature(s)]*

***Note: Toutes parties de texte (y compris les renvois en bas de page) sont fournis pour faciliter l’utilisation de ce formulaire et seront éliminées dans le document final.***

**Garantie de bonne exécution**

**Option 2 : (C****aution personnelle et solidaire)**

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel d’offres no: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de l’Acheteur*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Caution no. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous soussignés \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de l’organisme de caution*]

Par cette caution *[insérer le nom du Principal]* comme Principal (ci-après dénommé « le fournisseur ») et *[insérer le nom de la caution]* comme caution (ci-après appelée « la caution»), nous déclarons nous porter caution personnelle et solidaire de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [indiquer le *nom et l’adresse complète du Fournisseur titulaire du marché*] (ci-après dénommé « le Titulaire ») pour le montant de la caution de bonne exécution à laquelle le Titulaire est assujetti en qualité de titulaire du Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ conclu avec \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de l’Acheteur*], ci-après dénommé « le Bénéficiaire », pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*description des Biens*] (ci-après dénommé « le Marché ») conclu en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la date du Marché]*.

Ladite caution s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_[[10]](#footnote-10).

Nous nous engageons à effectuer sur demande de paiement du Bénéficiaire adressée par courrier avec accusé de réception reçue au plus tard à la date d’expiration mentionnée ci-après, et ce jusqu’à concurrence de la somme garantie ci-dessus -- dans les types et les proportions des monnaies dans lesquelles le prix du contrat est payable -- le versement des sommes dont le Titulaire serait débiteur au titre du Marché du fait de la non-exécution de ses obligations contractuelles. Le présent engagement sera réduit pour moitié sur présentation du procès-verbal de réception provisoire et demeurera valable jusqu’au trentième jour suivant la date de délivrance du procès-verbal de réception définitive.

ATTENDU que le fournisseur a conclu un accord écrit avec l’acheteur de le jour de ….., 20., pour [nom de contrat et brève description des biens et Services connexes] selon les documents, plans, spécifications et modifications s’y rapportant, qui, dans la mesure prévue aux présentes, font partie et sont ci-après dénommés le contrat.

EN COPNSEQUENCE, la Condition de cette Obligation est telle que, si le fournisseur doit rapidement et fidèlement exécuter ledit contrat (y compris les amendements s’y rapportant), alors cette obligation sera nulle et non avenue ; dans le cas contraire, elle restera en vigueur. Chaque fois que le Fournisseur doit être, et déclaré par l’Acheteur être en faute d’exécution du contrat, l’Acheteur ayant tenu ses obligations d’Acheteur, la caution peut remédier sans tarder au manquement, ou dès que possible :

(1) remplir le contrat conformément à ses termes et conditions ; ou

(2) obtenir une offre ou des offres de soumissionnaires qualifiés proposant à l’Acheteur de remplir le contrat conformément à ses termes et conditions, et suivant la détermination de l’Acheteur et la garantie du soumissionnaire le moins disant, prévoir un contrat entre ces ce soumissionnaire et l’Acheteur et livrer selon la progression du contrat (même s’il devrait y avoir un défaut ou une succession de défaut en vertu du contrat ou des contrats conformément au présent paragraphe) sufisamment de fonds pour payer le coût de réalisation diminués du solde du prix du contrat ; mais n’excédant pas, y compris les autres coûts et dommages-intérêts pour lesquels la caution peut être retenue aux termes des présentes, le montant énoncées au premier alinéa présentes. On entend par le terme « Équilibre du prix contractuel, » tel qu’utilisé dans ce paragraphe, le montant total payable par l’Acheteur au Fournisseur en vertu du contrat, moins le montant correctement payé par l’Acheteur au Fournisseur ; ou

(3) payer **sans condition, irrévocablement et à première demande** à l’Acheteur le montant requis par l’Acheteur pour l’exécution du contrat conformément à ses termes et conditions jusqu'à un total n’excèdant ne pas le montant de ce cautionnement.

La garant ne sera pas responsable pour une somme supérieure à la caution.

Toute poursuite en vertu de cette obligation doit être engagée avant l’expiration d’un an à compter de la date de la délivrance du Procés-verbal de réception définitive.

Aucun droit d’action ne doit s’accumuler à cette caution ou pour l’utilisation de toute personne physique ou morale autre que l’Acheteur désigné aux présentes ou les héritiers, exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants droit de l’Acheteur.

En foi de quoi, le Fournisseur a donné son accord et apposé son sceau, et la caution est entrée en application, dûment attestée par la signature de son représentant légal, le …………jour de ………………,20….                                                                                           .

Signé le ………………………………..au nom de

Par …………………………………….en qualité de

En présence de

**Modèle de garantie de restitution d’avance**

**(garantie bancaire sur demande)**

**AO No :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*Insérer le numéro de l’Appel d’Offres*].

**Garant :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque émettrice* *et code SWIFT*]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de l’Acheteur*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garantie de restitution d’avance No. :**

Nous avons été informés que *[nom de l’Acheteur]* (ci-après dénommé « le Donneur d’ordre ») a conclu le Marché No., avec le Bénéficiaire en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution de *[nom du marché et description des Biens]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu’en vertu des conditions du Marché, une avance d’un montant de *[insérer la somme en chiffres] [insérer la somme en lettres]* est versée contre une garantie de restitution d’avance.

A la demande du Donneur d’ordre, nous prenons, en tant que Garant, l’engagement **sans condition, irrévocablement et à première demande** de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à *[insérer la somme en chiffres] [insérer la somme en lettres]*[[11]](#footnote-11). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre :

(a) a utilisé l’avance à d’autres fins que les prestations faisant l’objet du Marché ; ou bien

(b) n’a pas remboursé l’avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d’ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l’avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d’offre portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à *[nom et adresse de la banque].*

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l’avance effectués par le Donneur d’ordre tels qu’ils figurent aux décomptes mensuels dont la copie nous sera présentée. La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : à la réception d’une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché (à l’exclusion des sommes à valoir) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante : \_\_\_. En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette Garantie doit nous parvenir à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a) qui est exclu par la présente.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*[Signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation***

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Les Clauses administratives particulières qui suivent complètent les Clauses administratives générales. Dans tous les cas où les dispositions se contredisent, les dispositions ci-après prévaudront sur celles des Clauses administratives générales. Le numéro de la Clause générale à laquelle se réfère une Clause particulière est indiqué entre parenthèses.

**Dispositions supplémentaires relatives au nantissement et au paiement direct des sous-traitants**

**A. Nantissement**

Le nantissement des marchés publics est une mesure destinée à faciliter leur financement.

Il permet au titulaire d’un marché et à ses sous-traitants admis au bénéfice du paiement direct d’obtenir des financements ou des avances sous certaines conditions.

A cet effet, un acte ayant pour objet le nantissement du Marché est passé entre l’Entrepreneur titulaire du Marché et l’institution qui consent cette facilité. En outre l’exemplaire unique du Marché est remis par le titulaire à cette institution à titre de garantie.

Cette institution, le créancier, notifie alors ou fait signifier le nantissement au Maître de l’Ouvrage, lequel lui règle directement, sauf empêchement à paiement, les sommes dues par le Maître de l’Ouvrage au titre de l’exécution du Marché.

Les dispositions suivantes viennent compléter le CCAG et se réfèrent à la numération des articles du CCAG :

3.3.1 De plus, l’Entrepreneur peut céder ou déléguer au profit des banquiers de l’Entrepreneur tout ou partie des sommes dues ou à devoir au titre du Marché.

4.5 Pièces à délivrer à l’Entrepreneur en cas de nantissement du marché.

4.5.1 Dès la notification du marché, le Maître de l’Ouvrage délivre sans frais à l’Entrepreneur, contre reçu, une expédition certifiée conforme de l’Acte d’engagement et des autres pièces que mentionne le paragraphe 2 du présent Article à l’exclusion du CCAG .

4.5.2 Le Maître de l’Ouvrage délivre également, sans frais, à l’Entrepreneur, aux co-traitants et aux sous-traitants payés directement les pièces qui leur sont nécessaires pour le nantissement de leurs créances.

**B. Paiement direct aux sous-traitants**

Le paiement direct par le Maître de l’Ouvrage des prestations exécutées par les entrepreneurs sous-traitants permet à ces derniers d’avoir la certitude d’être payés “au même titre que l’entrepreneur principal” - dès lors qu’ils accomplissent les prestations dont ils sont responsables. Les prestations faisant l’objet de paiement direct peuvent être connues dès le dépôt de l’offre. Lorsque les sous-traitants ont déclarés postérieurement à la conclusion du Marché leur acceptation et l’agrément des conditions de leurs conditions de paiement doivent figurer dans un avenant ou dans un acte spécial.

Les dispositions suivantes viennent compléter le CCAG et se réfèrent à la numérotation des articles du CCAG :

3.3.3 Le sous-traitant agréé peut obtenir directement du Maître de l’Ouvrage si celui-ci et les autorités dont l’approbation est nécessaire à l’entrée en vigueur du Marché en sont d’accord ou si la réglementation applicable l’impose, le règlement des travaux, fournitures ou services dont il a assuré l’exécution et qui n’ont pas déjà donné lieu à paiement au profit du titulaire du Marché.

Dans ce cas, l’Entrepreneur remet au Chef de Projet, avant tout commencement d’exécution du contrat de sous-traitance, une déclaration mentionnant:

a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,

b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l’adresse du sous-traitant proposé,

c) les conditions de paiements prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel de chaque sous-traité, notamment la date d’établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfactions, des primes, des pénalités.

Le Chef du Projet doit revêtir de son visa toutes les pièces justificatives servant de base au paiement direct. Il dispose d’un délai d’un (1) mois pour signifier son acceptation ou son refus motivé. Passé ce délai, le Chef de Projet est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives qu’il n’a pas expressément refusées.

Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d’acceptation, d’établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du Marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

11.9 Rémunération des entrepreneurs sous-traitants payés directement.

Les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par le Marché, un avenant ou un acte spécial.

13.5 Règlement en cas de sous-traitants payés directement

13.5.1 Lorsqu’un sous-traitant bénéficie d’un paiement direct, l’Entrepreneur joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever, sur celles qui lui sont dues, pour la partie de la prestation exécutée, et que le Chef de Projet devra faire régler à ce sous-traitant. Lorsque le sous-traitant est de nationalité étrangère, le projet de décompte distinguera les montants payables en monnaies nationale et étrangères.

Les paiements du sous-traitant intéressé sont effectués dans la limite du montant des états d’acomptes et de solde ainsi que des attestations prévues à l’alinéa précédant.

Le montant total des paiements effectués au profit d’un sous-traitant ramené aux conditions du mois d’établissement des prix du Marché ne peut excéder le montant à sous-traiter qui est stipulé dans le Marché.

13.5.2 L’Entrepreneur est seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

13.5.3 Les paiements à faire au sous-traitant sont effectués sur la base des pièces justificatives et de l’acceptation de l’Entrepreneur donnée sous la forme d’une attestation, transmises par celui-ci conformément aux stipulations de l’Article 13.5.1.

Dès réception de ces pièces, le Maître de l’Ouvrage avise directement le sous-traitant de la date de réception du projet de décompte et de l’attestation envoyés par l’Entrepreneur, et lui indique les sommes dont le paiement à son profit a été accepté par l’Entrepreneur.

Le paiement des sommes dues au sous-traitant doit intervenir dans les délais prévus aux Articles 13.2.3 et 13.4.3.

Un avis de paiement est adressé à l’Entrepreneur et au sous-traitant.

L’Entrepreneur dispose d’un délai de quinze (15) jours, comptés à partir de la réception des pièces justificatives servant de base au paiement direct, pour les accepter ou pour signifier au sous-traitant son refus motivé d’acceptation. Passé ce délai, l’Entrepreneur est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties des pièces justificatives qu’il n’a pas expressément acceptées ou refusées.

Dans le cas où l’Entrepreneur n’a, dans le délai de quinze (15) jours suivant la réception du projet de décompte du sous-traitant, ni opposé un refus motivé, ni transmis celui-ci au Maître de l’Ouvrage, le sous-traitant envoie directement au Maître de l’Ouvrage une copie du projet de décompte. Il y joint une copie de l’avis de réception de l’envoi du projet de décompte à l’Entrepreneur.

Le Maître de l’Ouvrage met aussitôt en demeure l’Entrepreneur, par lettre recommandée avec demande d’avis de réception postal, de lui faire la preuve dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette lettre qu’il a opposé un refus motivé à son sous-traitant dans le délai prévu au cinquième alinéa ci-dessus. Dès réception de l’avis, le Maître de l’Ouvrage informe le sous-traitant de la date de cette mise en demeure.

A l’expiration de ce délai, et au cas où l’Entrepreneur ne serait pas en mesure d’apporter cette preuve, le Maître de l’Ouvrage dispose du délai prévu à l’Article 13.2.3 pour mandater les sommes à régler au sous-traitant, à due concurrence des sommes restant dues à l’Entrepreneur au titre des projets de décompte qu’il a présentés.

13.6 Réclamation ou action directe d’un sous-traitant

Si un sous-traitant de l’Entrepreneur met en demeure le Maître de l’Ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu’il estime lui être dues par l’Entrepreneur au titre du contrat de sous-traitance, le Chef de Projet peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer à l’Entrepreneur, à condition que le sous-traitant ait été un sous-traitant agréé et que son droit à paiement direct ait été reconnu préalablement dans le cadre du Marché ou qu’il résulte de la réglementation en vigueur. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le Chef de Projet paie le sous-traitant et les sommes dues à l’Entrepreneur sont réduites en conséquence.

**Section 11 : Modèle de lettre de notification**

**Modèle de Lettre de Notification d’Attribution de marché**

*[Papier à en-tête de l’Acheteur]*

Date : *[date]*

A : *[nom et adresse du Soumissionnaire retenu]*

Objet : ***Notification d’attribution du Marché No*** . . . . . . . . ..

Messieurs,

La présente a pour but de vous notifier que votre offre en date du ***[date]*** pour l’exécution des Biens et Services connexes de ***[nom du marché et identification]*** pour le montant du Marché de ***[montant en chiffres et en lettres, nom de la monnaie]***, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux soumissionnaires ***[Supprimer « rectifié et » ou « et modifié » si seulement l’une de ce mesures s’applique. Supprimer « rectifié et modifié conformément aux Instructions aux soumissionnaires » si des rectifications ou modifications n’ont pas été effectuées]***, est acceptée par nos services.

Il vous est demandé de fournir la garantie de bonne exécution dans les 28 jours, conformément au CCAG, en utilisant le formulaire de garantie de bonne exécution de la Section X, Formulaires du marché.

Signature autorisée : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom et titre du signataire habilité à signer au nom de l’Acheteur *[Insérer le, nom et titre du signataire habilité à signer au nom de l’Acheteur] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Nom de l’Agence d’exécution : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Pièce jointe : Acte d’Engagement**

**Section 12 : Modèle Acte d’engagement**

**Acte d’Engagement**

*[Le Soumissionnaire sélectionné remplit l’Acte d’Engagement conformément aux indications en italiques]*

AUX TERMES DU PRÉSENT MARCHÉ,

conclu le ***[date]*** jour de ***[mois]*** de ***[année]***

ENTRE

(1) *[insérer le nom légal complet de l’Acheteur] de [insérer l’adresse complète de l’Acheteur]* (ci-après dénommé l’« Acheteur ») d’une part, et

(2) *[insérer le nom légal complet du Fournisseur]* de *[insérer l’adresse complète du Fournisseur]* (ci-après dénommé le « Fournisseur »), d’autre part :

ATTENDU QUE l’Acheteur a lancé un appel d’offres pour certaines Biens et certains Services connexes, à savoir *[insérer une brève description des Biens et des Services connexes]* et a accepté une offre du Fournisseur pour la livraison de ces Biens et la prestation de ces Services connexes, pour un montant égal à *[insérer le Prix du Marché exprimé dans la(les) monnaie(s) de règlement du Marché]* (ci-après dénommé le « Prix du Marché »).

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

1. Dans ce Marché, les mots et expressions auront le même sens que celui qui leur est respectivement donné dans les clauses du Marché auxquelles il est fait référence.

2. Les documents ci-après sont réputés faire partie intégrante du Marché et être lus et interprétés à ce titre. Le présent Acte d’Engagement prévaudra sur toute autre pièce constitutive du Marché.

a) la Notification d’attribution du Marché adressée au Fournisseur par l’Acheteur ;

b) L‘offre et les Bordereaux des prix présentés par le Fournisseur ;

c) Les addenda No \_\_\_\_ (si applicable)

d) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;

e) Le Cahier des Clauses Administratives Générales ;

f) La Liste des Biens, le Calendrier de livraison, et les Spécification techniques ; et

g) [Ajouter ici tout(s) document(s) supplémentaire(s} éventuels] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

3. En contrepartie des paiements que l’Acheteur doit effectuer au bénéfice du Fournisseur, comme cela est indiqué ci-après, le Fournisseur convient avec l’Acheteur par les présentes de livrer les Biens et de rendre les Services connexes, et de remédier aux défauts de ces Biens et Services connexes conformément à tous égards aux dispositions du Marché.

4. L’Acheteur convient par les présentes de payer au Fournisseur, en contrepartie des Biens et Services connexes, et des rectifications apportées à leurs défauts et insuffisances, le prix du Marché, ou tout autre montant dû au titre du Marché, et ce, aux échéances et de la façon prescrites par le Marché.

EN FOI DE QUOI les parties au présent Marché ont signé le présent document conformément aux lois de *[insérer le nom du pays dont la législation est applicable au Marché]*, les jour et année mentionnés ci-dessous.

Pour et au nom de l’Acheteur

Signé par *[insérer le nom et le titre de la personne habilitée à signer]* (pour l’Acheteur)

En présence de : *[insérer l’identification du témoin officiel]*

Signé par *[insérer el nom et le titre de la personne habilitée à signer]* (pour le Fournisseur)

**Section 13 : CAHIER DES CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES**

|  |  |
| --- | --- |
| **4.2** | **Obligations particulières :**   * + 1. **Programme d’exécution**   L’Entrepreneur conduira son chantier en s’engageant sur l’application des meilleurs standards environnementaux. Dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de l'attribution du marché, l’entrepreneur devra établir et soumettre à l'approbation du PUDC, un Programme définitif de gestion environnementale et sociale détaillé du chantier, comportant les indications suivantes :   * un Plan d’Action Environnementale et Sociale (PAES) de chantier qui sera étudié et approuvé par la mission de contrôle avant le démarrage des travaux. L’objectif de ce plan est de présenter une vue d’ensemble compréhensible des questions environnementales, sociales, sanitaires et sécuritaires connues ou potentielles que l’Entrepreneur doit adresser dans la mise en œuvre du contrat. Ce plan comprendra au minimum les mesures suivantes : * les mesures d’élimination et de réduction des risques et impacts négatifs sur l’environnement ; * un système de collecte et d’élimination des déchets générés dans le cadre du chantier ; * un programme d’information et de sensibilisation sur les travaux et leur avancement ; * les mesures de gestion des risques et des accidents (dans et hors du chantier), tout en précisant les dangers dans la zone du projet pouvant mettre en péril la sécurité ou la santé du personnel et/ou du public, et les mesures préservation à appliquer ; * les mesures de remise en état des sites de stockage du matériel de chantier, de prélèvement des matériaux de construction (excavations), etc.; * la liste des autorisations et accords nécessaires pour le déroulement correct des travaux.   + 1. **Choix du site d'installation de chantier** * L’Entrepreneur doit construire ses installations temporaires du chantier de façon à déranger le moins possible l’environnement, de préférence dans des endroits déjà déboisés ou perturbés lorsque de tels sites existent, ou sur des sites qui seront réutilisés lors d’une phase ultérieure pour d’autres fins. L’Entrepreneur doit strictement s’interdire l’établissement d’une base de chantier et de vie à l'intérieur d'une aire protégée. * Préalablement à l'occupation des sites par ses installations, l'entrepreneur peut demander l'établissement préalable d'un état des lieux. Ce constat est alors établi contradictoirement par la mission de contrôle, en présence de l'entrepreneur. * En l'absence de ce constat, les lieux et les installations diverses qu'ils peuvent contenir sont réputés étant "en bon état initial" et aucune contestation n'est plus admise à l'expiration du délai d'occupation s'il est demandé des réparations à l'entrepreneur lors de la restitution des sites. * A la fin des travaux, l’entrepreneur devra, sous réserve de retenue de la garantie, remettre en état l’ensemble des aires utilisées, notamment l’enlèvement des matériaux restants, l’évacuation des déchets, le démontage et l’évacuation du site des installations ne faisant pas partie de l’ouvrage. * L’assiette foncière occupée par la centrale solaire et ses équipements annexes fera l’objet d’une délibération, dont une copie de l’acte sera jointe au plan de recollement.   + 1. **Lois et règlement – Permis** * L’entrepreneur veillera à obtenir avant de commencer les travaux tous les permis et autorisations nécessaires au bon déroulement des travaux prévus dans le cadre de ce contrat auprès des collectivités locales et des services techniques compétents. À titre indicatif, le service des eaux et forêts si le déboisement, l’élagage, etc est requis. , L'inspection du travail, les gestionnaires de réseaux de service public en cas d’empiètement, etc doivent également être saisis. Avant le démarrage des travaux, l’Entrepreneur doit se concerter avec les riverains avec lesquels, il peut prendre des arrangements facilitant le déroulement des chantiers.   + 1. **Règlement intérieur**   Un règlement interne du chantier doit mentionner, entre autres :   * le rappel sommaire des bonnes pratiques et comportements sur le chantier (ce qu’il faut faire et ce qu’il ne faut pas faire sur le chantier en matière de protection de l’environnement, les règles d’hygiène et de gestion des déchets, les mesures de sécurités et de protection, les dispositions en cas d’urgence, etc.) ; * interdiction de consommer l’alcool pendant les heures de travail; * le danger des MST et du SIDA, le respect des us et coutumes des populations ; * les règles de sécurité (vitesse des véhicules limitée à 40 km/h en agglomération) ;   Des séances d’information et de sensibilisation sont à tenir régulièrement et le règlement est à afficher visiblement dans les diverses installations. |
| 1. **DISPOSITIONS PARTICULIERES** | |
| 5.1 | Dispositions relatives à l’hygiène, la propreté des installations et de la base vie :   * Les aires de bureaux et de logement doivent être pourvues d’installations sanitaires (latrines, fosses septiques, puits perdus, lavabos et douches) en fonction du nombre des ouvriers. Des réservoirs d’eau devront être installés en quantité et qualité suffisantes et adéquates aux besoins. * Des dispositions relatives à l'hygiène et à la propreté du chantier et de la base vie seront insérées dans le règlement intérieur de l'entreprise chargée des travaux. * L'Entrepreneur pourra entreposer temporairement les rebuts de construction (matériaux secs) pour les disposer, à la fin des travaux, dans un endroit accepté par le bureau de contrôle. |
| 5.2 | Dispositions relatives à la Protection du couvert Forestier   * Avant le lancement des travaux, établir une provision budgétaire dotée d’un montant suffisant pour couvrir les besoins de reboisement compensatoire en bordure des lignes moyenne et basse tensions concernées. En début de chantier, effectuer un relevé contradictoire de la strate arborescente située dans les limites de l’emprise à une distance de 3 à 5 mètres de part et d’autre de l’axe des lignes Moyennes (HTA et Basses Tensions (BT), en vue d’identifier et évaluer les rangées d’arbres et les individus matures d’intérêt qui ne devraient pas être coupés dans le cadre du projet. Choisir les itinéraires des réseaux HTA et BT les moins nuisibles pour la couverture forestière. Les instances responsables représentées dans ce relevé contradictoire devraient inclure le PUDC et son Equipe d’Environnementalistes et les représentants des Eaux et Forêts. * Assurer la protection des arbres et des plantes sur le chantier et les propriétés adjacentes. L'Entrepreneur doit protéger toute végétation telle que les arbres, les buissons, les cultures et les champs de cultures qui, de l'avis du bureau de contrôle (l'ingénieur), ne gêne pas les travaux. Dans le cas où l'Entrepreneur endommage la végétation hors de la servitude prévue et que la remise en état n'est pas comprise dans les travaux, il doit la remplacer, à ses frais et à la satisfaction du bureau de contrôle (l'ingénieur). * Au cours des travaux d'excavation d’abattage et/ou d’élagage, éviter de déstructurer le sol sur une large surface. Éviter de circuler et de décharger ou d'entreposer des matériaux inutilement dans les zones de culture. * Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier ne sont permis qu'avec l'autorisation du bureau de contrôle (l'ingénieur). Lorsque les feux et le brûlage des déchets sont permis, prévenir les souillures ou les dommages causés par la fumée à l’atmosphère, aux ouvrages, constructions et matériaux ainsi qu'à la végétation qui doit être préservée. Dans ce cas, l’entrepreneur doit nettoyer et remettre en état les ouvrages souillés ou endommagés. |
| 5.3 | Dispositions relatives à l’installation des groupes électrogènes Solaire photovoltaïque   * Choisir l’emplacement de la centrale le plus éloigné possible des habitations pour minimiser les gênes liées aux bruits et aux fumées, ainsi que les risques d’incendie. * Le socle de l’abri doit être recouvert d’une plate-forme en béton légèrement inclinée, bordé d’un muret et équipé de cousins anti-vibratiles et d’un canal de récupération des rejets (huiles, gasoil, graisses, eaux contaminées,…) débouchant sur un collecteur. * Prévoir autant que possible des groupes électrogènes à faible nuisance sonore (moins de 65 dB) sur les voisinages ; * Bien dimensionner le groupe par rapport aux besoins pour éviter le gaspillage de combustible et les émissions de CO2 non nécessaires. * Installation de coffres ventilés ou de bacs de rétention d’acide pour recevoir les batteries pour évitera l’épandage d’acide sulfurique lors de leur remplissage. |
| 5.4 | Reboisement compensatoire en bordure des emprises :  Au terme des travaux, effectuer des travaux de reboisement compensatoire des arbres abattus avec des espèces d’intérêt soit, dans les sections opposées à l’axe des lignes moyennes et basses tensions, soit sur d’autres sites d’intérêt communautaire proposés par la communauté locale. La sélection de ces espèces devra être effectuée en collaboration avec les Autorités locales concernées et les représentants du service des Eaux et Forêts. Les arbres devront être plantés aux emplacements définis par le PUDC en rapport avec ses partenaires, selon un ratio de dix (10) arbres plantés pour un (1) arbre coupé. Informer les Autorités locales concernées à l’égard de l’importance de protéger et d’entretenir les plantations d’arbres effectuées et les inviter à sensibiliser les populations locales en conséquence. |
| 5.5 | Gestion de la circulation des véhicules de chantier et consigne de sécurité   * Tenir les autorités locales informées à l’égard des risques associés à la circulation des véhicules de chantier et les inviter à sensibiliser les populations à cet égard. Sensibiliser les opérateurs de matériel ou d’équipement, les camionneurs et les autres travailleurs du chantier à l’égard des risques et dérangements que soulève leur présence sur les axes des lignes moyennes et basses tensions concernées et les informer de l’importance de respecter les coutumes locales (fétiches, lieux sacrés et interdits). Clôturer et interdire l’accès aux aires de travaux (installation des mini-centrales photovoltaïques) situés près des villages, et particulièrement aux enfants afin de minimiser les risques d’accidents. Éviter de circuler dans les villages avec des véhicules de chantier en dehors des périodes normales de travail et au cours des périodes de fort achalandage (jours de marché, etc.). * L’Entrepreneur doit mettre à disposition du personnel de chantier des tenues de travail correctes réglementaires et en bon état, ainsi que tous les accessoires de protection et de sécurité propres à leurs activités (casques, bottes, ceintures, harnais, masques, gants, lunettes, sangles, gilets de haute visibilité, etc.). L’Entrepreneur doit veiller au port scrupuleux des équipements de protection sur le chantier. Un contrôle permanent doit être effectué à cet effet et, en cas de manquement, des mesures coercitives (avertissement, mise à pied, renvoi) doivent être appliquées au personnel concerné. |
| 5.6 | Repli du chantier et du matériel   * A la fin des travaux, l’entrepreneur réalisera tous les travaux nécessaires à la remise en état des lieux. L’entrepreneur devra replier tout son matériel, engins et matériaux. Il ne pourra abandonner aucun équipement ni matériaux sur le site, ni dans les environs. Après le repli du matériel, un procès-verbal constatant la remise en état du site devra être dressé. * Le sol de la base vie et des parkings sera nettoyé des déchets solides et liquides et remis en état à la fin des travaux. * Aucune excavation, mottes de terres, matériel de remblai/déblai ne devront rester visibles à la réception des travaux ; |
| 5.7 | Emploi de la main d’œuvre locale  L’Entrepreneur est tenu d’engager (en dehors de son personnel cadre technique) le plus de main-d’œuvre possible dans la zone où les travaux sont réalisés. A défaut de trouver le personnel qualifié sur place, il est autorisé d’engager la main d’œuvre à l’extérieur de la zone de travail. |
| 5.8 | Désignation du personnel d’astreinte  L’Entrepreneur doit assurer la garde, la surveillance et le maintien en sécurité de son chantier y compris en dehors des heures de présence sur le site. Pendant toute la durée des travaux, l’Entrepreneur est tenu d’avoir un personnel en astreinte, en dehors des heures de travail, tous les jours sans exception (samedi, dimanche, jours fériés), de jour comme de nuit, pour pallier tout incident et/ou accident susceptible de se produire en relation avec les travaux. |
| 5.9 | Notification  Toute infraction aux prescriptions dûment notifiées à l’entreprise par le projet doit être redressée. La reprise des travaux ou les travaux supplémentaires découlant du non-respect des clauses environnementales et sociales est à la charge de l’entrepreneur. |
| 5.10 | Suspension et sanction  En application des dispositions contractuelles, le non-respect des clauses environnementales et sociales, dûment constaté par le Maître d’œuvre, peut être un motif de résiliation du contrat. L’Entrepreneur ayant fait l’objet d’une résiliation pour cause de non application des clauses environnementales et sociales s’expose à des sanctions allant jusqu’à la suspension du droit de soumissionner pour une période déterminée par le Maître d’ouvrage, avec une réfaction sur le prix et un blocage de la retenue de garantie. |
| 5.11 | Réception partielle – Réception définitive des travaux  En vertu des dispositions contractuelles des travaux, le non-respect des présentes clauses dans le cadre de l’exécution du projet expose le contrevenant au refus de signer le Procès-verbal de réception provisoire ou définitive des travaux, par la Commission de réception, avec blocage de la retenue de garantie de bonne fin. |
| 5.12 | Obligations au titre de la garantie  Les obligations de l’Entrepreneur courent jusqu’à la réception définitive des travaux qui ne sera acquise qu’après complète exécution des travaux d’amélioration de l’environnement prévus au contrat. |

1. L’inexécution, comme décidé par le PNUD, comprend tous les contrats pour lesquels (a) l’inexécution n’a pas été contestée par le contractant, notamment au moyen d’un renvoi au dispositif de règlement des différends en vertu du contrat concerné, et (b) les contrats qui ont été ainsi contestés mais n’ont pas été pleinement réglés relativement au contractant. L’inexécution n’englobe pas les contrats pour lesquels la décision de l’employeur a été rejetée par le dispositif de règlement des différends. L’inexécution doit être basée sur l’ensemble des informations sur les différends ou contentieux pleinement réglés, c’est-à-dire un différend ou un contentieux qui a été réglé conformément au dispositif de règlement des différends en vertu du contrat concerné et dans le cas où toutes les instances d’appel disponibles au soumissionnaire ont été épuisées. [↑](#footnote-ref-1)
2. *.* [↑](#footnote-ref-2)
3. *La banque d’émission devra insérer un montant représentant le pourcentage du montant du marché indiqué dans la* Notification d’attribution du Marché, et dénommé soit dans la/les monnaie/s du marché, ou dans une monnaire librement convertible jugée aceptable pour l’Acheteur [↑](#footnote-ref-3)
4. *La date est établie conformément à la Clause 18.4 des Cahier des Clauses administratives générales (« CCAG »), en tenant compte de toute obligation de garantie technique du Fournisseur en vertu de la clause 28.2 du CCAG/CCAP devant être garantie par une garantie d’exécution partielle. L’Acheteur doit prendre en compte le fait que, dans le cas d’une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, l’Acheteur peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite de l’Acheteur, formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. »* [↑](#footnote-ref-4)
5. *Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l’avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l’avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par l’Acheteur.* [↑](#footnote-ref-5)
6. Dans ce contexte, toute action entreprise par une Firme, un Consultant et leurs agents, sous-traitants, prestataires de services, et/ou leurs personnels en vue d’influencer la procédure d’attribution ou l’exécution du marché en vue d’un avantage indu quelconque est inappropriée. [↑](#footnote-ref-6)
7. Une Firme ou un individu peut être exclu de l'attribution de marchés financés par la BIsD à la suite : i) de l’achèvement des procédures de sanctions de la BIsD, y compris entre autres, de l’exclusion croisée convenue avec les autres Institutions Financières Internationales dont les Banques Multilatérales de Développement et de l’application des procédures de sanctions pour fraude et corruption relatives à la passation des marchés de la BIsD; et ii) d’une suspension temporaire ou d’une suspension temporaire rapide liée à des procédures de sanctions en cours. [↑](#footnote-ref-7)
8. *La banque d’émission devra insérer un montant représentant le pourcentage du montant du marché indiqué dans la* Notification d’attribution du Marché, et dénommé soit dans la/les monnaie/s du marché, ou dans une monnaire librement convertible jugée aceptable pour l’Acheteur [↑](#footnote-ref-8)
9. *La date est établie conformément à la Clause 18.4 des Cahier des Clauses administratives générales (« CCAG »), en tenant compte de toute obligation de garantie technique du Fournisseur en vertu de la clause 28.2 du CCAG/CCAP devant être garantie par une garantie d’exécution partielle. L’Acheteur doit prendre en compte le fait que, dans le cas d’une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, l’Acheteur peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite de l’Acheteur, formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. »* [↑](#footnote-ref-9)
10. *L’organisme de caution doit insérer un montant représentant le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par l’Acheteur.* [↑](#footnote-ref-10)
11. *Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l’avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l’avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par l’Acheteur.* [↑](#footnote-ref-11)